Zamane
le Maroc d'hier & d'aujourd'hui
Août 2020 - N° 117
www.zamane.ma

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : YOUSSEF CHMIROU

HUBERT LYAUTEY
LE VRAI VISAGE DU MARÉCHAL

AIX-LES-BAINS, LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ ?

MAROC-URSS, AMIS MALGRÉ TOUT

ABDEL MALIK SAÂDI, L'OUBLIÉ DES TROIS ROIS

BMCE BANK OF AFRICA DEVIENT

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

IMAGINER DES SOLUTIONS D'AVENIR À LA HAUTEUR DES ENJEUX D'UN CONTINENT

Votre banque évolue et arbore désormais le nom « BANK OF AFRICA » :
Une marque unique au service de millions de clients à travers le monde ;
Une marque pionnière sur le continent africain ;
Une marque innovante capable de répondre aux enjeux d'aujourd'hui et d'anticiper ceux de demain...
Car c'est en regardant le futur avec optimisme que nous pourrons imaginer des solutions au service d'un avenir meilleur.

Tour Mohammed VI
Vallée de Bouregreg
Rabat-Salé

BANKOFAFRICA.MA

Edito

YOUSSEF CHMIROU
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

VERS UNE RÉVOLUTION SOCIALE ?

Lorsqu'on passe en revue les exigences du contexte actuel, on est proprement sidérés. Autant les performances sont multiples, autant les moyens pour les réaliser sont d'envergure difficiles à atteindre. C'est précisément la teneur et l'objectif du discours de la Fête du trône du roi Mohammed VI. Le virus pandémique, Coronavirus ou Covid 19, du pareil au même, permet de mettre à nu les insuffisances criardes dans toutes les activités humaines. La santé publique est en manque visible en terme de moyens et d'équipements matériels. Avec une moyenne d'un millier de morts par jour aux États Unis, à titre d'exemple, même si comparaison n'est pas raison, à l'évidence, le Maroc n'est pas en mesure d'endiguer le phénomène. Il n'empêche.

Lors d'une ultime rencontre avec la presse, alors qu'il allait rendre les clés de la Primature, Driss Jettou (ancien Premier ministre, 2002-2007) a attiré l'attention sur deux problèmes majeurs en ébullition, l'état des hôpitaux et le système des retraites au Maroc. Il estimait que les centres hospitaliers les plus en vue devaient subir un réaménagement total. Mais cela avait un coût que ne pouvait supporter les finances publiques. Du coup, la situation de ces institutions de grande attente populaire n'a pas stagné, elle s'est détériorée.

L'autre problème présent dans tous les discours politiques, dans toutes les analyses, concernant le pivot de la vie en société, n'est rien d'autre que le chômage ; particulièrement celui des jeunes en quête d'emplois. Les opportunités d'emplois sont rares. Paradoxalement, on compte sur les fermetures et les soi-disants restructurations pour piquer le travail du voisin. Les petites et moyennes entreprises comptent beaucoup sur les mesures annoncées par Mohammed VI. Les enclavements des petites villes ou autres douars à flancs de montagne, ne sont pas toujours rattachés aux réseaux d'eau courante et d'électricité, signes annonciateurs d'une fausse modernité urbaine. Demander la généralisation de la couverture sociale relève du miracle ; pour le moins d'un luxe jusqu'ici impossible à atteindre. Un nouveau plan de développement est en marche. Le roi a abordé tous ces thèmes dans leur singularité relative et leur complémentarité parfois néfaste. Le plan de développement proposé au commun des citoyens consiste à faire fonctionner ces ensembles dans une interactivité viable. Un pari propre aux leaders politiques d'envergure. Pour ce faire, le roi annonce que 120 milliards de DH seront injectés dans l'économie nationale. Ce qui représente 11% du PIB. *«Ce taux inscrit le Maroc parmi les pays les plus audacieux en matière de politique de relance économique post-crise»*, indique le Chef de l'Etat.

Le Maroc indépendant n'avait pas fini pour autant avec une autre exigence majeure. L'enseignement. Il se devait d'assurer la scolarité d'une population jeune avide de savoir et de savoir-vivre. L'école publique dans ses fondements nationaux était en marche. L'espace de communication ne sera plus prédominant. Il ne sera plus nécessaire d'être en classe pour apprendre. On pourra recevoir, apprendre et échanger sans autre forme de présence physique. Cette révolution technologique au niveau de la transmission du savoir est en train d'atteindre le Maroc par le biais de l'enseignement. Cela s'appelle l'enseignement à distance. Les élèves des petites classes ainsi que leurs parents sont-ils suffisamment préparés pour cette nouvelle méthode *«d'être à l'école sans vraiment y être»*.

La fameuse feuille d'absence qui inaugurait chaque matin la journée scolaire n'aura plus raison d'être. Les élèves du douar, pas plus que ceux des entrailles urbaines, possèdent-ils des smartphones et adhérent-ils tous à internet qui sera gratuit et exclusivement dédiée à l'enseignement? Il est certain que la rentrée scolaire de cette année n'aura plus la même aura que les années précédentes. Une autre révolution sociale, la généralisation de la couverture sociale. Elle est désormais un droit acquis, parfaitement défendable devant les instances juridiques du travail. Voilà une décision que les rétribués du secteur informel attendent depuis toujours. Il était temps qu'elle soit satisfaite et traduite dans la pratique des rapports dans le travail.

DEMANDER LA GÉNÉRALISATION DE LA COUVERTURE SOCIALE RELÈVE DU MIRACLE ; POUR LE MOINS D'UN LUXE JUSQU'ICI IMPOSSIBLE À ATTEINDRE...

WWW.ZAMANE.MA

Sommaire

N° 117 - Août 2020

Le Maroc d'hier & d'aujourd'hui
Zamane

p. 6

p. 24

ON EN PARLE

Edito
Vers une révolution sociale ?
Par Youssef Chmirou
page 3

Affaire d'État
Maroc-URSS, amis malgré tout
Si la logique de la guerre froide avait été respectée, l'ogre soviétique se serait aligné sans faille du côté de l'Algérie, et donc des séparatistes du Polisario. L'URSS se garda pourtant de le faire. Une affaire qui est tout, sauf banale.
Par Sami Lakmahri
page 6

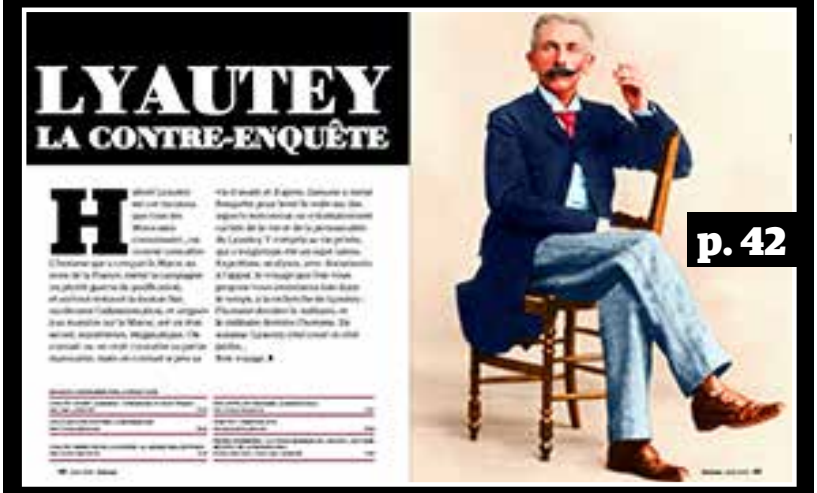
Les buzz de l'Histoire
page 16 à 22

La Grande Énigme
Abdel Malik Saâdi, l'oublié des Trois Rois
C'est la bataille la plus épique livrée par le Maroc au cours du dernier millénaire. La bataille des Trois Rois ou Oued El Makhazine, a consacré le jeune sultan Ahmed Al Mansour en 1578. L'éblouissante aura de ce dernier éclipse pourtant un autre personnage central, son frère aîné le sultan Moulay Abdel Malik. Retour sur la mémoire d'un souverain au règne bref, mais au parcours ô combien tortueux…
Par Sami Lakmahri
page 24

Grande Interview
Raymond Benhaim : «Il m'est arrivé de fuir par la fenêtre devant mes étudiants»
Raymond Benhaim n'a jamais eu le temps de s'ennuyer. Ce Marocain juif de Meknès À tôt fait de militer au sein du parti communiste. Il y apprend la clandestinité qui lui sera bien utile lorsqu'il fonde avec quelques camarades l'organisation révolutionnaire Ilal Amam au début des années 1970. Entre temps, il s'engage dans la lutte antisioniste et nous livre son récit tranché sur le départ massif des juifs du Maroc. Dans cet entretien sans langue de bois, il nous raconte aussi un parcours professionnel au service des pays africains, dont l'Algérie. Plus récemment, Raymond Benhaim a vu interdire l'association "Racines" qu'il présidait. Une dissolution amère qu'il ne digère toujours pas. Militant un jour, militant toujours…
Propos recueillis par Sami Lakmahri
page 32

DOSSIER
Lyautey la contre-enquête
Par la Rédaction
page 42

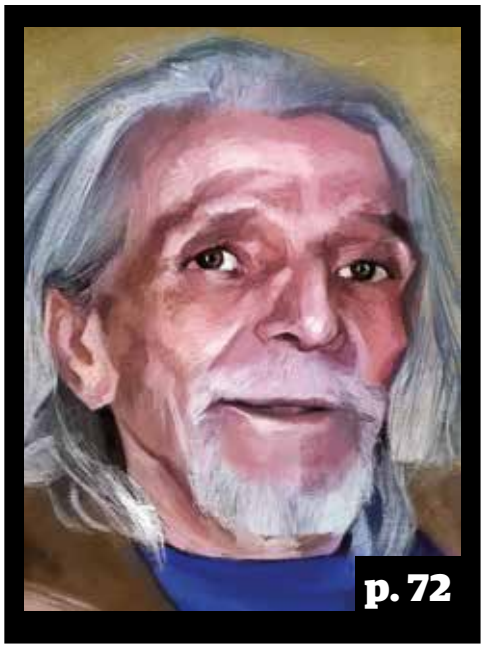
Dossier



p. 42

- LYAUTEY AVANT LE MAROC : ITINÉRAIRE D'UN ATYPIQUE
- CELUI QUI A RELÉGITIMÉ LA MONARCHIE
- LYAUTEY MINISTRE DE LA GUERRE : LE GRAND MALENTENDU
- ON L'APPELAIT MADAME LA MARÉCHALE
- LYAUTEY L'ORIENTALISTE
- PIERRE VERMEREN : «LA VRAIE MARQUE DE LYAUTEY, C'EST SON RESPECT DE LA MONARCHIE»

RECHERCHE



Une vie, une œuvre

Ahmed Bouanani : Poète jusqu'au bout des ongles

La meilleure manière de raconter un personnage comme Ahmed Bouanani est de le raconter à la première personne. Prêts ? Partez !
Par Moulim El Aroussi

page 72

Notre histoire

Aix-les-Bains : Et l'indépendance dans l'interdépendance fut créée (1/2)

Il y a très exactement 65 ans, en août 1955, les «entretiens» franco-marocains d'Aix-les-Bains, préludes à l'indépendance, ont eu lieu, dans un climat étrange… Retour dans le détail sur un événement qui n'a pas cessé de marquer l'histoire du Maroc.
Par Abdelfattah Naimi

page 76

LE MAG

Il était une fois...

Les «immigrés» dans les médias

En France, l'immigration maghrébine a démarré dès le début du XXème siècle, avant d'augmenter considérablement à partir des années 1960/1970. Son traitement médiatique a accompagné le flux de cette immigration, où le Maghrébin est tour à tour passé du rôle de bolchévique, travailleur précaire, à celui de dangereux islamiste…
Par Younes Messoudi

page 84

Au-delà du mythe

Fadou, le James Brown marocain

De tous les artistes qui ont égayé les années 1970, comme Vigon, Golden Hands et bien d'autres, Fadoul reste le plus mystérieux et sans doute le plus attachant. Retour sur le parcours d'un chanteur au cœur (et à la voix) en or.
Par Myriam Alila

page 90

Chronique

La viralité de la bêtise

Par Moulim El Aroussi

page 98

Zamane
Le Maroc d'hier & d'aujourd'hui

EST ÉDITÉ PAR TWO MÉDIAS MAROC
Avenue des FAR, Tour des Habous, 9e étage, Casablanca
Tél : +212 (0)5 22 45 15 12
+212 (0)6 61 43 73 54
Fax : +212 (0)5 22 44 89 33
courrier@zamane.ma

Directeur de la publication & directeur général
Youssef Chmirou
y.chmirou@zamane.ma

Directeur de la rédaction
Karim Boukhari
k.boukhari@zamane.ma

Comité scientifique
Hassan Aourid
Maâti Monjib
Mohamed El Mansour
Moulim El Aroussi
Mohamed Yassir El Hilali

Rédaction
Sami Lakmahri
Adnan Sebti

Ont collaboré à ce numéro
Myriam Alila
Abdelfattah Naimi

Conception graphique
Sophie Goldryng

Responsable technique
Mohamed Douhabi

Crédits photo
Roger Viollet, LEEMAGE, Aic Press, M.Maradji
Illustrations
Adnane Jabir

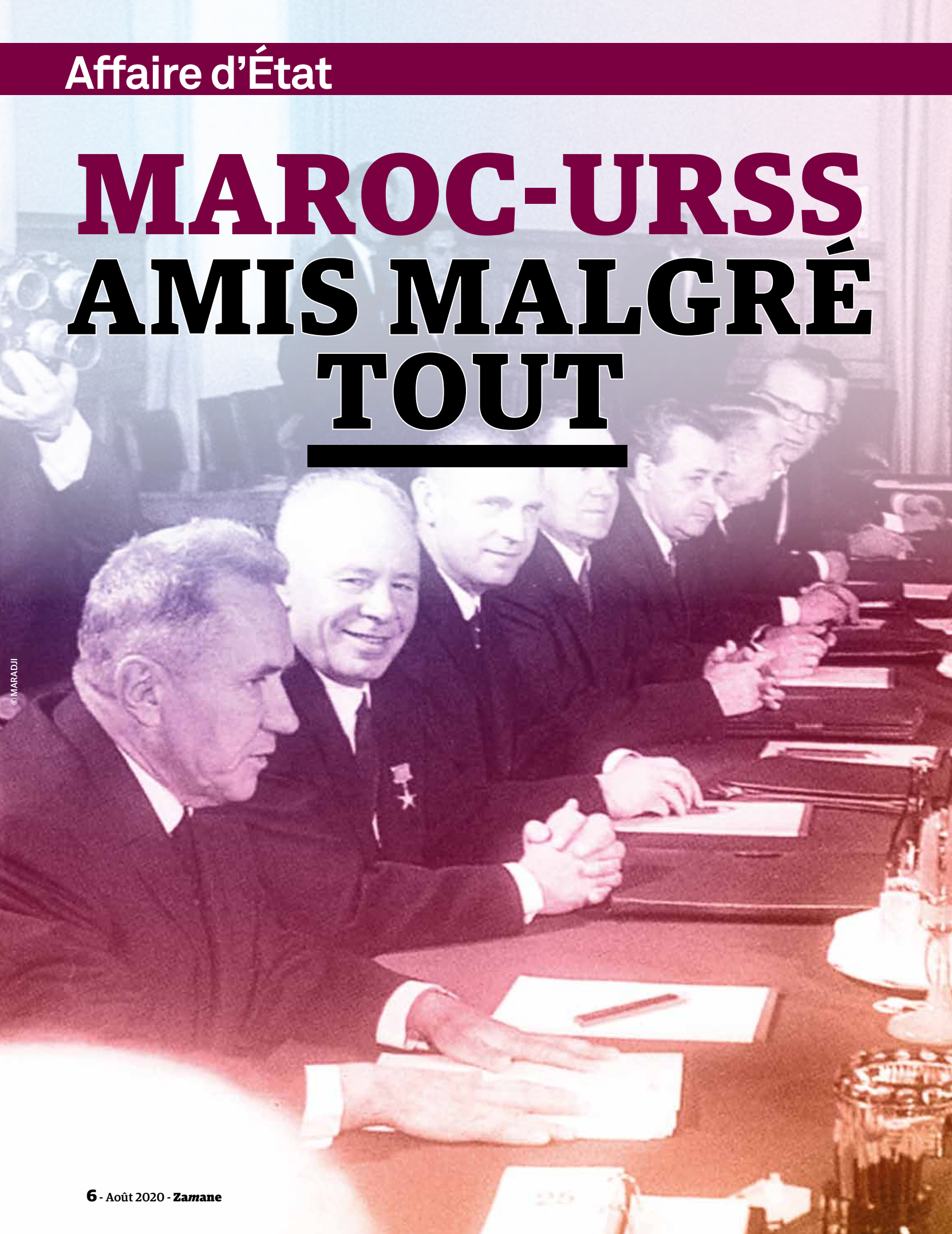
Responsable administratif
Jamila Mejdoul
Conseiller juridique
Saïd Maâch
Diffusion
Abdelmajid Kenaoui

Impression
CTP, IDÉAL, Casablanca
Distribution Sapress
Dépôt légal 0105 / 2010
Dossier de presse 30/ ص/2010

Tous droits réservés, reproduction et traduction interdites, sauf accord de l'éditeur

www.zamane.ma

MAROC-URSS AMIS MALGRÉ TOUT



©MARADJI

QUOI ?	QUAND ?	OÙ ?	QUI ?	COMMENT ?
Relations marocco-russes	Pendant la Guerre froide	Globe divisé entre les États-Unis et la Russie	Hassan II et les Russes	Cordialité

SI LA LOGIQUE DE LA GUERRE FROIDE AVAIT ÉTÉ RESPECTÉE, L'OGRE SOVIÉTIQUE SE SERAIT ALIGNÉ SANS FAILLE DU CÔTÉ DE L'ALGÉRIE, ET DONC DES SÉPARATISTES DU POLISARIO. L'URSS SE GARDA POURTANT DE LE FAIRE. UNE AFFAIRE QUI EST TOUT, SAUF BANALE.

PAR SAMI LAKMAHRI

En 1966, Hassan II était parti en Russie accompagné de Ahmed Balafrej et Moulay Abdallah.

Le 25 janvier 2019, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, est en visite à Rabat. À l'incontournable question sur le Sahara, il répond, laconique : *«Ce conflit, qui a trop duré, exige une solution consensuelle rapide sur la base des résolutions du Conseil de sécurité exclusivement et l'implication de toutes les parties concernées»*. Quelques jours avant, le ministre russe des Affaires étrangères était à Alger. Là encore, nul aventurisme dans ses déclarations. Il insiste sur le fait *«d'agir sur la base du droit international. Une telle base existe, elle est inscrite dans les décisions de l'ONU, principalement au Conseil de sécurité de l'ONU. Nous sommes pour que ces résolutions soient mises en œuvre»*. Près de 45 ans après la Marche Verte, qui a permis au royaume de réinvestir ses provinces du sud, la position de Moscou est restée pratiquement la même. Un statu quo qui ne semble vouloir avantager aucun des deux pays maghrébins. À l'époque pourtant, cette forme de neutralité n'est pas aussi évidente qu'aujourd'hui. Sympathisante du bloc de l'Est, l'Algérie, dont le régime se présente comme révolutionnaire et socialiste, est considérée comme un partenaire de l'URSS. D'ailleurs, quasiment l'ensemble de l'équipement militaire d'Alger dépend de Moscou. Plus encore, Cuba, Etat communiste satellite des Soviétiques, est durablement engagé auprès de l'Algérie, et plus tard de la RASD, entité qui revendique le Sahara occidental. Fidel Castro avouera lui-même la participation de ses troupes lors de la Guerre des sables aux côtés des Algériens. L'indéfectible soutien du Lider maximo au Polisario est, depuis longtemps, de notoriété publique. Mais La Havane n'est pas Moscou. Dans le monde bipolaire de la guerre froide, la position des deux superpuissances est seule capable d'infléchir un conflit. Celui entre le Maroc et le Polisario n'échappe pas à cette règle. Le rapport de force ne doit cependant pas briser un certain équilibre, surtout lorsque l'affaire n'est pas d'un intérêt vital pour Washington et Moscou. C'est le cas de l'affaire du Sahara et, plus généralement, la question de la décolonisation de toute la région.

Si la position de Washington, favorable au régime de Hassan II, ne souffre d'aucune ambigüité, celle de Moscou est quant à elle plus opaque. Des hésitations habilement mises à profit par le Maroc pour ne pas se mettre à dos la puissance soviétique et tenter d'isoler le tandem Algérie / Polisario.

© DR

Menée par Lavrov, la diplomatie russe joue le jeu d'équilibre entre Rabat et Alger.

Cuba, Etat communiste satellite de l'URSS, est connu pour avoir soutenu l'Algérie puis le Polisario.

La valse à deux temps

Certes, l'histoire entre Rabat et Moscou a connu des crispations, mais jamais de crises graves. Preuve que les deux capitales n'ont jamais vraiment cherché le conflit ouvert. L'aube des années 1960 est d'ailleurs marquée par une réciproque *«sympathie»*. En Afrique, le royaume est le chantre d'un non-alignement marqué du sceau de l'anti-impérialisme. Malgré le rapprochement entre le Maroc et les Etats-Unis, encore détenteurs de bases militaires

© AFP

A l'occasion de la Fête du Trône, marquant le 21ème anniversaire de l'intronisation

de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu Le Glorifie**,

le Directeur Général et l'ensemble des collaborateurs du Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion

ont l'insigne honneur de présenter

à **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine**,

leurs vœux les meilleurs, ainsi qu'à Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan,

à son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid

et aux membres de la Famille Royale.

Pour le Maroc Avenir

www.cdg.ma GroupeCDG

صندوق الإيداع والتدبير

CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION

© AFP

dans le pays, l'URSS continue de maintenir de bonnes relations avec le royaume. Une vigueur entretenue en cette période par Ali Yata, chef du PCM (Parti Communiste Marocain), interdit mais toléré par Hassan II, que sait mettre à profit la formation politique. Le XXIIème congrès du Parti communiste soviétique, qui se tient à Moscou en octobre 1961, voit d'ailleurs la participation d'une délégation de communistes marocains avec à leur tête Ali Yata. Bien que symbolique, cette présence rassure les Soviétiques et permet d'établir une relation de confiance avec le PCM, interlocuteur privilégié entre le Palais et le Kremlin. À l'Est, les relations entre l'URSS et l'Algérie sont encore plus intimes. Bénéficiant d'un soutien timoré de Moscou pendant sa guerre d'indépendance, les leaders du FLN s'attendent à un engagement plus ferme des Soviétiques, d'autant qu'ils ne cessent de clamer l'anti-impérialisme de leur politique. Dans son ouvrage *«L'URSS et le Maghreb ; de la révolution d'octobre à l'indépendance de l'Algérie (1985)»*, le chercheur tunisien Mohieddine Hadhri précise les contours de ce partenariat : *«Ben Bella voulait faire de l'Algérie le foyer de la révolution en Afrique, le pays où viendraient se former les combattants des différentes révolutions africaines. Les dirigeants soviétiques voyaient donc en Ben Bella l'émule de Fidel Castro pour lequel le dirigeant algérien éprouvait d'ailleurs une grande admiration. À partir de là, ils traitèrent le FLN en parti frère, l'objectif étant naturellement d'aider Ben Bella et le FLN à emprunter le même chemin suivi par Castro»*.

La Guerre des sables n'a pas mis un terme aux relations maroco-russiennes.

MALGRÉ LE RAPPROCHEMENT ENTRE LE MAROC ET LES ETATS-UNIS, L'URSS CONTINUE DE MAINTENIR UNE RELATION DE CONFIANCE AVEC LE PARTI COMMUNISTE MAROCAIN

En géopolitique, c'est par les armes que se forgent les amitiés. La question se pose avec insistance dès les accords d'Evian, qui octroient l'indépendance à l'Algérie. Elle devient plus urgente encore à l'été 1963, lorsque la tension entre les deux voisins maghrébins atteint un point critique. L'historien algérien Assasi Lassassi explique dans son ouvrage *«Le non-alignement et la politique étrangère de l'Algérie»* que : *«bien avant la guerre entre le Maroc et l'Algérie, cette dernière a d'abord demandé un équipement militaire à la France, puis aux États-Unis, mais les deux nations déclinèrent sa requête. Au même moment, les deux pays et en particulier les États-Unis, fournissaient à l'armée marocaine un équipement militaire. L'Algérie ne tarda pas à se tourner vers les Russes pour s'équiper»*. C'est donc bien avec un équipement militaire soviétique que l'Algérie combat le Maroc lors de la Guerre des sables en octobre 1963. De quoi durablement refroidir les relations entre Rabat et Moscou ? Pas vraiment...

© DR

Le PCM, dirigé par Ali Yata, était devenu un interlocuteur privilégié entre le Palais et le Kremlin.

Le bal masqué

Trois ans plus tard, c'est un Hassan II tout sourire qui débarque sur le tarmac de l'aéroport de Moscou. Le souverain est le premier chef d'Etat marocain à se rendre en URSS. Il y séjourne du 23 au 29 octobre 1966 et tisse des relations personnelles avec des dirigeants soviétiques, notamment le Premier ministre Alexis Kossygine, dont il louera les qualités dans l'entretien qu'il mène avec le journaliste Eric Laurent dans *«Mémoires d'un*

À l'occasion du 21ème anniversaire de l'intronisation
de Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Le Président Directeur Général
et l'ensemble des collaborateurs du Groupe OCP

ont l'insigne honneur de présenter à

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI

que Dieu L'assiste

leurs vœux de bonheur et de santé, ainsi qu'à

Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan et à
Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid et à toute la Famille Royale.

Ils renouvellent au Souverain l'expression de leur fidélité et de leur attachement au Glorieux Trône Alaouite.

OCP

www.ocpgroup.ma

Roi» : *«Je le considère comme un des hommes les plus marquants que j'ai rencontrés, beaucoup plus que Brejnev. Il connaissait ses dossiers sur le bout des doigts et manifestait une ouverture d'esprit étonnante»*. En bon séducteur, Hassan II s'emploie aussi à asséner un discours qui ne peut que plaire à ses hôtes. Il déclare ainsi à la presse locale : *«Le Maroc a toujours dit non à l'impérialisme. Le Maroc a toujours dit non à l'oppression. Nous disons non à la discrimination raciale, au développement inégal des différentes régions du monde. Nous disons non aux bases étrangères sur les territoires d'États indépendants»*. Mais les Soviétiques ne sont pas si naïfs. Ils savent parfaitement que le roi a dit oui à une collaboration étroite avec les Américains qui deviennent, aux côtés de la France, les principaux partenaires du royaume, y compris en matière d'armement. Le pragmatisme soviétique n'oblige pas le Maroc a trancher entre les deux blocs qui divisent le monde. Ils savent qu'ils peuvent tirer profit de leur entente avec le royaume chérifien. Le voyage de Hassan II permet donc d'initier de vastes chantiers de collaboration dans de nombreux domaines tels que la télévision, les échanges commerciaux, ou encore les barrages. Celui de Zaouïa N'Ourbaz, inauguré en mars 1971 par le roi, est le fruit de cette collaboration. Les années 1970 sont aussi celles de l'apparition d'un nouveau point chaud dans la région. Depuis l'indépendance en 1956, le Maroc ne cesse de réclamer le Sahara occidental, partie non négociable de son intégrité territoriale. Mais l'Espagne s'est toujours refusée de quitter l'un des derniers territoires coloniaux dans le monde. Le 6 novembre 1975, Hassan II tente un audacieux coup de poker en faisant affluer 350.000 Marocains dans les provinces du sud. La Marche Verte surprend tout le monde, y compris les deux superpuissances.

Hassan II avait visité l'URSS en 1966.

L'URSS N'A PAS CONDAMNÉ LA MARCHE VERTE ET EST DEMEURÉ DANS LA LA LIGNÉE D'UNE DIPLOMATIE BIENVEILLANTE À L'ÉGARD DE RABAT

© DR

Ahmed Ben Bella.

L'URSS ne condamne pas l'action marocaine. Ce faisant, elle demeure dans la lignée d'une diplomatie bienveillante à l'égard de Rabat, comme en 1960 où elle ne se déclare pas favorable à l'indépendance de la Mauritanie, farouchement combattue par le Maroc. Pierre Vellas, spécialiste français du droit international, résume ainsi la position soviétique dans l'affaire du Sahara dans un article consacré à la diplomatie marocaine et publié en

Agence Nationale de la Conservation Foncière,
du Cadastre et de la Cartographie

ANCFCC

الوكالة الوطنية للمحافظة العقارية
والمسح العقاري والخرائطية

Fête du Trône

A L'OCCASION DU 21ème ANNIVERSAIRE
DE L'ACCESSION AU TRÔNE DE SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI,
QUE DIEU LE GLORIFIE,
le Directeur Général et l'ensemble du personnel de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus respectueux et les plus déférents au GUIDE SUPREME DE LA NATION.
Puisse Dieu accorder longue vie à SA MAJESTE LE ROI et le combler en les personnes de Son Altesse Royale le PRINCE HERITIER MOULAY AL HASSAN, de Son Altesse Royale la PRINCESSE LALLA KHADIJA et de Son Altesse Royale le PRINCE MOULAY RACHID, ainsi que de tous les membres de la FAMILLE ROYALE.

Affaire d'État

© MARADJI

1978 : *«Depuis longtemps déjà, le Maroc et l'URSS étaient liés par des accords importants de coopération technique et financière qui avaient abouti à la réalisation d'importants travaux hydrauliques dans le Sud marocain»*.
Moscou n'a donc pas intérêt à rompre ses relations avec le Maroc, même si cela porte un coup à son partenariat avec l'Algérie, pays le plus hostile à la ligne politique de Hassan II. Le chercheur précise que *«l'Union Soviétique a par ailleurs besoin d'assurer l'approvisionnement de son agriculture en phosphate. Et si Moscou est très lié au socialisme algérien, si l'armée algérienne est dotée d'équipements militaires soviétiques, on a toujours su distinguer, à Moscou, l'aspect idéologique et l'aspect économique des relations internationales. Si bien que la diplomatie marocaine n'a pas eu grand mal à engager des négociations avec le gouvernement soviétique qui aboutissaient le 10 mars 1978 à la signature de trois accords particulièrement importants et révélateurs»*. Il s'agit là notamment d'un ambitieux accord portant sur l'exploitation du gisement phosphatier de Meskala, d'un protocole d'échange commercial et enfin d'un important permis de pêche accordé aux chalutiers soviétiques. Seul le contrat sur l'exploitation du phosphate finit par échouer. Le professeur de droit Abdelkhaleq Berramdane explique, dans son étude *«Le Sahara occidental, enjeu maghrébin»* (1992), les raisons de cet échec : *«Le "contrat du siècle", l'accord le plus important jamais conclu par l'URSS avec un pays du Tiers Monde par son contenu financier ne fut jamais mis en œuvre pour des raisons financières du côté soviétique, et surtout politiques du côté marocain. Le Maroc décida en effet unilatéralement le gel de ce dossier afin d'inciter l'URSS à plus de retenue dans ses livraisons d'armes sophistiquées à ses alliés dans la région, lesquelles finissaient entre les mains du Front Polisario»*. Comme en 1963 et la Guerre des sables, ce désagrément diplomatique n'est pas rédhibitoire. Et si les relations entre Rabat et Moscou ne sont pas de l'ordre d'une alliance, elles demeurent encore aujourd'hui pleines de courtoisie. Alors que, du temps de l'apogée soviétique, les idéologies passaient après le pragmatisme politique.

Hassan II avait appelé à une Marche Verte pour faire pression sur les Occidentaux.

Malgré les tensions dans le dossier du Sahara, les relations actuelles restent apaisées.

© AFP

LA NOUVELLE COLLECTION

Simmons Beautyrest

SLEEP THERAPY

LUXURY COMFORT AND BACK CARE

Chez **Simmons** *Beautyrest*, nous pensons que les matelas ne sont pas faits que pour bien dormir, mais pour permettre d'être mieux réveillé.
Nées de ***L'ADVANCED SLEEP TECHNOLOGY®***, les nouvelles générations de matelas haut de gamme *Beautyrest* agissent comme de véritables **THÉRAPIES DE SOMMEIL.**

Beautyrest LUXURY COMFORT

Une gamme **CONFORT DE LUXE**, d'une extrême élégance, dotée d'une mousse à effet duvet, qui, combinée à des micros ressorts ensachés, offre un confort extrême jamais égalé.

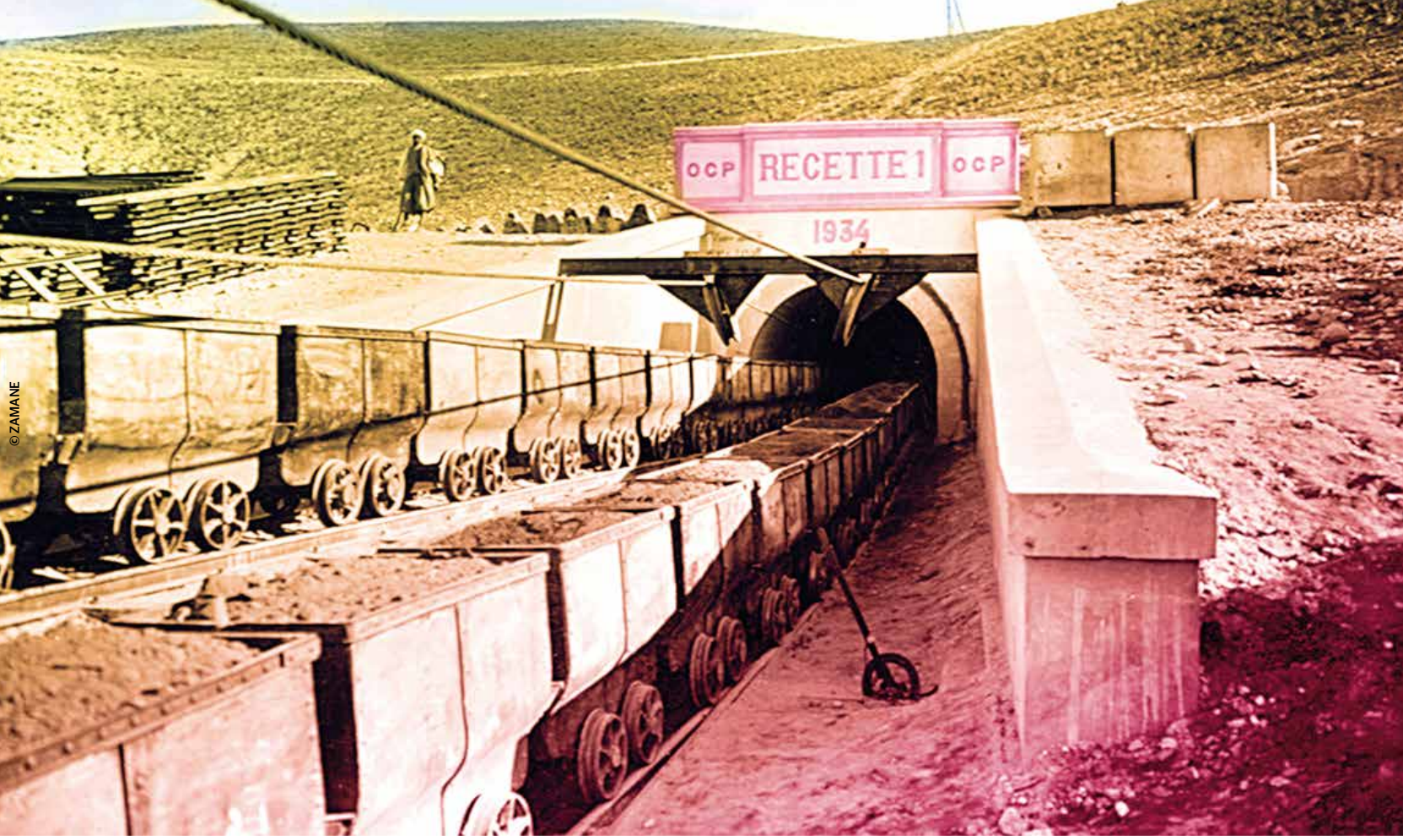
CERTIFIED LUXURY HOTEL SELECTION

Beautyrest BACK CARE

Une nouvelle gamme de matelas dotée d'une mousse interactive, d'une précision nanométrique qui corrige la posture et soulage des différents niveaux de mal de dos.

Simmons *Beautyrest* **LUXURY COMFORT & BACK CARE**
est disponible en version SILVER & PLATINUM

Magasins: **Simmons** **EXPERT~SOMMEIL**. SimmonsMaroc simmons.maroc www.simmons.ma



© ZAMANE

OCP Un siècle de lumière...

L'OCP entre dans le cercle fermé des entreprises marocaines centenaires. À la différence près que sa vocation première est de tracter l'économie nationale. Un enjeu à la taille de l'énorme potentiel de l'office. Bref passage en revue d'une histoire à trois chiffres...

Le 7 août 2020, l'OCP peut officiellement clamer son centenaire. Depuis les origines, cette compagnie pas comme les autres, est une affaire d'Etat. Un statut qu'elle porte d'ailleurs dans son titre chérifien. Le potentiel est tel, que l'Etat a tôt fait d'écarter l'appétit des entrepreneurs privés et de réguler ainsi ce qui devient rapidement la principale richesse naturelle du Maroc. C'est Hubert Lyautey, premier résident général du Protectorat qui va s'y employer. Mais la partie n'était pas gagnée à l'avance. Car bien avant la promulgation du dahir officialisant la naissance de l'OCP le 7 août 1920, les convoitises s'aiguisent. Ce sont d'abord les scientifiques du début du XXème siècle qui vont faire une révélation capitale dans l'Histoire du pays. En 1905, des traces du minerai dans les environs d'Imintanout, non loin de Chichaoua. Dans son ouvrage *«Géologie des gîtes minéraux marocains»*, le géologue français Jules Agard annonce d'emblée la couleur : *«Les gisements de phosphate marocain se sont révélés d'une exceptionnelle richesse, tant par la teneur de leur minerai, beaucoup plus élevée que celle des autres gisements nord-africains et des autres gisements connus, que par l'énormité de leurs réserves qui ouvraient un avenir quasi illimité à leur exploitation»*. L'expert ne croit pas si bien dire au point que plus d'un siècle après, l'OCP est au sommet du marché mondial du phosphate. Cette vocation à l'internationale, véritable ADN de l'entreprise, est présente dès les années 1920. L'OCP est clairement destiné à être la locomotive de l'économie marocaine. Pourtant, dès les années 1930, la Grande Dépression américaine contamine rapidement le reste du monde. Le Maroc et l'OCP encaissent également le coup.
En 1930, ce sont 1750 tonnes de phosphates qui quittent le Maroc, principalement vers l'Espagne ou le minerai brut est traité. Mais au passage de la crise, cette production chute à 900 tonnes dès l'année suivante. L'historien René Gallissot précise, dans une étude consacrée, les conséquences de cette dévaluation : *«La baisse de l'exploitation des phosphates supprime une part des ressources : l'Office des phosphates contribuait pour 1/5 à l'actif du budget. En 1932, les prévisions attendaient un apport de 83 millions, il fut de 27»*. L'entreprise s'en relève mais doit attendre l'indépendance en 1956 pour s'ouvrir de nouvelles perspectives. Jusque là, l'office se cantonne pratiquement à l'exploitation du phosphate brut, domaine dans lequel il atteint un remarquable savoir-faire en la matière. Avec la libéralisation du pays et une confiance retrouvée, l'entreprise voit de nouvelles perspectives se profiler. C'est le début de l'ère de la chimie pour l'OCP. En décembre 1961, Hassan II, intronisé depuis quelques mois, ordonne la construction du complexe industriel *«Maroc Chimie»* dans la ville de Safi. Cette nouvelle ère constitue un tournant majeur dans l'histoire de l'OCP. Elle permet au royaume de ne plus simplement exporter le phosphate brut, mais de le transformer en dérivés, en premier lieu en engrais pour l'agriculture. Le dernier jalon d'une modernisation inévitable pour l'OCP se produit en 2008, lorsque l'entreprise change de statut juridique en devenant une Société Anonyme. Aujourd'hui, l'OCP est un mastodonte au cœur de l'économie marocaine et représente également un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire mondiale, un rôle devenu capital en cette période d'incertitudes.

PAGES COORDONNÉES PAR S.LAKMAHRI

VRAI Les Andalous étaient terrorisés par les Almoravides

© DR

À la fin du XIème siècle, les habitants d'Al Andalus assistent à un spectacle dont ils n'ont pas l'habitude. Une immense armée étrangère déferle sur leurs villes. Il ne s'agit pas là des redoutables coalisés chrétiens qui cherchent à conquérir la péninsule ibérique depuis le nord, mais des Marocains venus du sud pour justement combattre cette menace. Mais la rencontre de ces deux mondes que tout oppose, ne manque pas de provoquer des inquiétudes. Elles concernent surtout les citadins andalous qui, comme le décrivent leurs chroniques, craignent ses hommes enturbannés, d'apparence rustre et qui parlent un langage incompréhensible. Ces *«enturbannés»* sont les guerriers Almoravides, dynastie amazighe régnante de l'autre côté de la Méditerranée. Leur chef, Youssef Ibn Tachfine (1061-1106), traverse le détroit de Gibraltar en juillet 1086 à la demande même des Califes andalous. Dans un texte attribué par les historiens à Ibn Tachfine lui-même, le sultan semble presque s'amuser de l'effet de ses hommes sur la population andalouse : *«De tous les horizons, des gens venaient voir nos guerriers, ils accouraient vers eux des régions les plus diverses, étonnés de leurs aspects et méprisant leurs atours et leur façon de parler, car rien en eux n'était à leur goût. Les Andalous n'auraient pu les vaincre qu'après s'être desséché la salive et essuyé la sueur»*. Le cliché des Arabes andalous fins et raffinés, mais couards face aux guerriers intrépides, vaillants mais incultes Amazighes, va ainsi se figer dans la mémoire de la région.

FAUX La colonisation a entièrement révolutionné l'agriculture au Maroc

C'est l'un des clichés les plus répandues sur les *«bienfaits»* de la colonisation au Maroc. Les Français auraient révolutionné le monde agricole marocain, archaïque à leur arrivé en 1912. S'il est vrai que jusqu'au début du XXème siècle, l'empire chérifien n'a pas profité de la modernisation agricole, ce n'est pas pour autant qu'une révolution agricole s'y opère. Selon les statistiques officielles datant de mars 1956, soit la date exacte de la fin de la domination française au Maroc, 55 % de l'ensemble de la superficie agricole du pays n'est pas ou très peu utilisée. En réalité, les progrès dans le domaine, dont la construction de plusieurs barrages, ont essentiellement servi les grands domaines agricoles coloniaux. La célèbre formule *«Maroc utile et Maroc Inutile»* prend ici tout son sens et reflète d'avantage une réalité économique que géographique. Les *«petits»* paysans, qui représentaient sous le Protectorat la grande majorité de la population marocaine, n'ont finalement que peu bénéficier des apports technologiques de la France. À l'indépendance donc, le chantier est encore immense.

© DR

UN MOT, UNE HISTOIRE

Bakchich

© DR

EN FRANÇAIS, Bakchich signifie une somme ou un don offert en guise de pot de vin. Ce terme faisant référence à la corruption est à tort associé au Maghreb où le fléau sévit depuis longtemps. En réalité, le mot est d'abord d'origine perse et se prononce bakhchich. En farsi, il est est synonyme de don. Le verbe bähšīdän veut d'ailleurs dire littéralement donner. Plus tard, la langue turque récupère l'étymologie et élargie son sens. Les ottomans l'écrivent bakśiś et l'utilisent dans le sens d'un pourboire ou gratification en dédommagement d'un service rendu. C'est ainsi que Bakchich revêt son sens contemporain et devient lié au champ lexical de la corruption. Alors que la plupart des Français pensent que ce terme est d'origine maghrébine, il est en fait très peu utilisé au Maroc par exemple, où l'emploi des mots *«rachoua»* ou encore *«taskhira»* (une course) lui ait préféré.

© DR

LE SAVIEZ-VOUS ?

Hassan II a eu sa première voiture Bugatti à l'âge de 5 ans

IL EST DE NOTORIÉTÉ PUBLIQUE que le roi Hassan II était un passionné de voiture. Sa formidable collection confirme son grand intérêt pour les automobiles de prestige. Il faut remonter aux années 1930 pour trouver l'origine de cette fascination. À cinq ans à peine, en visite en Italie en compagnie de son père le sultan Mohammed Ben Youssef, le jeune prince et sa suite font escales dans l'usine du constructeur Bugatti. Il en ressort avec un cadeau exceptionnel. La Bugatti 52 Baby devient ainsi probablement le jouet le plus prestigieux de l'enfance de Hassan II. Réservé aux grands de ce monde, surtout à leurs progénitures, ce modèle rare a également été offert à Baudouin, futur roi des Belges. L'Essentiel, magazine français spécialisé dans l'automobile, écrit que *«la 'Baby' figure dans l'historique officiel Bugatti, au même titre que les modèles les plus emblématiques de la marque»*, et précise que le petit bolide électrique peut atteindre *«une vitesse de 15 à 18 km/h selon le poids du garnement»*.

Avant la fête du trône, il y avait la Bey'a.

© DR

LA FÊTE DU TRÔNE

UNE AUTRE HISTOIRE DU MAROC

Même si le Maroc a décidé, pour des raisons liées à la sécurité sanitaire (Covid-19) de reporter les célébrations de la Fête du Trône, le rendez-vous reste une date importante dans la vie du royaume. Ce dernier, justement, sous une forme ou une autre, a toujours été un marqueur de son temps, et ce depuis de longs siècles.

PAR YOUNES MESSOUDI

Si la cérémonie que l'on connaît aujourd'hui ne date que des années 1930, certes. Mais le rituel légitimant le pouvoir date de plusieurs siècles. Les acteurs et le protocole ont changé mais l'essence de l'évènement est restée le même.

L'ALLÉGEANCE DEVIENT, AU FIL DES SIÈCLES, UN RENDEZ-VOUS ANNUEL OÙ LES TRIBUS ET LES GRANDS NOTABLES VIENNENT RÉITÉRER LEUR FIDÉLITÉ

Avant le Protectorat, par exemple, personne au Maroc ne connaît le concept de la fête du trône, pas vraiment. En revanche, le mot Bey'a (allégeance) est connu de tous. Il est même au cœur du mécanisme politique et religieux de *«l'empire chérifien»*. En effet, la Bey'a représente dans l'Histoire l'essentiel de la relation entre le souverain et ses sujets. C'est un pacte entre le gouvernant et les gouvernés. Ce contrat vient sceller un accord de principe selon lequel le souverain est reconnu comme un chef politique et religieux. En temps de paix et, plus encore en temps de guerre ou de turbulences politico-religieuses, il est d'une importance stratégique de réaffirmer ce lien essentiel, garant d'une certaine stabilité.

Une inspiration directement religieuse

À l'origine de la Bey'a, le Coran : *«Ô les croyants! Obéissez à Allah, et obéissez au Messager et à ceux d'entre vous qui détiennent le commandement»* (sourate Al-Nissa', verset 59). Dès les premières dynasties musulmanes, les califes sont autant des chefs politiques que religieux. C'est d'ailleurs aussi le cas du Maroc à travers la prise de pouvoir des Idrissides à la fin du VIIIème siècle. Les premières traces de Bey'a au Maroc datent, notamment, de la période des Almohades (1121-1269). Il est alors question d'abord de reconnaître l'autorité politique et religieuse du souverain, mais aussi d'un pacte, qui engage le gouvernant mais aussi les gouvernés. En revanche, peu de description de la

© DR

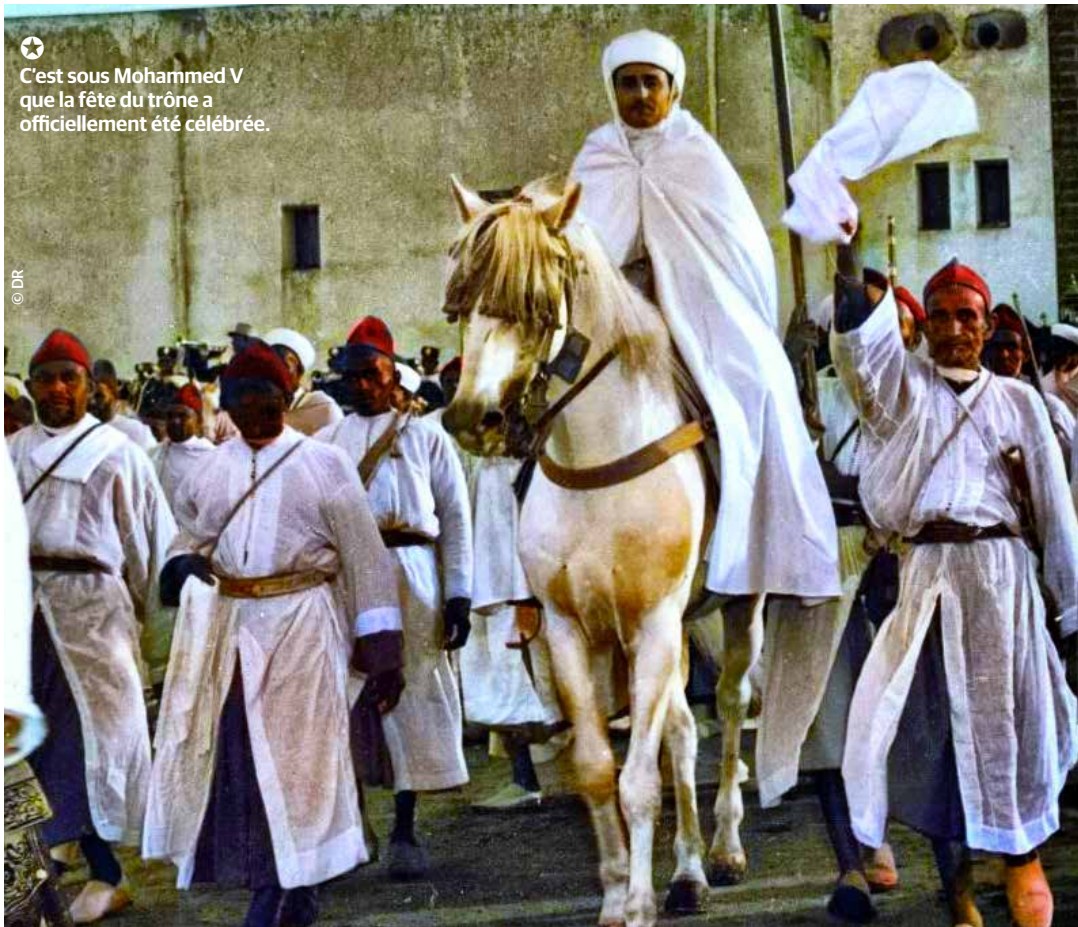
Un rendez-vous annuel, au cérémonial parfaitement réglé.

cérémonie de l'époque nous sont parvenus. Ce n'est que plus tard, au temps des Saadiens et des Alaouites principalement, que la codification du Protocole de l'allégeance apparait plus clairement. Un rituel inspiré également de la tradition ottomane, alors plus influente puissance musulmane du pourtour méditerranéen.

Un lien historique

Le cérémonial se répète donc, dans ses moindres détails, depuis des siècles. À l'époque du sultan Mansour Addahbi (1578-1603) et plus tard sous les Alaouites, le rituel de la Bey'a revêt une importance politique cruciale. L'allégeance n'est plus seulement réservée à l'intronisation du nouveau sultan, mais devient un rendez-vous annuel où les tribus et les grands notables viennent réitérer leur fidélité. On parle alors de renouvellement de la Bey'a. Au fil du temps, d'autres accessoires d'apparat viennent garnir des festivités, à l'instar du formidable carrosse de parade offert par la reine Victoria au sultan Moulay Hassan (1873-1894). Parce que la Bey'a est aussi une démonstration (de la force et de la puissance du monarque), et une célébration pour ses élites religieuses, politiques et militaires, dont on peut mesurer l'importance (et l'état de grâce / disgrâce) selon la place qui lui est réservée au cours de la cérémonie.

Bien que la fête du trône ait été remodelée pour correspondre au temps modernes, elle est restée discrète au cours des décennies 1930 et 1940. Tolérée dans un premier temps, la cérémonie est finalement supprimée au plus fort de la crise entre le Protectorat et le sultan qui s'achève par la déportation de ce dernier en 1953. Il faut attendre l'indépendance puis l'avènement du roi Hassan II pour institutionnaliser la fête du trône. Devenue fête nationale et jour férié, la fête du trône renoue avec ses racines en privilégiant désormais une communion plus large. La télévision surtout permet aux marocains de prendre part aux festivités et de redécouvrir la seconde vie de la fête du trône.



C'est sous Mohammed V que la fête du trône a officiellement été célébrée.

© DR

Modernisation et recréation

Depuis sa modernisation, voire sa recréation en 1934, la fête du trône est l'occasion de renouveler le serment d'allégeance entre le souverain et son peuple. Mais le caractère politique est également au centre des festivités.

Le 18 novembre 1934, donc, le Maroc célèbre la première fête du trône de son histoire moderne. Grâce à l'inspiration de la première génération de nationalistes, le sultan et son trône deviennent le symbole de l'unité du peuple et de son désir d'émancipation. Les autorités du Protectorat sont alors en alerte. Car personne n'avait prévu l'immense engouement populaire produit. La parade du sultan Ben Youssef a tellement attisé la ferveur des habitants de Fès que les autorités, prises au dépourvu, l'ont immédiatement envoyé dans son palais de Rabat. Depuis cette date, la popularité de cette célébration n'a fait que s'amplifier. Elle est même devenue une occasion unique d'affirmation nationale, voire de réaction et de résistance à la présence étrangère. Et c'est bien cela qui a ouvert, bien entendu, plus tard, la voie à l'indépendance du royaume.

© DR

Le défunt Hassan II a su perpétuer la tradition.

LES PREMIÈRES TRACES DE BEY'A REMONTENT AUX ALMOHADES, IL EST ALORS QUESTION DE RECONNAÎTRE L'AUTORITÉ POLITIQUE ET RELIGIEUSE DU SOUVERAIN

À l'origine, un article de presse...

Pour la petite histoire, il faut quand même rappeler que tout est parti d'un article publié sous pseudonyme, mais qui était en réalité rédigé par la plume du jeune (23 ans à peine à l'époque) nationaliste Mohamed Hassar, dans la revue *«Al Maghrib»*, invitant la Résidence Générale à instaurer une cérémonie célébrant le 6ème anniversaire de l'intronisation du sultan Mohammed Ben Youssef. L'article de Hassar fait des émules auprès du cercle nationaliste. Le mois suivant, Belhassan El Ouazzani formule la même revendication dans un autre article où il demandait l'organisation *«d'une fête nationale, populaire et officielle de la nation et de l'Etat marocains»*. Les nationalistes vont jusqu'à organiser des festivités discrètes dans les principales villes du pays. Ce *«lobbying»* a fini par porter ses fruits puisque, le 31 octobre 1934, un décret de la Résidence vient officialiser l'événement. Extrait : *«À partir de la présente année (1934), le 18 novembre, anniversaire de l'accession de S.M. le Sultan au Trône de ses ancêtres, sera consacré à la commémoration de cet événement»*. Et c'était parti !

Avec Mohammed VI, le rituel reste, mais le style change.

© DR

Passage de témoin

Comment, pour finir, ne pas rappeler ce magnifique discours du trône, le dernier de feu Hassan II, émouvant, prononcé le 3 mars 1999, soit quatre mois avant sa disparition, le 23 juillet. Extrait : *«Notre expérience fait désormais modèle et notre conception de l'alternance est citée en exemple. Symbole de l'unité de la nation et de la continuité de l'Etat, et traçant par ailleurs les grands desseins du pays, Nous avons institué une alternance qui prend en charge la gestion des affaires publiques, tout en permettant à des courants politiques divers de rivaliser pour mettre en œuvre les grands desseins que nous avons fixés »*.

C'était le passage de témoin, en quelque sorte, entre l'ère de Hassan II et celle d'aujourd'hui, avec le roi Mohammed VI.

© DR

Sainte Sophie Un pas en arrière !

PAR MOULIM EL AROUSSI

La transformation de la célèbre Sainte-Sophie (Aya Sophia, sagesse de Dieu) en mosquée, après avoir accueilli pendant plus de 90 ans des humains de tout le globe (3 millions de touristes par an), interpelle à plus d'un titre. Sa transformation en mosquée semble tordre le cou à l'histoire. Après avoir été un temple grec où on adressait des prières à plusieurs divinités, dont Apollon et Dionysos probablement, elle fut transformée en Basilique où seules les litanies chrétiennes étaient audibles. C'est dans ce lieu que l'on vit les plus grands débats sur l'image dans l'histoire. Il s'agit de ce qu'on appelle depuis bien longtemps *«la Querelle byzantine»* entre les iconophiles et les iconoclastes parmi les adeptes de Jésus le Nazaréen. Alors que les catholiques maintenaient que leur culte ne pouvait être complet sans les icônes de Jésus et sa *«maman»* Marie, les orthodoxes voyaient en cela une insolence envers le fils de Dieu et une manière de le rapprocher des foules qui finiront ainsi par lui manquer de respect.

Le même débat, et à la même date, secouait le monde de leurs ennemis musulmans. Chiites et sunnites guerroyaient à travers des textes théologiques entre ceux qui sont pour ou contre l'utilisation de l'image dans les lieux de culte. Si la Mosquée de Damas fut le lieu de ces débats théologiques, elle en garde la marque d'ailleurs ; deux mihrabs, niche de l'imam (l'un sunnite et l'autre chiite) pour la même prière adressée au même dieu.

Aussi bien à Constantinople qu'à Damas, Dieu n'avait rien à avoir dans cette histoire. Les débats étaient, des deux côtés, bel et bien politiques. Mais les politiques ont bien fait leur temps et les images sont restées. On les découvre aussi bien sur les parois de la Mosquée de Damas que sur celles de Aya Sophia.

L'histoire universelle de l'art considère la Sainte Sophie comme un moment important avant la Renaissance. Car avant d'arriver aux œuvres maîtresses de Léonard de Vinci, Raphaël ou Michel Ange, il a fallu aux artistes comme Giotto ou Cimabue, opérer une rupture avec cet art byzantin qui était devenu une tradition sclérosée. Mais pendant que les artistes étaient en train de s'émanciper de cet art, Aya Sophia était en train de devenir un lieu où l'on priait dieu d'une autre manière. Elle devenait Mosquée. La sagesse de dieu avançait dans l'histoire et changeait de maître sans renoncer à sa majesté.

Malgré ces péripéties, elle est restée ce lieu magique où l'on venait du monde entier étudier ce contact artistique entre l'Orient et l'Occident. Le célèbre Prost, bâtisseur de la modernité architecturale marocaine, avait effectué un séjour à Istanbul pour étudier la Sainte Sophie, d'où sa parfaite connaissance de l'art musulman.

Avec la révolution kamélienne, Atatürk avait une autre idée de la spiritualité. On ne pouvait se prosterner devant autre chose que les âmes des artistes. Il transforma alors le monument en Musée comme cela était fait après la révolution française pour plusieurs édifices.

Aujourd'hui, où l'on déclare et condamne partout les guerres de religions, on décide d'un geste très agressif, adressé à on-ne-sait-qui, de refaire de la *«Sagesse Divine»* une mosquée.

Est-ce vraiment sage de le faire ?

Malgré la suspension de l'impression,
les journalistes sont toujours sur le terrain et l'accès
est gratuit à la presse citoyenne

La presse nationale aux premiers rangs sur tous les fronts

Sur le web ou en kiosques

Votre soutien, Notre avenir

La presse professionnelle, antivirus contre l'infox

Commission de l'entreprise de presse et de la mise à niveau du secteur

المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC
المجلس الوطني للصحافة
CONSEIL NATIONAL DE LA PRESSE

©DR

Portrait imagé d'Abdel Malik Saâdi.

ABDEL MALIK SAÂDI
L'OUBLIÉ DES TROIS ROIS

C'EST LA BATAILLE LA PLUS ÉPIQUE LIVRÉE PAR LE MAROC AU COURS DU DERNIER MILLÉNAIRE. LA BATAILLE DES TROIS ROIS OU OUED EL MAKHAZINE, A CONSACRÉ LE JEUNE SULTAN AHMED AL MANSOUR EN 1578. L'ÉBLOUISSANTE AURA DE CE DERNIER ÉCLIPSE POURTANT UN AUTRE PERSONNAGE CENTRAL, SON FRÈRE AINÉ LE SULTAN MOULAY ABDEL MALIK. RETOUR SUR LA MÉMOIRE D'UN SOUVERAIN AU RÈGNE BREF, MAIS AU PARCOURS Ô COMBIEN TORTUEUX...

PAR SAMI LAKMAHRI

Un doigt posé sur la bouche. L'ordre est limpide et incontesté : *«Silence, ne dites rien !»*. Seule une poignée d'hommes en tenue de guerre assiste à cette scène, celle du crépuscule d'un roi. À l'extérieur de la tente du monarque, le vacarme de la bataille est furieux. Les odeurs de poussière et de poudre se mêlent à celle du sang qui continue à irriguer cette vaste plaine atlantique, sur les rives de l'oued Loukos. Au milieu de l'après-midi de cette suffocante journée du 4 août 1578, les troupes marocaines sont en train de tourner la situation à leur avantage. La partie est encore loin d'être gagnée mais le moment est décisif. Le sultan, à l'agonie, sait par expérience l'importance de faire taire sa mort. L'ordre donné à ses fidèles est la dernière tactique mise en place par celui qui pourrait légitimement postuler au titre de héros de la bataille des Trois Rois. La mémoire du sultan saâdien Moulay Abou Marouane Abdel Malik ne fait pourtant pas le poids face à celle de son frère cadet, Ahmed, surnommé Al Mansour (le victorieux), puis Addahbi (le doré). Premier souverain à trépasser lors de l'affrontement de Oued El Makhazine, l'ainé des deux ne jouira jamais des retombées de la plus éclatante victoire militaire de l'histoire du Maroc. De même pour le trône, qu'Abdel Malik n'occupe que durant deux années, entre 1576 et sa mort en août 1578. Ce pouvoir suprême, le sultan l'a pourchassé toute sa vie durant, dont près de deux décennies passées en exil. Un graal tellement précieux pour Abdel Malik qu'il est devenu une obsession. Ce monarque, pas tout à fait comme les autres, cultivé et polyglotte, vient fracasser l'image du sultan chérifien prisonnier de la tradition makhzénienne. Malgré une éducation princière, Abdel Malik est rapidement contraint d'échapper aux assassins de son frère Abdel-

CE MONARQUE, PAS TOUT À FAIT COMME LES AUTRES, CULTIVÉ ET POLYGLOTTE, VIENT FRACASSER L'IMAGE DU SULTAN CHÉRIFIEN PRISONNIER DE LA TRADITION MAKHZÉNIENNE

Lieu présumé de la bataille des Trois Rois, sur les rives de l'Oued Loukos.

©DR

lah Al Ghalib (1557-1574). Un climat de violence fratricide entretenu par des règles complexes de succession chez les Saâdiens, talon d'Achille d'une dynastie devenue instable. Au cours de son exil, le prince, toujours accompagné de son jeune frère et successeur, va apprendre à connaître les réalités du monde de son époque. Il participe ainsi à de grandes batailles pour le compte des Ottomans, entretient des amitiés avec des Espagnols, Français, Corses ou encore Siciliens. Il séjourne à Oran, Constantinople, Tunis et entretient des correspondances avec les plus puissants monarques de son temps. Des aventures romanesques dont le seul but est d'accéder au trône marocain, quelqu'en soit le prix.

Compromission avec les Turcs, pourtant commanditaires de l'assassinat de son père et prétendants affichés à la souveraineté sur le Maroc ? Non seulement Abdel Malik l'accepte, mais il en fait son principal atout pour la conquête du pouvoir. Chercher à nouer des alliances avec la très catholique Espagne, rivale des puissances musulmanes de la région ? Abdel Malik l'a sollicitée plus d'une fois. Faire profil bas face aux Portugais, pourtant maîtres de plusieurs places fortes sur les littoraux marocains et affichant l'ambition de coloniser le pays ? L'éphémère sultan a longtemps cherché à négocier avec Lisbonne, y compris la veille de la bataille décisive des Trois Rois. Outre une mémoire éclipsée par son jeune frère, celle d'Abdel Malik souffre aussi de l'image d'un souverain prêt à tout par amour du pouvoir. Les chroniqueurs de l'époque ne manquent pas de souligner ce manque de *«nationalisme»*, bien que le terme soit anachronique. Une autre lecture est cependant possible, celle d'un monarque moderne, pragmatique, fin diplomate et doté d'un sens stratégique inégalable. Car au final, à sa mort, jamais le pays n'aura joui d'une telle unité et d'un tel prestige...

Les Turcs et le sang des Saâdiens

Le destin du jeune Abdel Malik bascule un 23 octobre 1557. À cette date, son père, l'une des principales figures de la dynastie saâdienne, est tué puis décapité. La tête de Mohamed El-Cheikh (1554-1557) est aussitôt envoyée à la Sublime Porte, pour prouver au calife ottoman que son ordre a correctement été exécuté. Il faut dire que le chérif marocain est une épine dans les volontés hégémoniques turques en Afrique du Nord. Depuis qu'il est au pouvoir, le sultan saâdien renforce sa légitimité et celle de sa dynastie en se posant comme un champion de la souveraineté marocaine. Refusant toute allégeance à Selim II (1566-1574), fils du grand Soleiman le Magnifique, Mohamed El-Cheikh est finalement victime de son intransigeance. Avant de mourir, le sultan a ouvert la possibilité d'établir un front anti-ottoman en sollicitant une alliance avec l'Espagne Catholique. Une orientation diplomatique qui va devenir incontournable pour préserver *«l'indépendance»* du Maroc face au voisin ottoman, devenu maître de l'Algérie en 1518. Comme si la menace extérieure ne suffit pas, la mort d'El-Cheikh fait éclater les rivalités au sein même de la famille régnante. Profitant du flou autour de lois de succession, Abdellah Al Ghalib (1557-1574), fils du sultan assassiné, s'empare du pouvoir. Pour son ainé Abdel Malik, c'est une terrible désillusion. Déjà prétendant au trône, ce dernier doit en plus échapper aux pulsions meurtrières du nouveau sultan qui voit en ses frères autant de menaces

©ZAMANE

El Mansour Addahbi, grand bénéficiaire de la victoire d'Oued El Makhazine.

© DR

Selim II, Calife des Ottomans et allié de Abdel Malik.

pour son trône. L'historien Brahim Harakat, dans une étude intitulée «*Le makhzen saâdien*» publiée en 1977, explique que «*Abdellah Al Ghalib fut également plein de défiance à l'égard des membres de sa famille ; et les assassinats ainsi que les exécutions sommaires privèrent souvent la dynastie d'hommes de qualité*». Il résuma ainsi le règne d'Al Ghalib : «*Il ne semble pas, sur le plan intérieur, avoir apporté au pays et à la jeune dynastie saâdienne une vitalité nouvelle. Bien au contraire, cette dernière paraît plutôt faire preuve d'une certaine inertie, les seuls véritables problèmes du règne pouvant se limiter à la détérioration des rapports entre le pouvoir central et les principaux chefs religieux*».

©DR

Mohamed Al Moutawakil, tué puis écorché après la bataille des Trois Rois.

de leur mère, Sahaba Errahmania, qui va plus tard jouer un rôle déterminant dans l'histoire des Saâdiens. Quant à Abdel Malik, il est probablement âgé d'une trentaine d'années au moment des faits sans que les documents historiques ne précisent son année de naissance. La famille en sursis n'a d'autres choix que de se diriger à l'Est. La ville ottomane de Tlemcen est leur premier refuge. Il peut paraitre incongru pour Abdel Malik de se réfugier chez les assassins de son père Mohamed El-Cheikh. Mais a-t-il vraiment le choix ? La suite de son parcours illustre qu'il privilégie l'appui ottoman face à la rivalité dynastique. Malgré son esprit calculateur, il sait que son heure n'est pas encore venue. C'est presque en tant que spectateur qu'il assiste donc aux manœuvres de son frère ainé, Abdel Moumen, pour détrôner Al Ghalib. Depuis l'Algérie, cet homme évincé de l'histoire, va tenter un raid désespéré vers Fès. Trop esseulé, il tente de convaincre les Turcs de l'appuyer dès le début de l'année 1558. Dans le livre «*Relations entre le Maroc et la Turquie dans la seconde moitié du XVIème siècle et le début du XVIIème (1554-1616)*», l'historienne et spécialiste du Maghreb médiéval Chantal de la Veronne explique qu'Abdel Moumen «*avait gagné Alger où le pacha Hassan lui donna accueil, lui offrit sa fille en mariage et le nomma gouverneur de Tlemcen : la Porte continuait à se mêler des affaires marocaines en soutenant les deux chérifs révoltés contre leur frère régnant*».

Dépourvu de charisme, Abdel Moumen va tomber dans l'oubli au profit de son frère Abdel Malik. À partir des années 1560, la Sublime Porte va essentiellement miser sur ce dernier pour déstabiliser le Maroc. Un appel que ne va

COMPROMISSION AVEC LES TURCS, POURTANT

COMMANDITAIRES DE L'ASSASSINAT DE SON PÈRE ET PRÉTENDANTS AFFICHÉS À LA SOUVERAINETÉ SUR LE MAROC ? NON SEULEMENT ABDEL MALIK L'ACCEPTE, MAIS IL EN FAIT SON PRINCIPAL ATOUT POUR LA CONQUÊTE DU POUVOIR

C'est donc un pays déstabilisé et en proie à l'insécurité qu'Abdel Malik et ses frères vont quitter précipitamment à l'hiver 1557. Ils sont probablement accompagnés

©DR

Abdel Malik s'est trouvé au cœur de l'affrontement entre Chrétiens et Ottomans.

©DR

Le camp portugais du roi Sébastien pendant la bataille des Trois Rois.

pas ignorer Abdel Malik, loin de là...

L'art de la guerre et de la baraka

Devenu familier du gouvernorat ottoman en Algérie, Abdel Malik va entamer de nombreux voyages dans la capitale indiscutée du monde musulman, Constantinople. Dans son incontournable ouvrage *«Les chemins de la ruine, la guerre pour le Maroc au XVIème siècle»*, l'historien américain Comer Plummer III détaille les intentions du prince saâdien en exil : *«Abdel Malik était sans doute ravi de sa soudaine notoriété, son expérience dans la grande capitale, son rapprochement avec l'homme le plus noble de la cour ottomane. Il n'était, toutefois, pas vraiment séduit. Il a appris de l'expérience de son père, que la diplomatie marocaine devrait être totalement pragmatique et il reconnait, à contre cœur, le savoir d'Al Ghalib dans ce registre. Tout en gardant profil bas, feignant les amitiés, équilibrant ses alliances, et quand cela était nécessaire, jouant de la rivalité entre les grandes puissances, il parvient à jouer sa survie»*.

Une survie qui passe d'abord par servir la Sublime Porte et confirmer aux Turcs qu'il est la seule alternative viable pour un Maroc vassal des Ottomans. Pour ce faire, Abdel Malik, et dans une moindre mesure son frère Ahmed, ont besoin de faire leurs preuves. Et à cette époque, cela passe par des exploits militaires dans un monde où les puissances ne cessent de se faire la guerre. Dans ce contexte, c'est un affrontement entre les Turcs, dépositaires de la bannière musulmane, et une coalition de chrétiens européens qui comprend les royaumes et républiques italiennes, le Vatican, le Portugal et surtout l'Espagne. Les Ibériques souhaitent contrôler les rives sud de la Méditerranée et parviennent à s'emparer de la ville d'Oran en 1509. En octobre 1571, l'occasion pour les princes saâdiens de briller se présente dans le golfe de Patras, sur la côte occidentale de la Grèce. Deux gigantesques flottes s'affrontent lors de la mythique bataille de Lépante. Abdel Malik et son frère y participent. Les détails du combat qu'ils livrent à la flotte de la coalition chrétienne ne sont pas connus, au point que même les

DEVENU FAMILIER DU GOUVERNORAT OTTOMAN EN ALGÉRIE, ABDEL MALIK VA ENTAMER DE NOMBREUX VOYAGES DANS LA CAPITALE INDISCUTÉE DU MONDE MUSULMAN, CONSTANTINOPLE

chroniques saâdiennes favorables au futur sultan ne les mentionnent pas. Ce qui est établi en revanche, c'est qu'Abdel Malik est fait prisonnier suite à la défaite de la Sublime Porte.

L'historien américain précise : *«Il n'avait pas l'expérience des batailles navales, et il a eu de la chance de faire partie du contingent des prisonniers alloués à l'Espagne et non à la République de Venise... Cela aura des conséquences historiques pour les deux pays»*. En effet, Abdel Malik est aussitôt envoyé à Oran, possession espagnole en Algérie. Si les conséquences de la bataille de Lépante ne semblent pas favorables au Saâdien, d'autant que *«certains janissaires ont accusé Abdel Malik d'être trop amical avec les Espagnols de la coalition, peut être parc qu'il maitrisait leur langue»*, elles lui permettent de nouer un contact rapproché avec les Espagnols. À ce sujet, les historiens sont unanimes. Renouant avec la diplomatie de son père Mohamed El-Cheikh, Abdel Malik sait qu'il ne peut se passer de l'appui espagnol en cas de future confrontation avec ses actuels alliés ottomans. Chantal de la Veronne rapporte qu'une fois libérée de sa prison oranaise, *«le prince saâdien avait rejoint les Turcs d'Alger, puis Constantinople et, en 1572, il projetait de se rendre en Espagne pour obtenir l'appui de Philippe II. Il faut noter que ce prince, tout en étant en bons termes avec le Grand Seigneur, renseignait le Roi Catholique sur ce qui se passait dans la capitale ottomane»*.

© DR

Calife Mourad II.

Au Maroc, la situation évolue également lorsque le sultan Abdellah Al Ghalib meurt d'une crise d'asthme en février 1574. Une nouvelle fenêtre s'ouvre alors pour Abdel Malik l'exilé. Elle se referme très vite lorsque le fils du sultan défunt, Mohamed Al Moutawakil (1574-1576), plus tard surnommé Al Masloukh (l'écorché), entreprend de succéder à son père. Selon les lois saâdiennes, le trône devrait pourtant revenir à Abdel Malik, frère le plus âgé du sultan. Pour ce dernier, tout est à refaire. Pour convaincre les Ottomans de le soutenir dans son projet de renversement du nouveau sultan marocain, il doit à nouveau faire ses preuves. Une nouvelle bataille l'attend.

L'ultime bataille

À l'été de la même année 1574, la Sublime Porte entreprend la reconquête de Tunis, perdue l'année précédente des suites de la défaite de Lépante. Comer Plummer III écrit que *«c'est peut être avec amertume qu'Abdel Malik rejoint l'armée ottomane qui prépare un raid sur Tunis»*. L'historien américain précise que le prétendant saâdien *«n'a pas vraiment le choix d'autant que le nouveau gouverneur d'Algérie, Ramadan Pacha, a besoin de commandants. Ce dernier se méfiant du marocain ne lui laisse avec son frère Ahmed, que le commandement d'un navire de 36 soldats»*.

©DR

Mais Abdel Malik, désormais aguerri et fort de son expérience militaire, va enfin s'imposer sur le champ de bataille. Selon une chronique ottomane, Abdel Malik a obtenu le droit du haut commandement turc le droit d'informer en premier de la victoire militaire musulmane à Tunis. Il envoie un message à sa mère Sahaba Errahmania, restée à Constantinople d'où elle peut continuer à défendre les intérêts de son fils, pour qu'elle transmette l'heureuse nouvelle au calife Selim II. Ce dernier, enthousiaste, remet sur la table l'assistance turque pour que Abdel Malik retrouve son trône. Mais ce dernier meurt quelques semaines plus tard après une chute dans son hammam, laissant à nouveau le Marocain dans l'expectative. De retour à Constantinople, le prince saâdien se rapproche du nouveau calife Mourad II qui consent finalement à l'aider. Si proche du but, Abdel Malik est atteint par une épidémie de peste. Il n'est sauvé in extrémis que grâce à un médecin français, Guillaume Bérard, qui deviendra plus tard son ami et son émissaire.

À la toute fin de l'année 1574, c'est donc en Algérie qu'Abdel Malik et son frère préparent leur expédition sur Fès. L'historien américain en révèle les détails : *«Les Marocains proposent de rembourser entièrement une expédition militaire sur Fès. Outre un cout de 10.000 mitqals d'argent, les Turcs veulent une vassalité explicite et le port de Larache pour l'activité de leurs corsaires algériens, le tout dans une alliance anti-espagnole»*.

Au printemps 1576, les feux sont enfin au vert. Après 17 ans d'exil, Abdel Malik et son frère retournent au Maroc. Ils sont accompagnés de milliers de miliciens ottomans d'Alger. En parallèle, Ahmed s'est vu confier la mission de rallier quelques tribus marocains hostiles à Al Moutawakil. La bataille a lieu à Er-Rokken, à quelques encablures de Fès. Prévoyant comme à son habitude, Abdel Malik avait au préalable envoyé des espions dans la cour de Marrakech. Ces derniers ont pu convaincre un certain Saïd Al Dughali, chef du contingent andalou auprès du sultan, de changer de camp au dernier moment.

Tandis qu'Al Moutawakil fuit en direction du Portugal après sa défaite, Abdel Malik peut enfin

Les Marocains optent pour une formation en croissant face aux carrés des Chrétiens.

Le Roi d'Espagne Philipe II, allié de circonstance avec Abdel Malik face aux Ottomans.

©DR

s'assoir sur le trône qu'il a tant convoité, presque 18 ans après avoir fui le Maroc.
Dès le début de son règne, le sultan Abdel Malik fait subtilement comprendre aux Ottomans que l'emprise sur le Maroc ne sera pas totale. Certes, dans ses correspondances, il fait explicitement allégeance à la Sublime Porte et, fait inédit dans l'histoire, fait dire les prières au nom du calife ottoman. Mais son rapprochement avec Madrid fait craindre le pire au Turcs. À Lisbonne, un jeune roi téméraire et ambitieux s'intéresse de près à la situation au Maroc. En accueillant le détrôné Al Moutawakil, Sébastien Premier (1577-1578) se met à rêver de coloniser le Maroc. Malgré les conseils de sa cour, le jeune monarque cède sans héritier aux sirènes de la guerre sainte lancée depuis le Vatican. De plus, il craint que l'alliance maroco-ottomane ne mette un frein à ses velléités expansionnistes. Une crainte bien comprise par le sultan saâdien, qui active alors ses amitiés et ses réseaux chrétiens pour rassurer au nord de la méditerranée. Si l'Espagne du roi Philippe II comprend le double jeu d'Abdel Malik, l'impétueux roi du Portugal ne veut pas renoncer à la gloire de conquérir le Maroc. En 1578, il entreprend alors de faire débarquer son armée au Maroc accompagné d'Al Moutawakil. Ce dernier, malade d'un mal qui semble incurable, exhorte à plusieurs reprises Sébastien de renoncer à son projet fou et lui offre, selon les courriers qu'ils envoient aux chrétiens, des concessions territoriales. Rien n'y fait, la confrontation décisive se tient aux environs de Larache, en aout 1578. L'historien marocain Abderrahmane El Moudden s'est penché dans un article intitulé *«Qui a dirigé la bataille de Oued El Makhazine»*, publié en 1991 dans la revue scientifique Hesperis-Tamuda, sur le rôle effectif du sultan durant cette bataille épique. En consultant les sources saâdiennes contemporaines et anonymes, ainsi que celles produites un peu plus tard par les Ottomans, El Moudden conclut : *«Abdel Malik est sans conteste le chef d'orchestre qui dirige les opérations autant politiques, stratégiques que militaires»*. Malgré son état grave qui l'oblige à être alité durant la bataille du 4 août, le sultan *«encore capable de donner à son cadet Ahmad l'ordre, ultime et combien décisif pour l'issue du combat, de conduire 4.000 cavaliers accompagnés des 'Ahl Al Fahs (région de Tanger), armés de pioches et de houes, de se diriger vers le pont de Oued al Makhazine et de le démolir afin de couper toute retraite possible à l'envahisseur et ses alliés, si le vent de la victoire tourne du côté de l'armée marocaine»*.
Abdel Malik meurt avant de voir le triomphe de ses troupes. S'il laisse la gloire à Ahmed Al Mansour, il n'est pas tout de suite oublié pour autant. Dix ans après son exploit à Oued Al Makhazine, c'est le philosophe Michel de Montaigne en personne qui en fait l'éloge : *«Cet effort acheva d'accabler le peu de vie qui lui restait. On le recoucha. Lui, se ressuscitant comme en sursaut de cette pamoison, toute autre faculté lui défaillant, pour avertir qu'on tût sa mort, qui était le plus nécessaire commandement qu'il eut lors à faire, pour n'engendrer quelque désespoir aux siens par cette nouvelle, expira, tenant le doigt contre sa bouche close, signe ordinaire de faire le silence»*.

Sébastien 1er du Portugal va perdre la vie et le trône en affrontant Abdel Malik.

ABDEL MALIK MEURT AVANT DE VOIR LE TRIOMPHE DE SES TROUPES. S'IL LAISSE LA GLOIRE À AHMED AL MANSOUR, IL N'EST PAS TOUT DE SUITE OUBLIÉ POUR AUTANT

© ADNANE JABIR

RAYMOND BENHAIM

«IL M'EST ARRIVÉ DE FUIR PAR LA FENÊTRE DEVANT MES ÉTUDIANTS»

RAYMOND BENHAIM N'A JAMAIS EU LE TEMPS DE S'ENNUYER. CE MAROCAIN JUIF DE MEKNÈS À TÔT FAIT DE MILITER AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE. IL Y APPREND LA CLANDESTINITÉ QUI LUI SERA BIEN UTILE LORSQU'IL FONDE AVEC QUELQUES CAMARADES L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE ILAL AMAM AU DÉBUT DES ANNÉES 1970. ENTRE TEMPS, IL S'ENGAGE DANS LA LUTTE ANTISIONISTE ET NOUS LIVRE SON RÉCIT TRANCHÉ SUR LE DÉPART MASSIF DES JUIFS DU MAROC. DANS CET ENTRETIEN SANS LANGUE DE BOIS, IL NOUS RACONTE AUSSI UN PARCOURS PROFESSIONNEL AU SERVICE DES PAYS AFRICAINS, DONT L'ALGÉRIE. PLUS RÉCEMMENT, RAYMOND BENHAIM A VU INTERDIRE L'ASSOCIATION "RACINES" QU'IL PRÉSIDAIT. UNE DISSOLUTION AMÈRE QU'IL NE DIGÈRE TOUJOURS PAS. MILITANT UN JOUR, MILITANT TOUJOURS...

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMI LAKMAHRI

Vous êtes natif de Meknès, ville importante pour la communauté juive avant et pendant le Protectorat...

Meknès n'a jamais cessé de m'étonner. Ce fut une ville pieuse qui, au début du XIXème siècle, envoyait les rabbins qu'elle formait jusqu'à Samarcande. Ce fut aussi une ville rebelle où se sont déroulées les révoltes qui ont transformé les *«pourparlers pour l'interdépendance»* en négociations pour l'indépendance, à Aix les Bains. Meknès est la seule ville que le Makhzen continue de bouder. C'était une ville fermée, la vie y était intense et fort communautaire. Chaque population y avait son quartier. Je suis né et j'ai grandi dans le milieu juif marocain de la ville. Mon grand-père paternel était *«caïd lihoud»*, soit le représentant de la communauté juive de Meknès auprès du Makhzen. Et mon oncle maternel était le représentant de la communauté auprès de la Résidence Générale. Il a d'ailleurs été contraint de

© DR

Le quartier juif de Meknès à l'époque de la naissance de Benhaim.

quitter le Maroc après être entré en conflit avec des colons français qui ont réclamé sa démission, et qui le traitaient de nationaliste. Pour l'anecdote, c'est le père de Serge Berdugo qui a pris le relais à ce poste. Pour le reste, je suis issu d'une famille aisée où j'ai bénéficié d'une éducation bienveillante. J'avais accès aux livres, que mes frères apportaient après leurs séjours à l'étranger. C'est un privilège d'avoir une fratrie très diversifiée et de côtoyer des membres de ma famille aussi différents les uns des autres, tous très actifs et passionnés. L'année de ma naissance, en 1943, le quotidien de la communauté avait tout de même été secoué par les lois vichystes en vigueur au Maroc. Concrètement, ma soeur et mon frère ainés avaient été exclus du lycée. Un épisode qui a marqué notre famille et je trouve que nous ne parlons pas assez de ces réalités de l'histoire. Oui, au Maroc, nous avons subi l'antisémitisme des autorités d'occupation pendant les premières années de la Seconde Guerre Mondiale.

«OUI, AU MAROC, NOUS AVONS SUBI L'ANTISÉMITISME DES AUTORITÉS D'OCCUPATION PENDANT LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE»

Avez-vous personnellement été victime d'actes antisémites ?

Oui, et plus d'une fois. Un souvenir en particulier est resté gravé dans ma mémoire. Au collège, mon professeur de sport, un Français, m'a un jour ordonné, en hurlant, de lever la tête. Lorsque je me suis exécuté, il a enchaîné sans gêne aucune : *«Alors Benhaim, on cherche l'argent ?»*. J'insiste sur le fait que ces évènements méritent d'être plus reconnus aujourd'hui. Sinon, il était courant qu'en circulant à Meknès avec mes camarades juifs, des enfants musulmans nous provoquent. Ça finissait généralement par des batailles rangées et des lancers de pierres. Disons que ce genre d'incident relève plus de chamailleries de gosses sur fond de rivalités communautaires.

© DR

Benhaim a toujours milité au sein de la gauche marocaine.

Comment votre entourage a-t-il accueilli l'indépendance ? Eprouviez-vous de la crainte ou du soulagement ?

Une grande joie. Un sentiment d'accomplissement. C'est logique puisque mes parents étaient des nationalistes non encartés. Je me souviens d'un bourdonnement extraordinaire. Si vous évoquez la crainte pour l'avenir réservé aux juifs marocains, la question ne se posera réellement qu'un peu plus tard, au début des années 1960.

La même année de 1956, alors que vous n'avez que 13 ans, vous menez une grève dans votre établissement scolaire. Qu'est-ce qui vous motivait ?

C'était au collège-lycée Moulay Ismaïl à Méknès. Nous avions organisé une grève spontanée pour protester contre l'enseignement de la darija en seconde langue vivante. Nous voulions qu'elle

soit remplacée par l'arabe classique... En guise de sanction, les meneurs ont été forcés à rester debout, sous le soleil, toute la journée. C'est à cette occasion que j'ai vraiment fait la rencontre de Simon Lévy, qui était alors professeur d'espagnol dans l'établissement. Je me souviens qu'il était venu me toiser, en rigolant durant ma punition en me disant : *«Alors, c'est toi le gréviste ?»*. Cet épisode est sûrement l'acte fondateur de mon entrée dans le communisme. Simon Lévy devenait pour moi une référence. Il me conseillait souvent, surtout pour mes lectures. L'année suivante, je vais à Casablanca où je deviens pleinement un militant communiste.

C'est aussi à ce moment que le Parti Communiste est interdit par Mohammed V. Militiez-vous clandestinement ?

Disons que le Parti était officieusement toléré. Mais il nous arrivait de devoir échapper à la police. La première fois que ça m'est arrivé, c'était au siège du journal du Parti, rue Colbert à Casablanca. C'était au cours de l'année 1959. Un matin donc, je monte les escaliers de l'immeuble et je remarque une agitation inhabituelle. Face à la porte, se tient un groupe de personnes que je soupçonne d'être des agents en civil. Pour m'en sortir, je leur ai fait croire que j'étais là pour la compagnie d'assurance dont les bureaux étaient sur le même palier. C'est à ce moment que surgit Simon Lévy, déjà encadré par les policiers. Il a compris mon stratagème et répondit à ma fausse question, comme si j'étais un parfait inconnu. Pour autant, je n'ai pas pris peur. Sans doute l'inconscience de la jeunesse...

C'est aussi à Casablanca que vous êtes élu à la tête du bureau local de l'UNEM (Union Nationale des Etudiants Marocains)...

À l'époque, bizarrement, tout le monde pensait que j'étais musulman. À peine élu, j'ai dû faire face à une tentative de renversement menée par Khalid Jamaï, qui est devenu un grand ami depuis. Mais à l'époque, il avait tenté de m'évincer de l'UNEM Casablanca avant de se faire lui-même écarter par les autres camarades. J'ai beaucoup d'estime pour lui depuis le jour de l'arrestation d'Abraham Serfaty et des autres camarades, des années plus tard. J'ai sollicité l'appui de la presse et c'est le seul qui a répondu à ma détresse en publiant, dès le lendemain, un éditorial courageux et très critique envers le régime. Il en avait d'ailleurs payé le prix en étant écarté de son journal (*«L'Opinion»*).

Comme vous le dites, la décennie 1960 est aussi celle du départ massif des juifs marocains. Serge Berdugo, Président de la Communauté Juive au Maroc, expliquait dans les colonnes de Zamane que cette migration relève d'un libre arbitre individuel. Êtes-vous d'accord ?

Non. Ce fut un mouvement que l'on appelle *«la grande séparation»* qui a concerné tous les pays arabes, vidés de leur population juive qui y vivait depuis des siècles, de l'Irak au Maroc. Ce fut une mutilation muette des sociétés arabes. À cette époque, je faisais le tour du Maroc, essentiellement dans les douars les plus reculés. J'ai récolté des témoignages de première main. La nuit, dans la discrétion la plus totale, des autocars envoyés par les sionistes arrivaient et vider les villages de leurs populations juives, sous les yeux ébahis de leurs voisins musulman. Ici, il n'est nullement question de choix personnel, mais de la contrainte des circonstances. Le Moyen et le Haut Atlas de cette époque vivaient dans l'insécurité des rebellions (Addi ou Bihi) et surtout la mobilité sociale était nulle pour les populations pauvres. Qu'elles soient d'ailleurs juives ou musulmanes, elles ont naturellement cherché si l'herbe n'était pas plus verte ailleurs. Nous savons aussi à quel point ils ont été victimes de discriminations en Israël. Ils ont même été complètement écrasés par l'establishment ashkénaze qui régnait en maître à cette époque. Plus tard, en 1976, lorsque nous avons créé en France le Front des juifs antisionistes, nous avons reçu à Paris et à Bruxelles de nombreux Israéliens d'origine marocaine à qui nous faisions faire le tour des synagogues où ils racontaient leurs calvaires. Mon avis est que

© ZAMANE

Serges Berdugo, secrétaire général du Conseil de la communauté israélite au Maroc.

Simon Lévy était une référence pour R. Benhaim.

© AFP

© AFP

la migration des juifs marocains ne répondait pas à une idéologie qui clamait le retour sacré en Terre Sainte. Cet enrobage idéologique, c'est du pipo. Je retiens pour ma part que le sionisme idéologique a provoqué une double spoliation, celle des Palestiniens de leurs terres et celle de la part juive des sociétés arabo-berbères

Quelle était la nature de votre lutte antisioniste depuis Paris ?

Au déclenchement de la Guerre des Six Jours en juin 1967, avec mes camarades juifs, nous avons rédigé un pamphlet repris dans les grands médias en France. L'affaire avait fait grand bruit au moment où l'hebdomadaire *«Le Nouvel Observateur»* a titré l'article *«Israël mérite-t-il d'exister ?»*, alors que le sens que nous voulions lui donner concernait le fait que l'état hébreu se servait de la Shoah comme d'un alibi pour se donner le droit de massacrer les Palestiniens. Quant à la nature de notre activité, elle était double, faire connaître la cause palestinienne par les Palestiniens eux mêmes aux Israéliens d'origine arabe, et faire connaitre aux Palestiniens ce qu'était la complexité de la société israélienne. J'avais alors participé à la fondation en 1981 de l'association *«Perspectives judéo arabe»* qui a publié huit numéros du même nom, avec des intellectuels israéliens d'origine irakienne, yéménite, marocaine, et des écrivains palestiniens. À l'époque, la population israélienne d'origine arabe était fort importante (prés de 35%), et constituait un facteur stratégique pour l'évolution du conflit. Nous avons multiplié les rencontres entre Israéliens, juifs arabes et Palestiniens. L'une d'elles s'est tenue à Tolède durant trois jours, en juillet 1989. Elle a réuni, côté palestinien, des dirigeants de l'OLP dont Abou Mazen et la garde rapprochée de Arafat, et de l'autre coté des responsables juifs et arabes des organisations israéliennes, des intellectuels et écrivains juifs de la diaspora, des rabbins, des notables de la communauté juive marocaine. L'arrivée de 1,5 million de juifs de l'ex-URSS allait changer la donne...

Le départ massif des marocains juifs, orchestré minutieusement selon Benhaim.

© ZAMANE

Paul Pascon, le célèbre sociologue, parmi les mentors de Raymond Benhaim.

En 1970, vous rentrez au Maroc où vous faites partie des fondateurs du mouvement révolutionnaire et clandestin Ilal Amam. Racontez-nous les circonstances de ce retour sous haute tension...

Pour comprendre la genèse d'Ilal Amam, il faut remonter à 1966, l'année des débats internes lors du 3ème congrès clandestin du PCM. Deux profonds désaccords sont alors apparus, relatifs

à la question palestinienne (le plan Rogers) et le compromis historique avec la monarchie. Une scission devenait inévitable. L'élément déclencheur est que de nombreux militants de l'UNFP souhaitaient également franchir le pas d'un militantisme plus radical. Nous nous sommes trouvé des positions communes au point de créer une organisation commune qui s'appelait Jebha. Je décide de tout plaquer et quitte mon poste à l'université Dauphine à Paris. Rentré à Rabat avec ma compagne Zhor Benchemsi, pour m'investir complètement pour la naissance de Ilal Amam, je rejoins l'Institut Agronomique Hassan II comme professeur d'économie, où je travaille en compagnie de Najib Bouderbala et Paul Pascon. Nos incessants déplacements à travers tout le pays m'ont alors ancré dans la réalité du pays et je mesurais ainsi l'étendue du travail politique à réaliser pour mobiliser les gens. Mais là, du fait des itinéraires politiques différents au sein de la direction politique, il nous a été difficile de trouver rapidement une ligne commune.

© DR

Le roi Mohammed V avait interdit le Parti Communiste marocain en 1959.

L'étau se resserre et vous quittez donc le Maroc…

Oui, je quitte clandestinement le pays le 12 juillet 1972 par Sebta. J'étais recherché par la police au moment de l'arrestation d'Abraham Serfaty et Abdellatif Laâbi. Le mot d'ordre était de ne jamais passer la nuit deux fois au même lieu. J'étais familier à l'auto organisation pour affronter la clandestinité depuis mes années PCM. C'est sûrement pour ça que je m'en suis bien sorti. Il faut dire aussi que j'ai eu de la chance. Alors que je vivais clandestinement dans un appartement vide, avenue Hassan Ier à Casablanca, on me prévient que la police savait où j'étais. En effet, je repère depuis la fenêtre une Volvo de couleur crème d'où sortent des agents en civil. J'ai juste le temps de détruire les papiers compromettants, de mettre une veste, je les entends monter les marches et à ma grande surprise, ils ne s'arrêtent pas à mon étage. J'en profite immédiatement pour discrètement m'échapper. Le lendemain, ils sont revenus pour saccager l'appartement. Les policiers s'étaient trompé d'étage, à ce moment, je n'avais plus d'autre choix que de quitter le pays. Un ami me fait transmettre son passeport que j'ai modifié en changeant nos photos et en trafiquant les tampons. C'est ainsi que j'ai pu quitter le Maroc par Sebta. L'année suivante, je suis condamné par contumace à la perpétuité pour atteinte à la sécurité de l'Etat. Une fois à Paris, je retrouve mon poste à l'Université Dauphine et me consacre à la mis en place en Europe des Comités de lutte contre la répression au Maroc, animés par le regretté François Della Sudda, qui allaient être un magnifique soutien aux camarades

«UN AMI ME FAIT TRANSMETTRE SON PASSEPORT QUE J'AI MODIFIÉ EN CHANGEANT NOS PHOTOS ET EN TRAFIQUANT LES TAMPONS. C'EST AINSI QUE J'AI PU QUITTER LE MAROC PAR SEBTA»

Raymond Benhaim en famille.

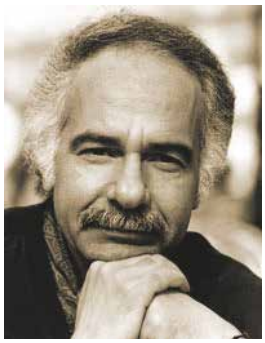
© RAHAMIM BENHAIM

en prison et jouer un rôle décisif auprès des opinions publiques européennes et surtout de lobbying pour alerter de l'état répressif où vivait le pays. Rentré au Maroc, il m'a été souvent répété que la fonction d'alerte et de lobbying des comités avaient joué un grand rôle dans le processus de libéralisation du pays.

Depuis la France, vous épousez de longues années durant une carrière dans le conseil économique en faveur des entreprises et pays africains. Expliquez-nous en quoi cela consiste…

Mon parcours a suivi deux règles : la première, celle de ne pas avoir de supérieur hiérarchique, ne pas être un salarié dans une entreprise, travailler avec des collègues de mon choix ; la seconde, me consacrer à une activité liée au commerce international, à la dette des Etats, et à l'entreprise publique des pays du sud. Après ma sortie clandestine du Maroc en 1972, j'ai successivement été enseignant à Dauphine, attaché de recherche à l'INRA, directeur de collection chez l'éditeur Nathan. Puis la décennie 1980 amorce un tournant. J'entends travailler sur les échanges extérieurs des entreprises publiques des pays du sud. Ce fut une période dramatique due aux décisions criminelles et irresponsables du FMI et de la Banque Mondiale, qui ont imposé à tous les pays africains des politiques d'austérité diaboliques, et qui allaient mettre ces pays en guerre civile pendant plus de dix ans. C'est dans ce contexte que je mettais en place des dispositifs qui réduisaient la dépendance, les coûts, la dette publique et les capacités de négociation des Etats africains. L'objectif était d'aider à combler le déficit d'accès aux marchés mondiaux. Ce fut difficile et passionnant. Les difficultés rencontrées procédaient toutes des pressions multiformes que je subissais, exercées par les entreprises européennes qui se croyaient sûres de leurs relais au plus haut niveau des décideurs africains.

Pour Raymond Benhaim, la dissolution de son association "Racines" est lié à un évènement organisé dans ses locaux.



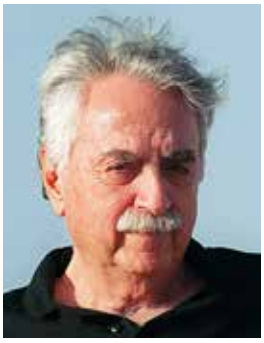
© DR

Abdellatif Laâbi.

Par la suite, vous vous engagez pleinement en Algérie, auprès du gouvernement. Comment et pourquoi ?

Le 8 Novembre 1989, j'étais dans une chambre d'hôtel à Alger dans le cadre de mon travail. Je regardais la télévision retransmettre la chute du mur de Berlin, symbole, entre autres, de la fin de l'économie administrée. Tout d'un coup, je me demandais ce que je faisais là. L'univers des économies administrées s'écroulait sous mes yeux alors que le lendemain, je signais un contrat consistant à préparer les entreprises publiques algériennes à l'accès au marché international. De quoi douter sérieusement de moi-même face à l'enjeu qui me semblait, ce soir-là, hors de portée.

Certes, d'après la loi, les entreprises algériennes disposaient de la liberté de décider, mais ce n'était qu'un texte et j'ai compris alors qu'il fallait faire vite, la rapidité d'exécution était la clé. Pour ne pas laisser le temps aux milieux mafieux de s'organiser, il fallait commencer par une tournée auprès des traders, un message fort est passé et il n'était plus nécessaire de corrompre pour vendre. Ensuite, il fallait casser les monopoles d'export de multinationales qui se répartissaient le marché algérien.
Expulser les représentants de la Sécurité Militaire des commissions d'achat des entreprises publiques, a été la mesure discrète et décisive qui a déclenché une guerre sans merci entre le gouvernement des réformateurs et les militaires. Au cours de cette période, je fus en butte aux pressions, intimidations et menaces de la part de la presse et des services algériens et français. Ce fut là que j'ai été saisi de l'importance stratégique majeure que représentait la coordination de la demande des trois pays importateurs du Maghreb. Lors de mes contacts avec les opérateurs marocains et tunisiens qui passaient à Paris, j'expliquais que la demande coordonnée des trois pays importateurs agirait d'un poids certain sur les marchés mondiaux, et modifierait la capacité de négociation. Mais le coup d'Etat militaire contre les réformateurs algériens mit fin à cette espérance...


© AFP

Abraham Serfaty, compagnon de lutte de Benhaim au sein d'Ila Al Amam.

Comment avez-vous appris l'amnistie générale de 1994 et quelle a été votre réaction ?
Au début des années 1990, je rendais visite au regretté Abderrahmane Youssoufi à Cannes. Nos échanges étaient empreints d'amitié, il était très attentif, souriant, curieux et surtout soucieux de ce qui se passait en Algérie notamment, où j'ai accompagné en tant qu'économiste l'expérience des réformateurs, qui a été attentivement suivie à l'époque par Hassan II. Parfois, Youssoufi me faisait part de ses discussions avec le pouvoir. J'exprimai mon scepticisme. Quand la nouvelle de l'amnistie est tombée ce fut, pour moi, une grande joie, peu m'importait alors les calculs du pouvoir. Je ne partageais pas l'analyse de certains de mes anciens camarades qui considéraient l'amnistie comme *«un piège»*. L'important était de rentrer au Maroc, presqu'un quart de siècle d'exil me pesait. Mais à ma grande stupéfaction, la liste des amnistiés de l'étranger ne comportait pas mon nom. J'en ai fait part à Abderrahmane Youssoufi et il m'a fallu attendre jusqu'à ce qu'un appel téléphonique à mon bureau m'informe que je pouvais aller établir mon passeport

«L'IMPORTANT ÉTAIT DE RENTRER AU MAROC, PRESQU'UN QUART DE SIÈCLE D'EXIL ME PESAIT. MAIS À MA GRANDE STUPÉFACTION, LA LISTE DES AMNISTIÉS DE L'ÉTRANGER NE COMPORTAIT PAS MON NOM»

Benhaim a apporté son soutien à l'équipe du gouvernement d'Alternance.

© AFP

© RAHAMIM BENHAIM

Le Wali de Méknés en visite à l'usine d'oxyde de zinc, propriété de la famille Benhaim (2012).

au consulat. J'atterris à Casablanca le 23 décembre 1994 à 21h40...

Dans quelles activités vous lancez-vous après votre retour ?
Après 24 années d'exil, je participe au renforcement des milieux associatifs marocains qui sont alors impressionnants de vitalité. Je m'investis également dans l'affaire familiale, et poursuis la prospection et l'activité d'Act Consultants. En 1998, l'alternance politique avec un socialiste au poste de Premier ministre me permet d'être auprès du ministre de l'Economie. Une période étrange faite de joies et de renoncements. Je fus chargé, entre autres, des rapports entre le gouvernement socialiste et la CGEM, l'objectif étant d'établir un climat de confiance propice à la relance des investissements nationaux. En 2002, le roi Mohammed VI choisit de rompre avec les socialistes. Depuis, je consacre mon activité à la relance du projet industriel familial et à la consultation sur les questions d'urbanisme et de l'émigration.

Vous êtes aussi connu en tant que président de l'association culturelle Racines. Pouvez-vous nous préciser les contours de cet engagement ?
J'avais déjà pris la dimension citoyenne de l'impact exceptionnel de l'intervention culturelle dans le pays. En dehors de toute organisation politique, j'avais constitué en 1974 à Paris, une équipe qui a élaboré des films diapos sur l'histoire du Maroc, la lutte pour l'indépendance, la guerre du Rif ou encore les luttes de la paysannerie marocaine. Ces films ont circulé partout en Europe. J'avais alors pris la mesure de la soif culturelle énorme au sein des communautés étudiantes et ouvrières. J'ai retrouvé ce même engouement au Maroc, surtout chez la jeunesse. Les autorités y répondent par

© RAHAMIM BENHAIM

Aux côtés du ministre de la Culture, Mohamed Amine Sbihi, en 2015.

un déploiement de festivals de divertissement et de prestige. Je trouve que c'est insuffisant et infantilisant. Dans les années 2000, je suivais l'exceptionnelle effervescence de la jeunesse marocaine dans les publications, la musique, le théâtre, la danse. Et c'est par hasard que je me retrouve avec une équipe de jeunes, *«Racines»*, Dounia Benslimane et Aadel Essadani, qui organisaient les Etats Généraux de la Culture. Mon implication auprès de Racines s'explique par le fait que je considère la culture comme le cœur de cible de tout engagement citoyen. Deux valeurs cardinales font la citoyenneté : l'esprit civique et l'esprit critique ; le premier construit le lien aux autres, le second construit l'autonomie de la personne, et les deux font le citoyen libre. Je martèle que la liberté permet tous les épanouissements, celle de penser, de s'exprimer, d'entreprendre, de construire du collectif. Pendant sept ans, j'ai eu la fierté de faire partie de l'équipe de Racines, qui a participé, au Maroc et en Afrique, à l'exigence de renouvellement de la parole citoyenne. Nous avons fait le choix de la multiplicité des supports, ce qui donnait une force d'impact à notre message à traves le théâtre forum, la Bande Dessinée, les concerts, la photo, vidéo et arts visuels. Nous avons également misé sur des modalités d'énonciation strictes, en dehors des conférences et des colloques. Il nous fallait également miser sur une activité en réseau, par un maillage d'associations de groupes d'intervention culturelle. Pour l'exemple, l'une de nos activités phares fut le programme durant trois ans, sur la reddition des comptes des élus, *«li tgal yddar»* (ce qui est dit doit être fait), qui a mis en présence des jeunes et des élus, qui ont travaillé ensemble avec un vif succès. Le genre d'activité qui ne plait pas à tout le monde dans notre pays...

Benhaim avec sa petite fille en 2013.

Pourquoi, à votre avis, les autorités ont-elles décidé de dissoudre l'association en 2019 ?
Le prétexte a été la rencontre organisée, dans les locaux de Racines, et non par Racines, par un groupe de jeunes qui se nommait par humour et autodérision, *«1 diner 2 cons»*. Au cours de cette rencontre, les échanges furent vifs et grinçants à l'égard des autorités. L'occasion était trop belle, en dépit du déficit de fondement juridique, que notre avocat Me Bahi a remarquablement démontré. Puis, l'esprit étouffant et sécuritaire a triomphé, Racines a été interdite...

Que pensez-vous de l'état des droits de l'homme aujourd'hui au Maroc et surtout la liberté d'expression ?
Beaucoup de gens ont le sentiment que le pays a fait un bond en arrière... La récréation aura été de courte durée. Et le goût de la brève période de liberté au début des années 2000, demeure très vif. C'est aberrant de s'attaquer à la source de l'information, les journalistes, et non à l'information ; tout comme dans l'antiquité, quand les chefs condamnaient le messager parce que le message ne leur plaisait pas. La période me fait penser aux années 1990, où Hassan II avait perdu la confiance de sa propre base de classe, où plus personne ne songeait investir dans le pays. Il a été alors contraint de choisir : ou continuer la confusion et l'échec, produits du tout sécuritaire ; ou accepter la séparation des pouvoirs, rétablir la confiance, l'état de droit, faire cesser les conflits d'intérêt au plus haut niveau. Aujourd'hui, le pays traverse une des périodes les plus dures de son histoire. Je crains par ailleurs que la crise liée au Covid-19 n'accélère, par diversion, les atteintes aux droits humains, et à la liberté d'expression...

«LE PRÉTEXTE DE LA DISSOLUTION DE RACINES A ÉTÉ LA RENCONTRE ORGANISÉE, DANS LES LOCAUX DE RACINES, ET NON PAR RACINES, PAR UN GROUPE DE JEUNES QUI SE NOMMAIT PAR HUMOUR ET AUTODÉRISION, "1 DINER 2 CONS" »

LYAUTEY
LA CONTRE-ENQUÊTE

Hubert Lyautey est cet inconnu que tous les Marocains connaissent...ou croient connaître. L'homme qui a conquis le Maroc au nom de la France, mené la campagne ou plutôt guerre de pacification, et surtout restauré la monarchie, modernisé l'administration, et *«régné»* à sa manière sur le Maroc, est un être secret, mystérieux, énigmatique. On connait ou on croit connaitre sa partie marocaine, mais on connait si peu sa vie d'avant et d'après. *Zamane* a mené l'enquête pour lever le voile sur des aspects méconnus ou volontairement cachés de la vie et de la personnalité de Lyautey. Y compris sa vie privée, qui a longtemps été un sujet tabou. Expertises, analyses, avec documents à l'appui, le voyage que l'on vous propose vous emmènera loin dans le temps, à la recherche de Lyautey : l'homme derrière le militaire, et le militaire derrière l'homme. En somme, Lyautey côté court et côté jardin...
Bon voyage.

DOSSIER COORDONNÉ PAR LA RÉDACTION

LYAUTEY AVANT LE MAROC : ITINÉRAIRE D'UN ATYPIQUE
PAR SAMI LAKMAHRI P.44

CELUI QUI A RELÉGITIMÉ LA MONARCHIE
PAR YOUNES MESSOUDI P.50

LYAUTEY MINISTRE DE LA GUERRE : LE GRAND MALENTENDU
PAR YOUNES MESSOUDI P.54

ON L'APPELAIT MADAME LA MARÉCHALE
PAR YOUNES MESSOUDI P.57

LYAUTEY L'ORIENTALISTE
PAR MOULIM ELAROUSSI P.60

PIERRE VERMEREN : «LA VRAIE MARQUE DE LYAUTEY, C'EST SON RESPECT DE LA MONARCHIE»
PROPOS RECUEILLIS PAR SAMI LAKMAHRI P.66

© DR

PORTRAIT.
Le général Lyautey servant en Algérie, dernière étape avant le Maroc.

LYAUTEY AVANT LE MAROC
ITINÉRAIRE D'UN ATYPIQUE

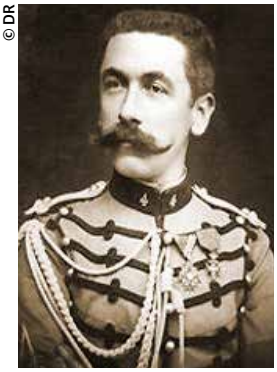
Lorsqu'il prend les rênes de la Résidence Générale à l'été 1912, Hubert Lyautey a 58 ans. Si la gloire est encore à venir, sa vie avant le Maroc n'en est pas moins ordinaire. Destiné à servir dans les hautes sphères de la République, ce fervent monarchiste va aussi penser qu'un nouveau colonialisme est possible. Ses expériences au Tonkin, à Madagascar et sa rencontre avec Gallieni vont déterminer celui qu'on appellera «l'architecte du Maroc moderne».

PAR SAMI LAKMAHRI

«*Tu sais aujourd'hui, tout ce que j'ambitionne d'être et de faire, et dans quelle voie je me vois une impérieuse mission à remplir. Je me suis désormais interdit le repos, la détente, la libre disposition de moi. L'essentiel est de savoir ce que l'on veut et où on va*».

Hubert Lyautey ne semble jamais douter de son incroyable destin. À travers ces mots qu'il rédige à l'attention de sa sœur en 1897, soit 15 ans avant son établissement au Maroc, celui qui n'est alors que commandant, clame qu'il est en mission. Non pas celle que son état major lui ordonne d'exécuter, mais celle qu'il s'est lui-même octroyée. Car Lyautey ne s'est jamais borné à une carrière de technicien, simple exécutant de l'armée française.

Depuis son enfance, ce personnage que ne renierait pas un romancier, contourne les routes qui lui sont pourtant toutes tracées à l'avance. Un véritable pied de nez à son patronyme, dont l'origine franche comtoise s'écrit *«Léauté»*, soit loyauté. Louis-Hubert Gonzalve Lyautey est issu d'une famille noble qui s'enracine dans une tradition militaire depuis l'Empire napoléonien au tout début du XIXème siècle. Il est d'ailleurs l'arrière petit fils d'un important intendant militaire de ce régime qui fait passer les Lyautey de la paysannerie bourgeoise à serviteurs de l'armée. Ainsi, son grand père et trois frères de ce dernier vont servir la Grande Armée Napoléonienne. Trois d'entre eux atteignent le grade de général. Lyautey le Maréchal, les surpassera.



© DR

La célèbre moustache impériale, signature de Lyautey depuis sa jeunesse.

De sa mère, Laurence Charlotte Grimoult de Villemotte, Hubert Lyautey hérite d'une lignée noble qui selon ses propres recherches, remontent à la monarchie : *«C'est ainsi que nous nous trouvons descendre, par filiation régulièrement établie, de Saint Louis à la 22ème génération»*. La passion monarchiste qui anime toute la carrière et la vie de Lyautey lui vient aussi de sa famille et plus particulièrement de ses tantes maternelles qui jurent alors fidélité au Comte de Chambord, dernier prétendant à la couronne de France. Quant à son père, Just Lyautey, polytechnicien et ingénieur des

HÉRITAGE. Le château de Thorrey-Lyautey (Lorraine), fief du Maréchal entre 1925 et sa mort en 1934.

Ponts et Chaussées, il se distingue par une brillante carrière d'ingénieur dans le civil. Une exception dans cette famille vouée à l'Armée mais qui va profondément marquer Hubert Lyautey dans sa passion pour l'urbanisme et l'architecture. Lorsqu'il nait le 17 novembre 1854, Lyautey est donc destiné à incarner les valeurs de sa famille sans jamais s'en démarquer. Mais avant même d'atteindre ses deux ans, l'enfant est victime d'un accident qui n'est pas sans conséquence sur la suite de son parcours...

POUR UN BÉBÉ D'À PEINE 18 MOIS, UNE CHUTE D'UNE DIZAINE DE MÈTRES EST D'ORDINAIRE FATALE. MAIS PAS POUR HUBERT LYAUTEY

Sortir du rang

Pour un bébé d'à peine 18 mois, une chute d'une dizaine de mètres est d'ordinaire fatale. Mais pas pour Hubert Lyautey, que sa nourrice a malencontreusement fait choir depuis le premier étage de la grande demeure familiale de Nancy. Pour un temps, l'espoir de l'héritage militaire de Lyautey va brusquement s'effondrer. Plus tard, il fera lui-même le récit de cet accident : *«Je tombai la tête la première sur le pavé. Je ne fus pas tué sur le coup, parce qu'en route, j'avais heurté l'épaule d'un cuirassier qui avait amorti le choc. Je me fendis le front ; je saignais beaucoup, mais, comme je criais, on en conclut que je n'étais pas mort !»*.

S'il ne meurt pas, l'enfant miraculé est tout de même contraint à une enfance sous le signe du handicap. Touché à la colonne vertébrale, il ne marche, à l'aide de béquilles, qu'à l'âge de 7 ans. Alité la grande partie de son temps jusqu'à ses 10 ans, Hubert Lyautey va tôt se passionner pour les livres, surtout ceux des récits coloniaux qui le plongent dans les confins de l'empire français.

De cette période va naître également une formidable aptitude pour l'écriture. Les milliers de correspondances que va entretenir le futur Maréchal sont un modèle du genre. Pour autant, l'accident ne va finalement ni compromettre la carrière désignée de Lyautey, ni entamer profondément son moral. Adolescent, il rattrape le temps perdu en multipliant les activités physiques. Il devient un cavalier hors-pair mais va, toute sa vie durant, traîner les séquelles de sa chute. Après avoir obtenu son baccalauréat jusqu'à un âge prolongé, il intègre la prestigieuse école militaire de Saint-Cyr en 1873 à l'âge de 19 ans. Une voie qui répond au sentiment d'humiliation qui règne alors en France après la défaite de 1870 face à la Prusse.

© DR

Albert de Mun, concepteur du catholicisme social, premier maître à penser de Lyautey.

C'est pendant sa formation d'officier militaire qu'Hubert Lyautey fait la rencontre du capitaine Albert de Mun, concepteur du catholicisme social français. Selon Gérard Cholvy, historien natif de Casablanca et spécialiste de l'histoire religieuse contemporaine de la France : *«De Mun c'est le versant hiérarchique du catholicisme social, le devoir des riches de se dévouer, une conception à laquelle adhèrent totalement Hubert Lyautey»*, tout en précisant que *«c'est l'aspect social des Cercles qui attire Hubert, plus que la dimension religieuse de l'œuvre»*.

En 1877, Hubert Lyautey devenu lieutenant, rêve de grand air. Il avoue lui-même, et malgré ses excellents résultats, s'être *«ennuyé»* durant ses études et sa formation. Son imaginaire et le handicap physique

de son enfance font de ses ambitions coloniales une obsession. Durant cette même année, il est invité en Algérie pour quelques semaines, où il tombe sous le charme de la culture qui provoque chez lui un orientalisme assumé : «*L'Arabe priant est superbe; je respecte décidément de plus en plus ces gens-là, si ignorants de ce que peut être le respect humain, si fiers et si dignes dans leur foi*».

Pourtant bref, son séjour est aussi pour lui l'occasion de tisser des liens avec les notables locaux. Il pense déjà que la politique coloniale «*d'assimilation*» serait un échec et doute du modèle français en Algérie. De retour en France où il se fait remarquer dans les milieux mondains, il nourrit davantage son légitimisme et développe ses critiques à l'encontre de la bureaucratie républicaine. En tant que jeune officié, il est assigné dans l'Est de la France au sein du régiment du 4ème Chasseurs à cheval. En 1883, il rencontre son idole, le Comte de Chambord prétendant à la royauté française. Lyautey témoigne de ce moment : «*L'émotion est telle, l'emprise si forte que je ne parviens pas à reprendre conscience de ma personnalité, abdiquée, fondue en lui... Le Roi de France, je l'ai vu*». Ce dernier l'envoie même en mission auprès du Pape Léon XIII pour lui montrer «*qu'il y a encore en France une jeunesse royaliste, agissante, pleine de foi*».

Cet épisode, s'il confirme le monarchisme de Lyautey, ne le rallie pas pour autant au Vatican, dont il sait que le rôle politique fait partie du passé. Le jeune officier se concentre alors sur les réformes possibles dans l'armée. En 1891, il publie sous pseudonyme un article qui fait l'effet d'une bombe. Intitulé «*Du rôle social de l'officier*», la tribune invite à repenser le modèle technocratique et rigide de l'armée. Trois années plus tard, il est affecté à Hanoï, où il vit et expérimente sa première véritable entreprise coloniale.

© DR

TONKIN.
Hubert Lyautey dans l'actuel Vietnam, 1896.

Du Tonkin à Madagascar...

«*Ce qui me saisit, c'est, sorti de France, quelle petite place nous tenons et combien on nous prend peu au sérieux, combien, avec un peu de recul, notre anarchie gouvernementale, nos entreprises brouillonnes, le recrutement extraordinaire de notre personnel d'exportation, donnent aux étrangers la conviction d'une dégringolade pire encore qu'elle n'est*».

D'emblée, Lyautey laisse libre cours à son esprit critique dans les courriers qu'il échange avec ses proches. Il constate également combien l'empire britannique est «*puissant*» et relativise la grandeur coloniale de la France. À l'autre bout du monde, au cœur du Tonkin (nom donné au Protectorat français dans la région septentrionale du Vietnam actuel), Hubert Lyautey voit «*beaucoup de toc, trop de monuments administratifs, trop de cariatides, trop de plâtres, trop de galons dans les rues*».

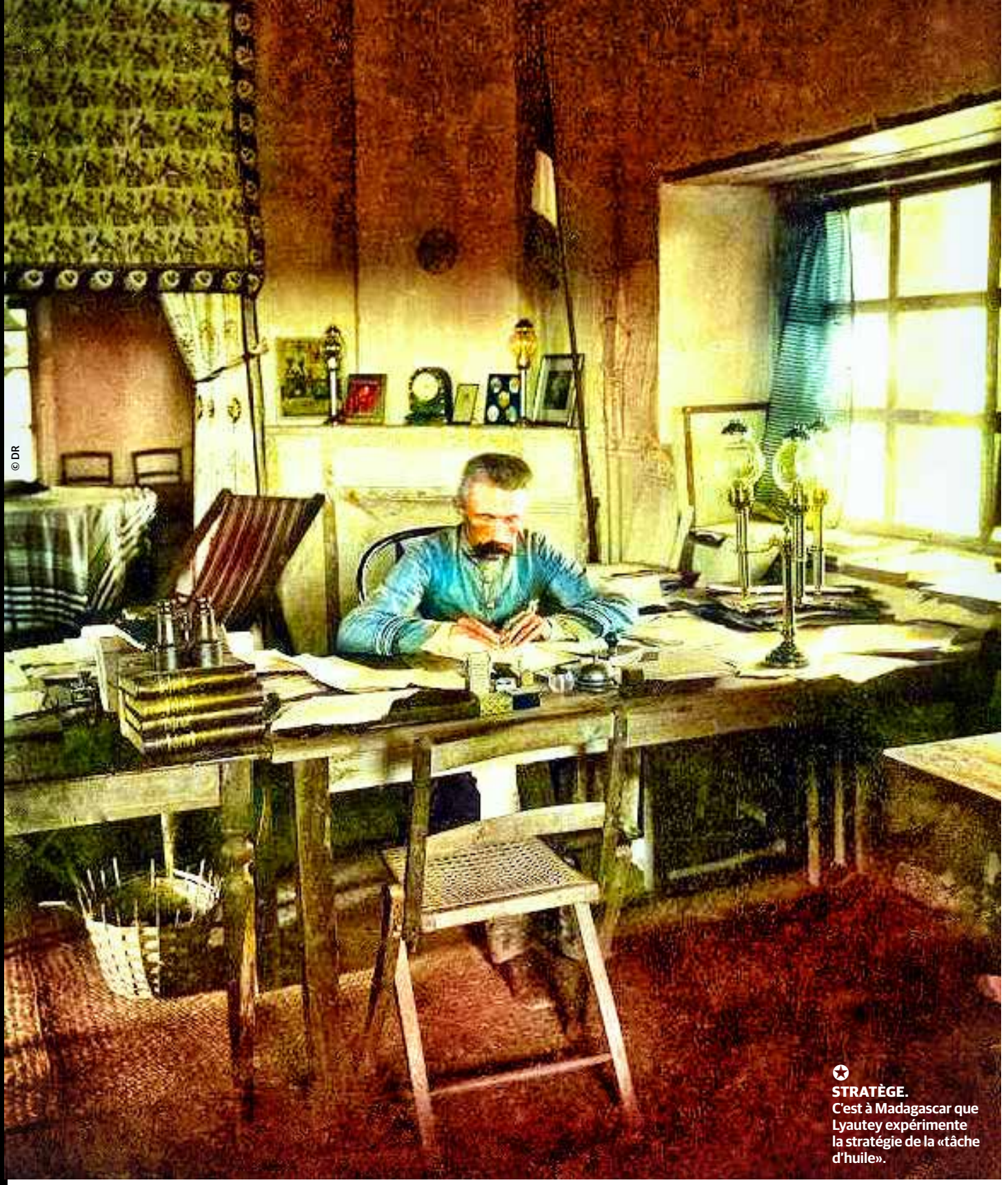
Au bout d'un an, soit en 1895, le futur patron du Maroc rencontre le colonel Gallieni, qui commande la zone militaire n°2 à la frontière Est avec la Chine. Joseph Simon Gallieni, de cinq ans l'ainé de Lyautey, est déjà un colonel chef d'état major. Précédemment commandant du Soudan français, il est un administrateur colonial expérimenté mais surtout très singulier. C'est la première fois que Lyautey met un visage à l'image qu'il se fait d'un officier colonial. Dans ses «*Lettres du Tonkin*», publiées en 1928, Lyautey clame l'admiration qu'il a pour son nouvel héros : «*C'est la joie de vivre avec cet homme. Conquérant, explorateur, chef de guerre... Il est l'antipode du caporal -je dirai presque du militaire-, dans la conception officielle et routinière de ce mot en France. La forme, le rapport, les clichés, les hiérarchies même n'existent pas pour lui. Il mettrait ingénument un colonel sous les ordres d'un capitaine plus malin. Sa méthode ? Administration et conquêtes connexes, celle-ci n'ayant d'autre but que celle-là; il n'y a pas 24 heures qu'il a pris pied quelque part que les autorités indigènes sont convoquées, les services répartis et que l'organisation commence*».

© DR

Gallieni, l'officier colonial qui a fasciné Lyautey.

L'intérêt est réciproque. En tant que son chef d'état major, Gallieni dira de Lyautey dans un rapport militaire qu'il est «*le type parfait de l'officier colonial, constamment en quête d'idées nouvelles*». Lorsque le mentor de Lyautey est nommé Gouverneur Général à Madagascar, le futur Maréchal le rejoint sur place en 1897.

Dans la Grande Île, où la situation de la France est précaire, les deux hommes vont trouver



© DR

STRATÈGE. C'est à Madagascar que Lyautey expérimente la stratégie de la «tâche d'huile».

POUR LUI, EN TERRES COLONIALES, L'ACTION MILITAIRE EST INDISSOCIABLE DE L'ŒUVRE POLITIQUE ET SOCIALE

un vaste terrain d'expérimentation. Lyautey y est promu chef de la région militaire au nord de Tananarive. C'est là qu'il accomplit son premier fait d'arme en obtenant la reddition d'une puissante tribu de 500 guerriers, après seulement un mois de campagne. L'historien Gérard Cholvy résume ainsi le séjour malgache de Lyautey : *«Durant les trois années qu'il passe dans la grande île, il pratique la politique de la tâche d'huile, remettant les chefs locaux en place chaque fois que cela est possible. C'est un risque calculé, il en est conscient. Il fait reconstruire les villages, il ouvre des marchés»*.

Car Lyautey ne conçoit pas son œuvre comme exclusivement militaire. Pour lui, en terres

© DR

coloniales, l'action militaire est indissociable de l'œuvre politique et sociale. De retour en France en 1900, renforcé par son expérience, il publie un nouvel article, «*Du rôle colonial de l'armée*», où il confirme la nécessité de repenser le modèle colonial français. Durant la même année, il est promu Colonel et prétend à un poste de haut rang dans les colonies de l'empire. Mais Lyautey se fait également des ennemis qui contestent son mépris pour les colons civils, dont la plupart sont considérés par lui comme des «*exploitants*». Il lui faut attendre trois longues années avant de voire sa carrière se relancer, là même où il a vécu sa première expérience, en Algérie.

AMBITION. Lyautey et De Foucauld rêvent peut-être du Maroc depuis l'Algérie.

© DR

ARMÉE. Gallieni et son état major à Madagascar.

En septembre 1903, il est dépêché dans le Sud-Oranais pour prendre le commandement de la Subdivision d'Aïn-Sefra. Là encore, Lyautey est appelé à la rescousse et se voit octroyer des «*pouvoirs exceptionnels motivés par la gravité de la situation*». En tant que général de brigade, il a pour mission de sécuriser la frontière avec le Maroc, ce pays qui le fait déjà tant fantasmer. Il milite d'ailleurs avec d'autres Français, comme l'explorateur Charles de Foucauld ou le géographe Henry de Castries, pour prendre possession de l'empire chérifien. Gérard Cholvy précise que Lyautey est «*hostile à un débarquement sur la côte atlantique, il a en vue, mais sans le dire, de pénétrer lentement en direction de Fès et d'y établir un protectorat sur le Maroc*».

Les faits vont à l'encontre de sa stratégie et il observe avec inquiétude l'évolution de la question marocaine et la rivalité qu'elle engendre, avec l'Allemagne notamment. Il faut attendre 1911 pour que Paris fasse appel à Lyautey pour désenfler les tensions grandissantes au Maroc à l'approche de la mise sous Protectorat du pays. S'il joue une nouvelle fois les pompiers de service, Hubert Lyautey sait que son heure est enfin arrivée. En étant nommé Résident Général, il peut enfin vivre le destin qu'il s'est lui-même promis. ◗

INCARNATION.
Même dans son allure, Lyautey a toujours gardé une certaine droiture.

© DR

CELUI QUI A RELÉGITIMÉ LA MONARCHIE

Lyautey a laissé sur le Maroc contemporain une empreinte indélébile. Son héritage le plus durable réside sans aucun doute dans le mélange de jeunesse et de modernité dont il a paré la dynastie alaouite.

PAR YOUNES MESSOUDI

Voilà un personnage presque mythique, à la fois adulé de son vivant, et mis de côté par les politiciens de son temps. Encore aujourd'hui, des deux côtés de la Méditerranée, la mémoire de Lyautey est facilement convoquée, le plus souvent à des fins élogieuses, voire élégiaques. Le premier Résident général de France au Maroc est l'un des rares Occidentaux à avoir su percer l'âme marocaine.

À l'inverse d'un Gallieni mettant au pas la monarchie malgache et instaurant une administration brutale, le futur Résident général au Maroc préfèrera s'appuyer sur les élites locales (la fameuse politique des grands caïds) et sur une monarchie qu'il s'attachera à relégitimer. «*Je suis un féodal, et quiconque ne sait pas cela ne peut rien comprendre à mon action*», avait-il coutume d'expliquer à ses collaborateurs. La féodalité selon Lyautey, c'est avant tout un goût prononcé pour les traditions ancestrales, c'est aussi la passion des valeurs aristocratiques. En ce sens, il trouve au Maroc un terrain propice à la mise en œuvre de son grand dessein. Retraité, il expliquera ainsi les raisons du succès qu'on lui a attribué au royaume chérifien : «*J'ai réussi au Maroc parce que je suis monarchiste et que je m'y suis trouvé en pays monarchique. Il y avait le Sultan, dont je n'ai jamais cessé de respecter et de soutenir l'autorité. J'étais religieux, et le Maroc est un pays religieux. Je suis pour l'aristocratie, pour le gouvernement des meilleurs. J'ai vu qu'il y avait des écoles où allaient les enfants de telles classes, d'autres écoles où allaient les enfants d'autres milieux et qui ne se mélangeaient pas. J'ai respecté tout cela, à la fois parce que cette soumission au fait fortifiait ma propre politique et parce que mes propres convictions m'en montraient la légitimité et la noblesse*».

© DR

Le sultan Moulay Abdelaziz.

© DR

Le sultan Moulay Youssef.

«JE SUIS LE PREMIER SERVITEUR DE SIDNA», DISAIT-IL, PRENANT MÊME BEAUCOUP DE PLAISIR À TENIR L'ÉTRIER DU SULTAN MONTANT À CHEVAL

Sa conception de *«l'âme marocaine»*...

Pendant treize ans (malgré un court intermède raté en tant que ministre de la Guerre), il préside au destin marocain, menant de front une violente «*pacification*» qui ne dit pas son nom et une vaste entreprise de reconstruction des structures sociales et étatiques. «*L'objectif est de réaliser la pacification matérielle et morale, en habituant les indigènes à notre contact, en leur faisant apprécier le bénéfice (achat de denrées, protection, arbitrage, assistance médicale) ; aucune vexation, aucun abus d'autorité, aucune rapine, aucune violence ne seront tolérés*», explique-t-il aux officiers français.

Ainsi l'action de Lyautey au Maroc est-elle marquée par le souci de ne pas reproduire les mêmes erreurs qu'en Algérie. Exit donc la colonisation de peuplement avec son flot d'aventuriers venus de la métropole en quête d'un nouvel Eldorado. Au Maroc, Lyautey veut s'appuyer sur les élites déjà en place : «*Songez qu'il existe encore nombre de personnages qui, jusqu'il y a six ans, furent ambassadeurs à Petersbourg, Londres, Madrid, Berlin et Paris, hommes de culture générale qui ont traité d'égal à égal avec les hommes d'Etat européens, qui ont le sens et le goût des choses politiques : rien de similaire n'existe en Algérie, ni même en Tunisie. Nous nous trouvons donc là en présence d'une élite politique, économique et religieuse qu'il serait insensé d'ignorer, de méconnaître et de ne pas utiliser, car associés étroitement à l'œuvre que nous avons à réaliser dans leur pays, elle peut et doit l'aider puissamment*». Ou encore : «*Au Maroc, nous nous sommes trouvés en face d'un Empire historique, jaloux à l'extrême de son indépendance, rebelle à toute servitude, qui jusqu'à ces dernières années faisait encore figure d'Etat constitué avec sa hiérarchie de fonctionnaires, une représentation à l'étranger, ses organismes sociaux qui fonctionnent toujours, malgré la défaillance récente du pouvoir central*».

© DR

Dans ses *«Souvenirs d'un Africain»* (1949), le général Gouraud, futur résident général au Maroc, rapporte des propos tenus par Lyautey : *«Il ne faut toucher que d'une main légère à ces vieilles institutions marocaines, pour ne pas heurter trop violemment de vieilles choses et de vieilles idées»*. C'est certainement cette conception de *«l'âme marocaine»* ajoutée aux idées anti-républicaines de Lyautey qui, en 1924, le pousse à interdire l'affichage de la Déclaration universelle des droits de l'Homme dont certains articles sont incompatibles avec la nature théocratique de la monarchie marocaine. C'est également le souci de préserver des coutumes ancestrales qui l'amène à interdire l'accès des mosquées aux non musulmans, une interdiction qui perdure aujourd'hui. *«Cette race marocaine est exquise. Elle est restée le refuge de la politesse, de la mesure, des façons élégantes, des gestes nobles, du respect des hiérarchies sociales, de tout ce qui nous ornait au XVIIIème siècle»*, écrit-il à une amie en 1919. Pourtant, ni cette admiration dont il se vante, ni même l'honneur guerrier dont il se veut l'un des derniers parangons, ne l'empêcheront, quelques années plus tard, de dépêcher contre les courageux soldats rifains de Abdelkrim El Khattabi une armada d'avions et de canons.

ECHANGES. Ici avec le caïd de Mediouna, s'entretenant des affaires de la région.

C'EST CELA LE LEGS LYAUTÉEN : UNE MONARCHIE RELÉGITIMÉE, À NOUVEAU IMMACULÉE, UN SYMBOLE DONT S'EMPAREREONT LES NATIONALISTES À L'ORÉE DES ANNÉES 1940...

Au service de la monarchie

Pour autant, les débuts de Lyautey au Maroc n'ont pas été de tout repos. Après avoir prêté allégeance au nouveau sultan Moulay Youssef (que lui-même a placé sur le trône), la première tâche qu'il s'assigne est de rétablir l'unité territoriale du royaume chérifien. Trois zones de dissidence occupent toute son attention : au centre, la région de Khénifra où les Zaïanes refusent de se soumettre ; à l'est, la région de Taza qu'occupent toujours des tribus réfractaires ; au sud, Marrakech et la région du Souss, où la rébellion d'El Hiba fait des progrès alarmants. Lyautey fait si bien qu'à la mi-juillet 1914, à coups d'alliances avec les caïds locaux et de raids militaires victorieux, l'ensemble du territoire qu'il est censé administrer est pacifié. En dehors de certains districts de l'extrême sud et de quelques îlots d'irréductibles qui ne déposeront les armes qu'au milieu des années

© AFP

Le résident général Augustin Guillaume.

PACIFICATION. Dessin représentant la rébellion d'El Hiba, dans le sud marocain.

1930, l'autorité française, et partant, celle du sultan, s'étend sans discontinuer d'Oujda à Agadir. L'héritage de Lyautey au Maroc ne se limite évidemment pas à la *«pacification»*. Il repose en fait sur un effort certain de modernisation et sur la volonté non moins puissante de s'appuyer sur des traditions ancestrales. Ainsi Lyautey a-t-il été un bâtisseur : il dote les vieilles cités marocaines de quartiers modernes, situés à l'extérieur des médinas, il construit les premières routes et veille à restaurer les vieux édifices. Politiquement, Lyautey a revendiqué le lustre nouveau dont il a su parer la dynastie alaouite. *«Je suis le premier serviteur de Sidna»*, avait-il pris l'habitude de claironner, prenant même beaucoup de plaisir à tenir l'étrier du sultan montant à cheval. Loin des tentatives de Moulay Abdelaziz pour arrimer le Maroc aux valeurs progressistes occidentales, Lyautey préfère revivifier des institutions archaïques. Dans sa conception de l'Etat, nulle place pour la séparation des pouvoirs. Au contraire, il s'accommode très bien de l'omniprésence du religieux dans la sphère politique. En 1917, dans un discours aux notables marocains, il affirme : *«La source de toute autorité est chez le sultan. Son autorité religieuse et son pouvoir politique s'étendent sur toutes les villes et les tribus de l'Empire dont les pachas et les chefs sont ici. Je représente à ses côtés le gouvernement français qui, depuis cinq ans, a apporté à ce pays, la force nécessaire pour mettre fin à l'anarchie, et les ressources financières, le personnel et les moyens matériels modernes destinés à féconder ses richesses naturelles et à lui donner la prospérité»*.

Ainsi, la conception du Protectorat selon Lyautey est celle d'un pays gardant ses institutions, se gouvernant et s'administrant lui-même avec ses organes propres, sous le simple contrôle d'une puissance européenne. Mais celle-ci, substituée à lui pour la représentation extérieure, prend en charge l'administration de son armée, de ses finances, et le dirige dans son développement économique. En 1916, devant la Chambre de commerce de Lyon, Lyautey définit ainsi le cadre de son action au Maroc : *«À nul pays ne convenait mieux le régime du Protectorat, régime non pas transitoire, mais définitif qui a, comme caractéristique essentielle, l'association et la coopération étroite de la race autochtone et de la race protectrice, dans le respect mutuel, dans la sauvegarde scrupuleuse des institutions traditionnelles»*.

«Le sultan, déclare-t-il en 1922, a seul qualité pour légiférer au Maroc, dès lors qu'il s'agit de ses sujets, lesquels sont des ressortissants, non seulement politiques mais encore religieux. C'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue un seul instant. C'est par dahirs du sultan seul, en plein accord avec l'Etat protecteur et son représentant que cette contribution peut se régler et non par des lois ni par des décrets émanant de la métropole».

Le legs lyautéen

Son successeur, Théodore Steeg, s'empresse de rompre avec la philosophie de Lyautey. À son arrivée au Maroc, prenant l'exact contrepied de son prédécesseur, il affirme : *«Il existe non pas un Maroc mais des Maroc qui demeurent à la vérité sous la haute autorité du Sultan, mais dont les types administratif, économique et même ethnique sont très différents. Nous nous trouvons après tout dans la situation de l'Algérie une quinzaine d'années après la conquête»*. Faisant désormais sienne la politique de l'administration directe, la France prend plus que jamais ses aises au Maroc. Mais jusqu'à la déposition de Mohammed Ben Youssef en 1953 par Augustin Guillaume, et malgré les coups de sang d'Alphonse Juin, la France honore plutôt qu'elle ne brime son sultan chérifien. C'est cela le legs lyautéen : une monarchie relégitimée, à nouveau immaculée, un symbole dont pourront s'emparer les nationalistes marocains à l'orée des années 1940...

RELAIS. Ici avec Théodore Steeg à Rabat, en 1924.

NOMINATION.
Le Résident Général fut brièvement ministre de la guerre en 1916.

© DR

LYAUTEY MINISTRE DE LA GUERRE

LE GRAND MALENTENDU

C'est un poste hautement stratégique qui plus est, en pleine guerre mondiale. Mais Hubert Lyautey ne sera responsable des armées de France que durant 11 semaines. Mal aimé des politiques, jalousé des militaires, le patron du Protectorat marocain ne sera pas retenu comme un héros de la Grande Guerre...

PAR YOUNES MESSOUDI

«*Ils sont fous, complètement fous! Une guerre entre Européens, c'est une guerre civile! C'est la plus monumentale ânerie que le monde ait jamais faite*». C'est à ses proches officiers du Maroc qu'Hubert Lyautey dit ce qu'il pense de la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne le 3 août 1914. Moins de deux années plus tard, il sera en charge de mener l'armée de son pays vers la victoire. Entre temps, le Résident Général est solidement installé à la tête du Protectorat français au Maroc depuis 1912. Au moment où éclate la Première Guerre Mondiale, Paris compte sur le général Lyautey, mais depuis le Maroc. La métropole a besoin de vivres et de soldats. Ce dont va s'employer avec acharnement le futur Maréchal. Aussitôt, il suspend les exportations agricoles pour les

© DR

INSPECTION.
Lyautey en visite dans les tranchées.

consacrer entièrement à la France. Surtout, il envoie aussitôt la 1ère division marocaine, suivie quelques semaines plus tard par brigade de «*chasseurs indigènes*», dite «*brigade marocaine*». Soit des milliers de soldats pour soutenir les alliés en Europe.

Pendant ce temps, la guerre de «pacification» continue...

Cependant, Hubert Lyautey ne compte pas sacrifier sa guerre de «*pacification*» au Maroc et craint que les résistants, dont certains sont soutenus financièrement par l'Allemagne, ne s'enhardissent et récupèrent des territoires perdus. Il est vrai que les Allemands sont actifs au Maroc et ne se privent pas de viser personnellement Lyautey en incendiant son château de Crévic en Lorraine, à l'été 1915. À l'automne 1916, la France et son armée sont au plus mal. La gigantesque bataille de la Somme a tourné à l'avantage de l'Axe, et Paris est menacé. Les parlementaires poussent le Président du Conseil, Aristide Brillant, à créer un «*organisme d'action*». Il décide alors de nommer Hubert Lyautey, qui jouit d'un grand prestige militaire, ministre de la Guerre.

Le Résident Général apprend sa nomination par un télégramme du 11 décembre 1916. À la hâte, il règle son intérim marocain et rejoint Paris. Il constate alors qu'une crise politique déchire les responsables français, civiles et militaires. Surtout, il comprend qu'il ne jouit pas d'un pouvoir étendu, ce qui nuit, selon lui, à l'effort de guerre.

Face à sa demande d'une unité de commandement, le gouvernement choisi plutôt un comité de guerre de cinq membres, détaché de son ministère. Lyautey n'a par exemple, pas la main sur le ravitaillement et sur les stratégies de batailles. Il doit également faire face à l'inimitié de Robert Georges Nivelle, fraîchement promu généralissime et commandant en chef des Armées. Ce dernier propose un plan pour l'offensive au Chemin des Dames, pilier de la contre attaque française. Lyautey s'y oppose et dénonce «*un manque de préparation évident*». Les faits lui donneront raison, et l'offensive de Nivelle est un retentissant échec. Entre temps, et face à son impuissance à imposer un commandement uni, Lyautey cède sa place en même temps qu'Aristide brillant à la présidence du Conseil.

Il rentre au Maroc en juin 1917. Il n'en repartira qu'en 1925, là encore à cause d'un profond désaccord avec un autre héros militaire français, le Maréchal Pétain.

GUERRE.
Lyautey au chevet des blessés, un ministre réduit aux tâches protocolaires.

© DR

ON L'APPELAIT MADAME LA MARÉCHALE

Si sa mémoire s'est estompée, ce n'est pas seulement à cause de sa discrétion légendaire. Inès de Bourgoing, devenue madame Lyautey en 1909, est victime de l'aura de son mari, et probablement aussi de "l'homosexualité" reconnue de celui-ci. Pour autant, son œuvre sociale au Maroc mérite que son nom soit retenu. Surnommée Madame La Maréchale, de Bourgoing est l'instigatrice, entre autres, des premières colonies de vacances dans le royaume...

PAR YOUNES MESSOUDI

Fidèle, même au-delà de la mort. Lorsqu'Inès de Bourgoing rend son dernier souffle à Casablanca en 1953, à l'âge de 91 ans, s'est aux côtés de son mari, à Rabat, qu'elle est enterrée. C'est encore auprès de son époux, que sa dépouille est rapatriée à Paris en 1961. Et c'est toujours dans la mort qu'elle est, cette fois, séparée de lui : lui est resté aux Invalides, et elle, sera inhumée à Thorey, fief lorrain des Lyautey.

Inès de Bourgoin semble tout aussi attachée au Maroc que son Maréchal de mari. Elle y passe de nombreuses années même après le retrait du Maréchal en 1925 et sa disparition en 1934. Un lien fort qu'elle doit bien sûr à son époux, mais qu'elle a aussi tissé par elle-même.

Née en 1862, Inès de Bourgoing est d'une lignée de noble, et devient à sa naissance la filleule de l'impératrice Eugénie, épouse de Napoléon III (1852-1870). Suivant la coutume de son milieu d'origine, Inès est mariée en 1880 à un officier de haut rang, le capitaine Joseph Antoine Fortoul, avec qui elle a trois enfants. Mais en 1900, ce dernier est mortellement blessé en Indochine avant de trépasser en France. Dès lors, la désormais veuve va entièrement consacrer sa vie à l'assistanat social et médical. Dès l'année suivante, elle est diplômée infirmière et intègre bénévolement la Société de Secours aux Blessés Militaires. En 1907, devenue infirmière-major, elle est envoyée à Casablanca porter assistance aux soldats français débarqués dans la ville. Face à l'impossibilité de les soigner correctement sur place, elle accompagne les blessés à Oran où elle rencontre un commandant de Division, un certain Hubert Lyautey. Si entre eux, la complicité est évidente, leur union civile, en octobre 1909, répond aussi à un intérêt commun.

© DR

Inès de Bourgoing à l'âge de 10 ans (1872).

Un couple de raison

Lyautey, alors âgé de 55 ans, doit répondre aux rumeurs liées à son homosexualité, qui pourraient nuire à une carrière qui s'annonce brillante. Quant à elle, elle trouve en la personne du Résident Général un homme de haut rang capable de lui fournir les moyens d'établir des actions sociales auxquelles elle ne fixe aucune limite.

MÉDECINE. De Bourgoing est une figure de l'histoire des infirmières de la Croix Rouge.

CARRIÈRE. Madame Lyautey, Présidente du Comité des Dames de la Société de Secours aux blessés militaires.

Dès 1912 et l'instauration du Protectorat, Inès de Bourgoing devient en quelque sorte *«la première dame du Maroc»*. Marie-José Chavenon, auteure d'un ouvrage biographique intitulé *«Inès Lyautey, L'infirmière, la Maréchale»* (éditions Gérard Louis, 2010), explique dans une interview accordée à une publication spécialisée dans les femmes de l'armée, qu'Inès de Bourgoing *«est toujours restée indépendante et active, n'hésitant pas à déserter continuellement le foyer, toujours dans le cadre de son travail. Lyautey, qui appréciait sa présence rassurante et ses qualités de maîtresse de maison, tant pour les réceptions officielles que pour le confort de leur intimité, pestait contre ses absences trop longues à son goût»*.

Le couple ne révèle que rarement son intimité en public. En revanche, c'est en public que l'épouse du Résident se distingue au Maroc. Selon sa biographe, *«elle n'a eu de cesse de créer en permanence des hôpitaux, dispensaires, maternités, gouttes de lait (PMI), sanatoriums, maisons de convalescence, etc. Elle insistait beaucoup sur l'éducation sanitaire des populations, attentive à quadriller le pays jusque dans les bleds les plus reculés»*. Concrètement, Inès fonde les premières écoles

INAUGURATION. La présence de Madame Lyautey est plébiscitée au Maroc, ici inaugurant un hôpital en 1947.

HOMMAGE.
Lors de l'inauguration du mémorial de son époux à Casablanca en mars 1936.

d'infirmières dans les grandes villes du pays avec la particularité notable d'y faire accéder les populations marocaines. En parallèle, elle est également pionnière dans la lutte contre la tuberculose qui fait alors des ravages. Si ses orientations politiques et idéologiques ne sont jamais affichées, elle fait preuve d'égard mais aussi d'ambiguïté à l'encontre des *«indigènes»* qu'elle nomme *«mes chers Marocains»*. Son action ne se cantonne pas seulement au domaine médical. Epousant le titre de son mari devenu Maréchal en 1921, Inès ouvre la première colonie de vacances au Maroc à Fédala (Mohammedia) en 1918.

Au chevet des soldats marocains

En quittant le Maroc en 1925 des suites de l'épisode de la Guerre du Rif, Hubert Lyautey sombre dans la déprime. Alors qu'il cesse drastiquement ses activités, son épouse fait tout le contraire. En 1926, elle prend la tête du Comité Central des Dames de la Croix Rouge Française. Un travail qui occupe l'essentiel de son temps. C'est à la mort de son époux en 1934 qu'elle renoue avec le Maroc.
Dans un texte hommage à Inès de Bourgoing, le colonel Pierre Geoffroy, qui est aussi président de la Fondation Lyautey, affirme qu'à Paris *«la Maréchale s'intéresse au sort des Marocains, étudiants en particulier, à la vie de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris, aux malades de l'hôpital musulman de Bobigny. Au Maroc, elle prend part aux travaux de la C.R.F. présidant les Assemblées générales de tous les Comités, aux œuvres, aux initiatives desquelles elle ne cesse de s'intéresser. En 1938, elle résilie ses lourdes fonctions à la tête de la Croix Rouge Française pour pouvoir se rendre plus souvent au Maroc»*.
Lorsque la Seconde Guerre Mondiale éclate en 1939, la Maréchale reprend du service à l'âge de

ELLE TROUVE EN LA PERSONNE DU RÉSIDENT GÉNÉRAL UN HOMME DE HAUT RANG CAPABLE DE LUI FOURNIR LES MOYENS D'ÉTABLIR DES ACTIONS SOCIALES AUXQUELLES ELLE NE FIXE AUCUNE LIMITE

78 ans. Elle prend alors la tête de la direction du service de 300 lits pour les grands blessés de la tête et de la moelle à l'hôpital militaire de Nancy. Face à la débâcle et à l'occupation de la France, Inès, selon Pierre Geoffroy, *«n'oublie pas 'ses chers Marocains', organisant des collectes pour que leurs prisonniers de guerre reçoivent des colis et réconfortant les familles au Maroc où elle se rend régulièrement»*.
Depuis Paris, la veuve Lyautey crée en zone libre des foyers d'accueil pour les soldats marocains blessés, convalescents ou évadés. En Métropole, c'est l'une des rares actions sociales destinées uniquement aux goumiers marocains, débarqués souvent malgré eux dans les horreurs du conflit européen.
À la fin de la guerre, Inès de Bourgoing, désormais octogénaire, s'accorde enfin du repos

© DR

Madame La Maréchale est morte le 9 février 1953 à Casablanca.

essentiellement au Maroc. Malgré les tensions de plus en plus croissantes entre le nationalisme et les autorités du Protectorat, l'épouse du Maréchal jouit d'une image de bienfaitrice. Dans un bref résumé de sa personnalité, sa biographe décrit une femme *«jolie et jouissant d'une excellente santé, elle était intelligente, cultivée, consciencieuse, raffinée, élégante et en un mot, brillante. Elle était aussi têtue, insistante, autoritaire, sévère, dans le cadre d'activités professionnelles qu'elle menait de main de maître, où elle ne tolérait aucune erreur, ni aucune faiblesse, appliquant ce concept en priorité à elle-même, en travaillant jusqu'à l'âge de... 90 ans !»*.
À l'instar de son époux, Inès de Bourgoing aurait éventuellement aimé un repos éternel sur les terres marocaines. Mais elle a gardé ce mystère, et d'autres peut-être, pour elle...

CONQUÊTE. Lyautey, au moment de la «guerre de pacification».

© DR

LYAUTEY L'ORIENTALISTE

À sa manière, le Maréchal incarnait et perpétuait cet «amour de l'Orient dans l'Occident chrétien». Pour le meilleur et pour le pire. **PAR MOULIM ELAROUSSI**

Dans *«Adieu Bonaparte»* de Youssef Chahine, on voit Patrice Chéreau dans le rôle de Napoléon Bonaparte en transe dans les zaouïas et les mosquées. Il se confond dans la foule des fidèles sans abandonner son uniforme, ni son regard malin. Selon les lectures, on pourrait comprendre que le cinéaste voulait donner de Napoléon Bonaparte l'image d'un conquérant pragmatique qui cherchait surtout à montrer aux Egyptiens qu'il était fasciné par leur culture. Mais cette scène, si elle avait eu lieu dans la réalité, supporterait plusieurs approches, dont la fascination de l'Orient, ce sentiment qui traversait l'Occident depuis la chute de l'Andalousie.
Ce qui est interprété comme une fausse dévotion, un jeu malicieux visant à tromper les incrédules, pourrait être lu comme un transport d'émotions devant une telle beauté spirituelle.

© DR

Napoléon Bonaparte.

C'est l'éternel débat sur le rapport qu'entretenaient les orientalistes, philosophes, littéraires, peintres avec leurs sujets de recherche ou leurs modèles artistiques. La même situation fut vécue par les ethnologues, les anthropologues et mêmes les archéologues qui durent s'expatrier pour étudier et analyser les sociétés non occidentales. L'autorité scientifique a dû générer un système de contrôle interdisant aux chercheurs cette relation amoureuse entre le scientifique et son objet de recherche. Cette interdiction fut élevée au rang d'un précepte religieux.

L'héritier de Napoléon Bonaparte

Hubert Lyautey semble porter ce paradoxe orientaliste que vécurent sans pouvoir s'en débarrasser Napoléon Bonaparte et Eugène Delacroix. Un amour et un rejet. Venir dominer ceux-là même qu'on admire. Les dominer en les enfermant dans des cages, derrière des murs ou en les figeant dans des dessins et des peintures. En arrêtant le temps et en luttant contre leur mutation. À ce propos, les historiens rapportent qu'à son arrivée au Maroc Lyautey donna l'ordre de ne rien changer à ce pays antique. Rien du tout, ni ses traditions, ni sa culture, ni même son système politique.
Tout comme Bonaparte, il s'engagea à défendre l'Islam ; n'est-ce pas lui qui avait présidé à la pose de la première pierre de la Grande Mosquée de Paris ? Un geste à l'adresse de la communauté musulmane en France certes, mais aussi un signe d'une grande importance pour l'élite intellectuelle et religieuse au Maroc et en Tunisie. Avec ce geste, Lyautey a montré qu'il avait une vision bien particulière de l'Islam.

HUBERT LYAUTEY SEMBLE PORTER CE PARADOXE ORIENTALISTE QUE VÉCURENT SANS POUVOIR S'EN DÉBARRASSER NAPOLÉON BONAPARTE ET EUGÈNE DELACROIX

Lyautey victime ou bourreau ?

Cette manière de gouverner la guerre et les gens n'est bien entendu pas vue de la

© DR

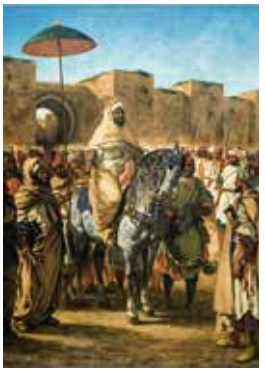
DIPLOMATIE. Lyautey s'est déplacé pour l'inauguration de la Grande Mosquée de Paris.

même façon selon les idéologies et les points de vues politiques. Tout comme Youssef Chahine à l'égard de Bonaparte, l'émir Chakib Arsalne, nationaliste arabe druzo-syrien, affirme en 1931 que «*Lyautey est un ennemi qui ne commet pas d'actes indignes. Il est au point de vue indigène le plus dangereux Français que le nord d'Afrique ait connu, parce que le plus sage. Il savait par sa sagesse calmer les Arabes. Lyautey tua l'indépendance du Maroc, mais sans l'humilier*». Pour avoir pu arracher un tel aveu à l'un des pères spirituels du nationalisme arabe, il fallait un talent particulier de la ruse ou un amour d'une manière inhabituelle pour les indigènes et leur culture.

Pourtant c'est vrai, c'est à cause de son respect de Abdelkrim Khattabi, que l'administration française à Paris avait jugé démesuré, qu'il fut éloigné de son poste au Maroc d'une manière peu élégante.

Certainement l'administration coloniale au Maroc a connu des profils humanistes, mais qui n'avaient ni la responsabilité ni le rang militaire de Lyautey. Les deux figures de la recherche furent, entre autres, René Brunel et Jacques Berque. Mais ce qui les lie par un fil imperceptible, c'est leur admiration et leur engagement pour le respect de la culture indigène. Avec cette différence, Lyautey œuvrait pour sauvegarder aussi bien les mentalités que les structures héritées de l'ère pré-Protectorat.

Cet amour pour l'ancien, l'archaïque, le rustique, ou l'authentique diront d'autres, s'il lui était inspiré par l'orientaliste Eugène Delacroix, ou tant d'autres, pourrait aussi trouver ses racines dans l'ascendance familiale de Lyautey. Sa famille compte de nombreux militaires, disent ses chroniqueurs. Son arrière-grand-père, Pierre Lyautey, qui était ordonnateur en chef des armées de Napoléon, eut quatre fils : Just, capitaine, mort au combat, Antoine Nicolas, général de brigade d'artillerie, Charles René, intendant général, et Hubert-Joseph Lyautey, général de division d'artillerie et sénateur du second Empire.



© EUGÈNE DELACROIX

HISTOIRE. Moulay Abderrahmane, immortalisé par Eugène Delacroix.

Lyautey ou l'orientalisme en politique

Il était royaliste et a donc tout fait pour sauver la monarchie au Maroc. Il jouait dans la hiérarchie du pouvoir le rôle des grands vizirs que connut le Maroc avant l'intervention coloniale. Il restaure le protocole de la cour et devient l'un des serviteurs de l'empire. Le roi ainsi que le cérémonial des protocoles deviennent pour lui un véritable musée de peintures orientalistes. Une façon de théâtraliser, en format réelle, l'oeuvre d'Eugène Delacroix «*Moulay Abd-Er-Rahman, sultan du Maroc, sortant de son palais de Meknès, entouré de sa garde et de ses principaux officiers*». Quand on dépouille sa biographie, on retrouve son admiration pour beaucoup d'orientalistes et de chercheurs dans la culture et la spiritualité de l'Islam et du Maroc plus particulièrement. Outre son amour pour Eugène Delacroix et Eugène Fromentin, il rencontre en Algérie le père Charles de Foucauld qu'il avait connu quand il était

encore officier de l'armée française. Il rencontre aussi Isabelle Eberhardt pendant la compagne qu'il conduisait contre les incursions des tribus à la frontière algéro-marocaine. Connue pour son amour inconditionnel pour les populations indigènes, on la disait aussi arabophile. Elle s'est convertie à l'Islam et intégra la confrérie Kadiria. Elle fascine Lyautey alors général, qui la décrit en ces termes : *«Elle était ce qui m'attire le plus au monde : une réfractaire. Trouver quelqu'un qui est vraiment soi, qui est hors de tout préjugé, de toute inféodation, de tout cliché et qui passe à travers la vie, aussi libérée de tout que l'oiseau dans l'espace, quel régal !»*.
Tout laisse à croire qu'il décrit ici ce qu'il aurait aimé être. Il évoqua aussi sa rencontre avec Charles de Foucauld, dont la quête spirituelle suscita chez le Maréchal des interrogations au plus profond de son être, où il se demanda s'il n'aurait pas pu suivre la même voie...

© DR

Charles de Foucauld.

Maroc. Hubert Lyautey est né en 1854. La France est alors orientaliste par la majeure partie de son élite artistique et intellectuelle. Puisque la Grèce et ses antiquités n'étaient plus à la mode, on alla de l'autre côté de la Méditerranée découvrir d'autres horizons, d'autres aventures, d'autres images... On pouvait ainsi croiser Alphonse de Lamartine à Beyrouth (1832-1833), Gérard de Nerval au Caire (1843), Théophile Gautier à Constantinople (1853) ou encore Gustave Flaubert et son ami Maxime du Camp à Jérusalem (1849-1850). À leur retour, outre de nombreux récits de voyages, quelques œuvres détonantes venaient mettre un peu de piment en littérature. Devrait-on citer le fondateur Lord Byron, auteur de romans où sont décrits, ou fantasmés d'une manière abondante, les cours des sultans et les harems infranchissables ? Le jeune Hubert nait dans cette effervescence intellectuelle et artistique.

POUR L'ÉMIR CHAKIB ARSALNE, «LYAUTEY EST LE PLUS DANGEREUX FRANÇAIS QUE LE NORD D'AFRIQUE AIT CONNU, PARCE QUE LE PLUS SAGE»

L'origine de la fascination orientale

Ce n'est pas étonnant qu'un fin lettré, bien né et élevé au plus haut rang de la hiérarchie militaire de l'empire colonial français, soit touché par le raffinement aussi bien spirituel que civilisationnel d'un pays comme le

CONCEPTION. La naissance du quartier des Habous à Casablanca doit beaucoup à Lyautey.

S'ajoute à cela, le fait qu'il soit descendant d'anciens serviteurs de Napoléon. Royaliste, avec un goût très prononcé pour l'ancien, il trouva au Maroc le terrain pour mettre en pratique ses idées et ses convictions. À peine installé dans ses pouvoirs dans le pays, il créa un service

© FLANDRIN

en vue de répertorier et de sauvegarder le patrimoine culturel.

La mise en pratique des idées orientalistes

Les architectures et les villes marocaines sont gardées dans leur intégrité tandis que de nouvelles cités européennes se construisaient à côté, en parallèle et sans se toucher. Afin de garantir la protection des monuments et des médinas, le général Lyautey crée ce fameux service qu'il nomma «*Service des Beaux-Arts, Monuments historiques et Antiquités*», et dont le chef et son adjoint sont deux artistes peintres : Maurice Tranchant de Lunel et Joseph de la Nézière, tous deux peintres orientalistes selon les œuvres qui ont porté leur signature. Pour lui la civilisation marocaine est millénaire, elle a connu de brillants échanges avec celles de l'Andalousie et traversé de belles périodes avec les Almohades, les Mérinides, les Saadiens et les Alaouites. Il veut ainsi, avec l'aide de ces artistes, lui redonner un autre élan mais toujours dans le respect total de la tradition.

Pour cela, il n'y aurait pas mieux que de la séparer de la civilisation européenne. Tout comme Delacroix, il pense que le Maroc est resté à l'abri de l'Empire Ottoman. Il n'a donc pas été vicié par les visions européennes. Ce qui se traduira par la construction des villes françaises séparément des villes arabes. Il ne fallait surtout pas que l'architecture des médinas emprunte un tant soit peu à l'architecture européenne moderne. Par contre, l'architecture moderne des villes françaises pouvait adopter quelques aspects du bâtiment marocain. Pour bien gérer cette difficile affaire, il fait venir celui qui alla devenir le bâtisseur du Maroc moderne : Henri Prost.

© DR

Henri Prost.

Prost, le maître qui réalisa le rêve

Né à Paris le 25 février 1874, élève de l'École des beaux-arts, il obtint en 1902 le grand prix de Rome. Afin d'étudier la Sainte-Sophie, il fit à Stamboul (l'actuelle Istanbul) un long séjour. Il viendra diriger le Service de l'Urbanisme et le Service des Plans des villes au Maroc de 1914 à 1922. Henri Prost fut considéré comme l'artisan des villes nouvelles, celui qui matérialisa les idées de Lyautey. Il n'était certes pas un inconnu qui venait faire fortune dans les colonies lointaines, il avait déjà réalisé des projets pour les villes de Paris, Metz

IL ÉTAIT ROYALISTE ET A TOUT FAIT POUR SAUVER LA MONARCHIE AU MAROC, JOUANT DANS LA HIÉRARCHIE DU POUVOIR LE RÔLE DES GRANDS VIZIRS

EXOTISME. Des Européennes en ballade dans le parc Lyautey.

© DR

et Istanbul. Son séjour en Turquie et son étude de la Sainte-Sophie firent de lui la cible privilégiée de Lyautey. Fin connaisseur de la culture occidentale et arabo-musulmane, il était la personne indiquée pour le projet orientaliste de Lyautey au Maroc. Mais Lyautey savait qu'il ne pouvait pas maintenir éternellement les indigènes dans une situation immuable comme des objets de musée. Ainsi dans une note intitulée politique du Protectorat, datée du 18 Novembre 1920, Lyautey précise : «*Il faut crier casse-cou. Au contact de l'Européen, soyons sûrs, je le répète, qu'il va se former très vite une jeunesse ambitieuse, se jugeant insuffisamment employée, s'éduquant elle-même, apprenant le français, et dès qu'elle sentira sa valeur et sa force, se demandera pourquoi elle est tenue à l'écart de la gestion des affaires publiques*».

De là est née l'idée de construire une nouvelle médina à Casablanca, où l'élite dite musulmane pouvait se différencier de la foule ignorante sans toutefois se confondre avec les occidentaux. Et ce fut à Henri Prost d'imaginer cette ville qui n'est plus traditionnelle, mais qui n'est pas moderne non plus. Une ville orientaliste.

Si on a souvent dit que la notion de tradition et modernité qui continue à trouver du crédit aussi bien auprès du makhzen que des partis politiques au Maroc, était une fabrication coloniale, ce n'est pas tout à fait faux. La nouvelle médina de Casablanca, appelée actuellement Quartier des Habous, fut créée pour cette élite urbanisée et cultivée. Beaucoup de facteurs ont présidé à un tel choix : politiques, économiques culturels et civilisationnel, mais au bout du compte tout cela répondait à la vision orientaliste du Maréchal. Laisser intacte la culture locale et reproduire au maximum et à l'infini le modèle antique du Maroc d'Eugène Delacroix et de Froment, les peintres qui ont enchanté et subjugué le regard occidental avec des peintures sorties de l'antiquité lointaine.

De ce fait Lyautey semble sortir lui aussi d'un roman des premiers romantiques : Don Juan de Lord Byron.

PREPAIRE.
Place de France à Casablanca, dans les années 1910.

© FLANDRIN

EXPÉRIMENTATIONS.
Casablanca a été un laboratoire d'urbanisme.

© DR

INTERVIEW

PIERRE VERMEREN

HISTORIEN SPÉCIALISTE DU MAGHREB COLONIAL

EN CETTE NOUVELLE PÉRIODE DE DÉBAT AUTOUR DE L'HÉRITAGE COLONIALE DANS LE MONDE, UNE FIGURE SE DÉTACHE LARGEMENT DANS LE CAS DU MAROC. HUBERT LYAUTEY, *«L'ARCHITECTE DU PROTECTORAT»*, INCARNE QUASIMENT À LUI SEUL CETTE PARENTHÈSE DE NOTRE HISTOIRE. MALGRÉ LES INNOMBRABLES ÉTUDES FAITES À SON SUJET, IL GARDE UNE PART DE MYSTÈRE QUI FASCINE HISTORIENS ET GRAND PUBLIC. PIERRE VERMEREN, L'UN DES SPÉCIALISTES RECONNUS DE LYAUTEY, NOUS EXPLIQUE LES PARADOXES DE CE PERSONNAGE TOUJOURS AUSSI ÉNIGMATIQUE, UN SIÈCLE APRÈS SON PASSAGE DÉCISIF AU MAROC...

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMI LAKMAHRI

«LA VRAIE MARQUE DE LYAUTEY, C'EST SON RESPECT DE LA MONARCHIE»

Aujourd'hui, la sépulture de Lyautey repose aux Invalides. Il avait pourtant émis le souhait d'être enterré au Maroc où, d'ailleurs, il a reposé quelques années après sa mort. À travers cet exemple, que révèle la mémoire partagée du personnage ?

Lyautey est un homme de synthèse : un officier monarchiste français au service de la République française, et un officier colonial qui a tiré consciemment les enseignements des erreurs coloniales pour épargner au Maroc les erreurs commises en Algérie. Il l'a fait à sa manière et sans pouvoir engager l'action de ses successeurs. Mais il a voulu préserver le Maroc dans ses cadres politiques et religieux, et un siècle après, ils sont là. Lyautey est par ailleurs un esthète qui a idéalisé le Maroc et travaillé à la préservation et à l'embellissement de son patrimoine. C'est enfin un visionnaire qui avait prévu beaucoup de choses quand on relit ses écrits : la folie meurtrière et sans issue de la Première Guerre Mondiale ; la revanche inéluctable de l'Allemagne après l'humiliation du traité de Versailles décidée par son grand rival, Clémenceau ; la décolonisation inéluctable des peuples d'Afrique et d'Asie, et l'ami-

Jeune officier, Lyautey a bâti sa carrière en terres coloniales.

© ZAMANE

© AFP

Avec le sultan Moulay Youssef, que Lyautey a choisi pour succéder à son frère Moulay Hafid en 1912.

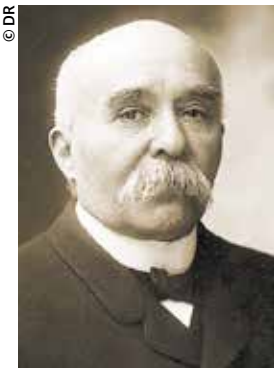
tié souhaitable de leurs élites avec l'ancienne puissance coloniale… Il a prouvé qu'on peut être un grand homme politique sans faire de la politique au sens habituel du mot. Sa mémoire peut être partagée sur bien des points.

D'une manière récurrente, le débat sur l'héritage colonial refait surface un peu partout dans le monde. Au Maroc, les polémiques concernent l'usage de la langue française, le patrimoine architectural et la statue équestre de Lyautey aujourd'hui à l'abri dans l'enceinte du consulat général de France. Pensez-vous qu'il s'agit d'un nationalisme exacerbé ou d'un rejet de la mémoire coloniale ? Pourquoi, à votre avis, aucun historien marocain n'a consacré un travail d'envergure sur Lyautey ?

C'est effectivement un mystère. Les historiens marocains ne s'intéressent pas ou marginalement à l'histoire du pays qui a colonisé le leur pendant 44 ans, c'est dommage mais c'est ainsi. Les polémiques récurrentes sont dans la nature des temps postcoloniaux. Il y a hélas une forme d'algérianisation de la vision que certains Marocains se font de la France et de l'histoire coloniale ; c'est peut-être dû à la fréquentation entre Marocains et Algériens au sein de l'immigration en France, ce serait une question intéressante à étudier. Ce qui est étonnant, c'est que ceux qui pourraient protester ou récriminer contre la France ne le font pas directement. Il s'agit d'une part des héritiers de la mémoire tribale berbère qui ont été combattus les armes à la main par la France. Mais aussi de la famille royale qui a été malmenée à plusieurs reprises, notamment en 1953. Mais ces acteurs se sont par la suite réconciliés avec la France, et des traits ont été tirés sur le passé. Dans les années 1960, les peuples décolonisés, fiers de leur indépendance et optimistes, n'en avaient plus rien à faire de ce passé colonial. C'est la dureté de notre époque et les échecs politiques et économiques de notre temps qui ramènent ces rancœurs anachroniques. Et puis c'est l'air du temps. Puisqu'on ne parvient pas à préparer un avenir attrayant, on criminalise le passé, ici et ailleurs.

«LES HISTORIENS MAROCAINS NE S'INTÉRESSENT PAS OU MARGINALEMENT À L'HISTOIRE DU PAYS QUI A COLONISÉ LE LEUR PENDANT 44 ANS, C'EST DOMMAGE, MAIS C'EST AINSI»

© DR



Georges Clemenceau, homme politique parmi les rivaux de Lyautey.

Avant même de prendre le pouvoir au Maroc, Hubert Lyautey développait un certain regard sur le colonialisme. En quoi était-il particulier ? Peut-on le qualifier d'orientaliste ? Pourquoi fustige-t-il régulièrement les *«colons»* tout en étant lui-même artisan de la colonisation du Maroc ?

Lyautey est un monarchiste français déçu. Il quitte la France après la mort du dernier héritier sans descendant de la couronne de France. Il devint officier colonial : 10 ans en Algérie en deux séjours, et des années en Indochine et à Madagascar, aux côtés de Gallieni. Quand il arrive au Maroc en 1912 à 58 ans, c'est un officier colonial accompli qui a eu le temps de méditer les violences, les erreurs et les brutalités de la colonisation. Aux côtés de Gallieni, il a appris à respecter les populations colonisées sous son commandement, dans des milieux où il y avait un Français pour des dizaines de milliers de Malgaches ou de Vietnamiens. Pas question donc de faire le malin ou d'adopter un comportement injuste. Le seul moyen de coloniser est alors d'apporter une forme de justice, ou plutôt de combattre certaines injustices féodales, serviles, criminelles ou divers abus de pouvoir ou d'autorité. C'est très différent de l'Algérie du XIXème siècle qui est d'abord vue comme une Nouvelle France, un territoire à occuper et à franciser entièrement. Comme il n'y a pas beaucoup de colons français qui s'installent, et que les «indigènes» sont là en grand nombre, la France coloniale s'adapte : mais l'idée de la table rase demeure. Lyautey déteste cette idée et veut absolument l'épargner au Maroc.

À l'aube du Protectorat sur le Maroc, c'est Eugène Regnault, diplomate et rédacteur du Traité de Fès qui est pressenti au poste de Résident Général. Comment le militaire Lyautey a-t-il renversé la vapeur à son profit ? Peut-on parler d'une forme de coup d'Etat ? Sans trop verser dans *«l'histoire-fiction»*, pensez-vous que la nature même du Protectorat français aurait été radicalement différente sans Lyautey ?

Non, on ne peut pas parler de coup d'Etat, car dès 1907, Lyautey, qui est commandant militaire de l'Oranie, accompagne le diplomate Eugène Regnault lors de leur première entrevue avec le Sultan à Rabat. On ne peut pas opposer les diplomates et les officiers de la colonisation sous la IIIème République, car les querelles franco-françaises disparaissent à l'étranger durant cette période nationaliste.

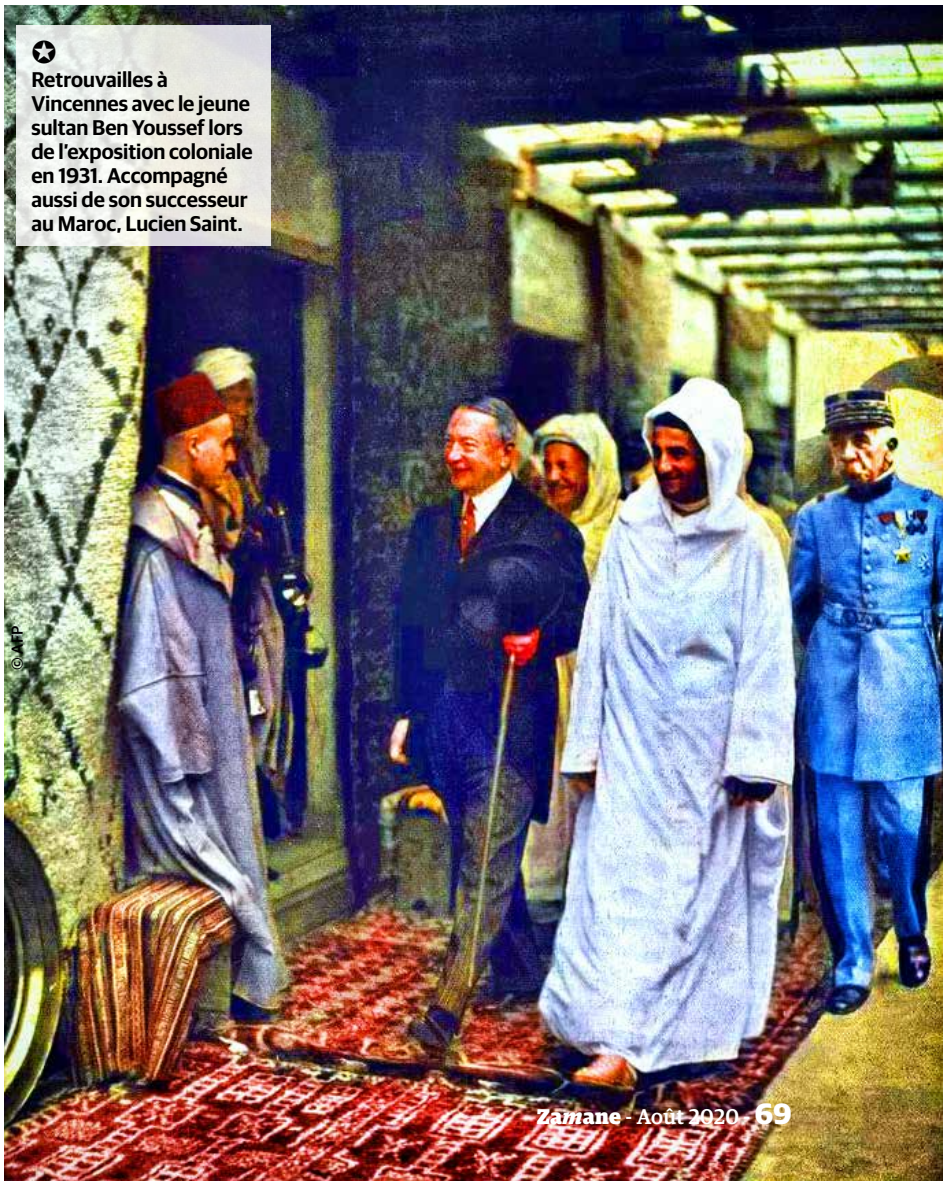
Tout le monde sait, en 1912, que Lyautey, qui a été muté en France l'année précédente, est très attentif aux affaires marocaines, et qu'il milite depuis des années pour le protectorat français sur le Maroc. L'insurrection qui éclate à Fès contre le traité de Protectorat, en avril 1912, oblige d'urgence l'Etat à rappeler Lyautey, car la situation militaire est périlleuse. Quand il arrive sur place en mai, le siège de la capitale impériale par les tribus berbères aggrave la situation : Lyautey sauve la situation in extremis pour la France et le sultan, grâce aux troupes arrivées d'Algérie. Seul un officier peut dès lors diriger le Maroc, et Lyautey est le mieux indiqué. La très longue *«pacification»* du Maroc, selon le mot de Lyautey (bien qu'elle soit en réalité une guerre), puis la guerre de 1914-18, qui oblige le Maroc à envoyer ses meilleures troupes en France, justifient par la suite le maintien du général, promu maréchal, à la tête du protectorat. Pour revenir à votre question, la vraie marque de Lyautey, c'est son respect de la monarchie.

© DR

Eugène Regnault, diplomate français pressenti à la tête du Protectorat avant l'arrivée de Lyautey.

Pensez-vous que le monarchisme avéré de Lyautey était un handicap dans sa carrière au service de la République ? En a-t-il joué dans sa politique sultanienne au Maroc ? La France a-t-elle connu des expériences coloniales similaires à celle du Maroc dans la préservation relative d'un régime traditionnel ?

Non, je ne pense pas que ce fut un handicap. Ce fut une gêne pour ses ambitions politiques parisiennes. Lyautey rêvait d'être ministre de la Guerre (il le fut trois mois pendant la Grande guerre), puis président du Conseil. Mais il n'a pas la manière avec les députés et les chefs politiques qu'il méprise, et Clémenceau réussit à le faire tomber puis rentrer au Maroc. Mais dans sa carrière d'officier colonial, aucune gêne n'a entravé son action, bien au contraire. Son intelligence et son originalité le distinguent en officier d'excellence et les tâches qui lui sont confiées sont prestigieuses. C'est pourquoi il a quasiment carte libre au Maroc, personne ne se permet de le contester ou de réorienter son action, alors que théoriquement il dépend du ministre des Affaires étrangères. Ses ennemis attendent son premier gros échec (bien qu'il l'ait anticipé) pendant la guerre du Rif, en 1925, pour le faire rappeler à Paris. Mais la longueur



Retrouvailles à Vincennes avec le jeune sultan Ben Youssef lors de l'exposition coloniale en 1931. Accompagné aussi de son successeur au Maroc, Lucien Saint.

© AFP

©DR

Lyautey et son épouse quittent le Maroc en 1925.

«LES TRIBUS RÉSISTENT AVEC COURAGE, TÉNACITÉ ET PARFOIS ACHARNEMENT. LA VIOLENCE DE LA GUERRE EST UNE RÉALITÉ. POUR REPRENDRE LA FORMULE DE LYAUTEY, "ON NE COLONISE PAS AVEC DES PUCELLES !"»

de son mandat au Maroc est exceptionnelle. Lyautey s'est inspiré des expériences des protectorats de Tunisie et d'Indochine (où il y en avait alors quatre) qui consacraient la famille régnante à la tête d'un pays protégé. Mais nulle part, la famille n'a été aussi soigneusement valorisée et protégée que la famille alaouite sous Lyautey.

Le transfert des cendres du Maréchal en France a eu lieu aux Invalides, le 10 mai 1961.

© DR

En tant que Résident Général, l'action politique de Lyautey semble teintée de paradoxes durant ce qu'on appelle les campagnes de pacification. Sa stratégie de la *«tâche d'huile»* fait-elle aussi de lui un Résident Général violent ?

Disons que sous couvert de pacification, Lyautey, avec son armée coloniale composée de troupes mixtes franco-marocaines et d'unités étrangères, a conduit une guerre au long cours. La *«pacification»* du Maroc a commencé dès 1903-1904 sur les confins orientaux où se trouve Lyautey côté algérien. Puis il y a la prise de Casablanca, de la Chaouïa et d'Oujda. Enfin, la conquête-pacification proprement dite commence en 1912, et allait encore durer 22 ans, jusqu'en 1934-35. Cela n'en finit pas. Les 400 tribus marocaines, sans parler des 70 tribus du nord, ont toutes combattu à tour de rôle l'armée de *«pacification»*. L'épisode le plus saillant est la guerre du Rif, mais cela ne s'arrête pas pendant des décennies. L'armée coloniale est un rouleau compresseur qui prend son temps et s'adapte aux conjonctures. La technique de la tache d'huile qui avait fonctionné sur les confins devient assez inopérante après 1912, et c'est une

La statue équestre de Lyautey avant d'intégrer le consulat de France à Casablanca. Objet de polémiques sur l'héritage colonial.

©DR

victoire les armes à la main, avec reddition et cérémonie de l'aman (de nature féodale) qu'il faut réaliser. Cela prend du temps, de longs efforts, car les tribus résistent avec courage, ténacité et parfois acharnement. La violence de la guerre est une réalité. Pour reprendre la formule de Lyautey, *«on ne colonise pas avec des pucelles !»*.

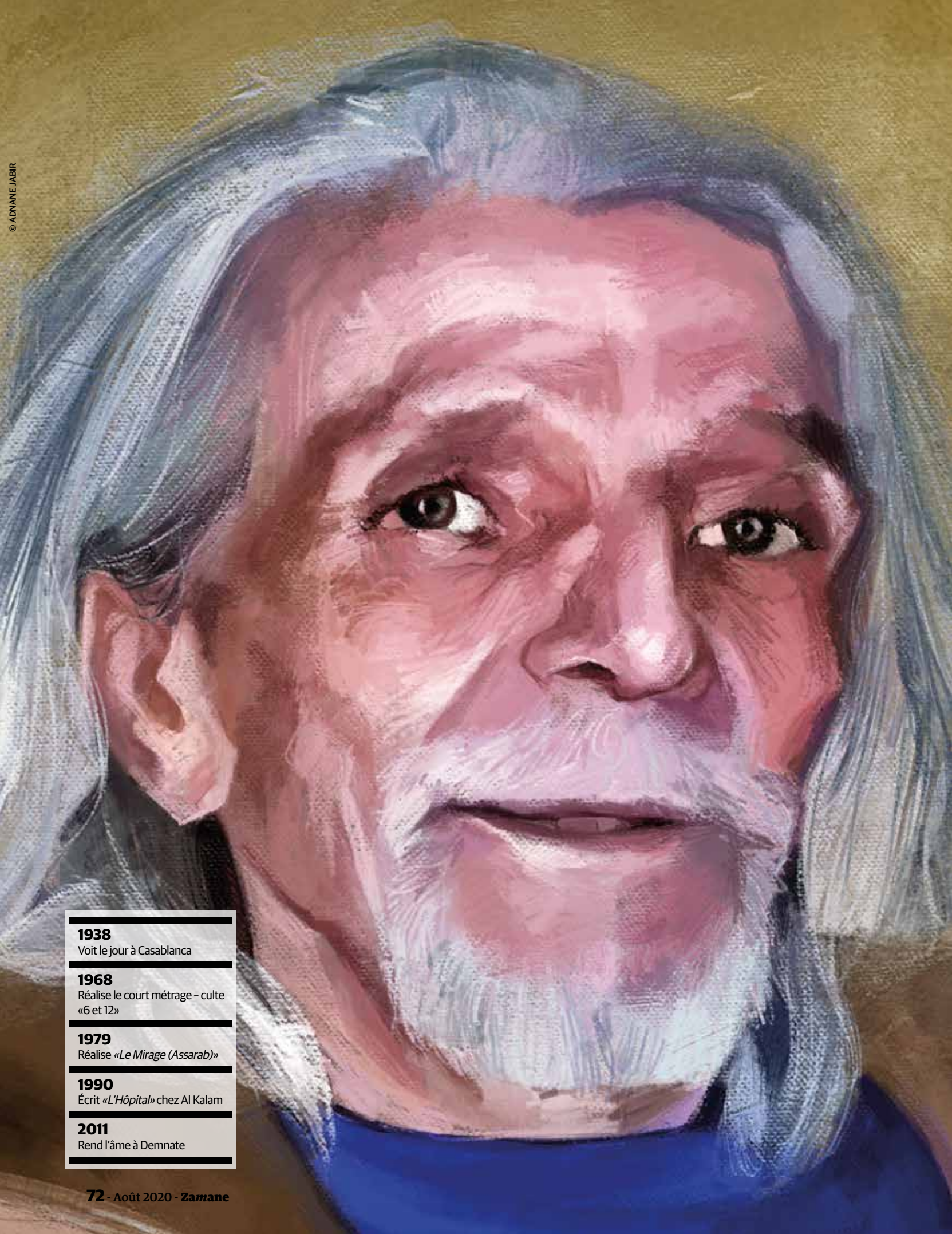
La vie intime de Lyautey fait partie des énigmes du personnage. Que sait-on exactement de son homosexualité supposée ? Jusqu'à quel point l'a-t-il assumée, d'autant plus dans un pays musulman ? Que sait-on de son épouse Inés de Bourgoing et de son rôle auprès du Maréchal ?
L'époque était si différente de la nôtre que les choses étaient tues et se faisaient avec discrétion. En France, l'homosexualité était pénalisée, mais chacun vivait assez librement s'il n'y avait pas de trouble à l'ordre public, surtout dans les milieux dominants de la société. Les Français comme les Marocains ont toujours su faire la part des choses. Lyautey a été longtemps un vieux garçon, ni marié, ni pratiquant de telle ou telle sexualité. Apparemment, Lyautey a eu des amants à partir de sa période indochinoise, à l'âge de 40 ans. Au Maroc, il vivait entouré d'une coterie de jeunes officiers qui faisait jaser.
Mais entretemps, en 1909, il s'est marié par convenance à 55 ans à une veuve de son rang âgée de 47 ans, infirmière pionnière et très active, et mère de trois enfants, avec laquelle il a vécu durant 25 ans, même si ses campagnes et fonctions les ont souvent éloignés. Ils n'ont pas eu d'enfant à leur âge ! Pour autant, la *«Maréchale»* a joué un grand rôle au Maroc en assumant ses fonctions de femme de haut diplomate ; femme de son temps, Inès de Bourgoing, filleule de l'impératrice Eugénie, a mené des œuvres sanitaires et médicales sans relâche au Maroc, notamment au profit des soldats malades et blessés. Ce qui lui a valu bien de la reconnaissance.

En bref, que doit le Maroc d'aujourd'hui à Lyautey ? Quelle image cultive-t-on de sa mémoire en France, et en quoi est-elle différente de celle gardée au Maroc ?

Lyautey reçoit le sultan Ben Youssef et son jeune fils Moulay Hassan dans sa résidence en Lorraine, 1931.

© DR

Le Maroc doit en partie à Lyautey, mais pas seulement, la stabilité et la pérennité de son régime. C'est ce qu'il a voulu et c'est ce qui est advenu. Chacun fera le commentaire qu'il entend. Peut-être lui doit-il aussi en partie sa sérénité face à son histoire et sa quiétude face à son identité culturelle et nationale. C'est très loin d'être le cas dans d'anciens pays décolonisés. L'héritage francophone qu'il a voulu réserver à une poignée d'élites s'est considérablement développé. Par ailleurs, la mémoire patrimoniale est très présente (comme celle des villes impériales), même si elle se focalise sur l'héritage islamique au détriment des constructions lyautéennes exceptionnelles de Casablanca, largement détruites.
La puissance de Casablanca est un autre héritage typiquement lyautéen, de même que la prégnance des corps d'ingénieurs et d'officiers sur l'Etat marocain. Enfin, la nature autoritaire de l'Etat est un aspect de l'héritage que l'on ne peut négliger. En France paraissent régulièrement des biographies de Lyautey, mais la mémoire coloniale et celle des gloires militaires sont devenues honteuses, ainsi que Hassan II l'avait remarqué et déploré. C'est dire qu'en dehors des héritiers, des militaires et des spécialistes, la mémoire française de Lyautey est devenue ténue.



© ADNANE JABIR

1938
Voit le jour à Casablanca

1968
Réalise le court métrage – culte «6 et 12»

1979
Réalise *«Le Mirage (Assarab)»*

1990
Écrit *«L'Hôpital»* chez Al Kalam

2011
Rend l'âme à Demnate

Ahmed Bouanani Poète jusqu'au bout des ongles

La meilleure manière de raconter un personnage comme Ahmed Bouanani est de le raconter à la première personne. Prêts ? Partez !

PAR MOULIM EL AROUSSI

Nous sommes dans les années 1980, une amie devait récupérer un document chez quelqu'un à Rabat avant de me raccompagner à Casablanca. Elle m'invite à passer chez des amis, le temps de dire bonjour, récupérer le document et repartir.

Nous nous engouffrons dans le couloir d'un immeuble, j'oublie si c'était au rez-de-chaussée ou à l'étage, mais je me trouve dans une habitation qu'il m'est difficile de qualifier aujourd'hui. Était-ce un appartement, un studio ou autre lieu de résidence indéfinissable ? Je ne savais pas chez qui j'allais, ni quel personnage j'allais rencontrer. L'amie ne m'avait rien dit. Le soleil avait déjà entamé son plongeon dans l'océan de Rabat, et l'habitation dont on franchissait le seuil, mon amie et moi, était déjà enveloppée dans une légère obscurité. Je me trouve à l'entrée, après l'ouverture de la porte, devant une scène du peintre espagnol Francisco Goya. Très peu de couleurs et une touche tragique émanait de la scène. Comme par magie, des lumières venaient exposer certains objets et oblitérer d'autres. Mon regard était dirigé vers le premier personnage assis, au fond de la pièce, comme dans une scène absolument théâtrale. Dès que mon regard tomba sur lui, je l'ai tout de suite reconnu. C'était bien le cinéaste Ahmed Bouanani, dont je connaissais déjà les textes amoureux et savants sur la culture populaire dans les premiers numéros de la revue *«Souffles»* que dirigeait Abdellatif Laâbi et qui fut arbitrairement interdite au début des années 1970. Mais il était surtout celui qui avait enchanté les cinéphiles de ma génération par son film *«Mirage (Assarab)»*.

Profil de l'artiste, en 1970.

© DR

Le silence du magicien

Il était assis sur un tapis au pied d'un lit et lui faisait face son épouse Naïma Saoudi, la célèbre costumière du cinéma marocain. Il me fait signe de m'asseoir sur un vieux fauteuil et invita par la même la dame que j'accompagnais. J'étais installé au centre, à la même distance des deux époux. Ahmed Bouanani ne parlait pas beaucoup, mais semblait tirer la force de ses mots du silence absolu de sa femme. Le regard de Naïma Saoudi fixait son mari. Il avait un silence que beaucoup rappellent à chaque fois qu'ils évoquent le personnage.

Quand je lui ai demandé de parler de son père, Touda, la fille de Ahmed Bouanani, me dit tout simplement : *«Papa est silencieux»*. Elle le dit au présent comme si elle était toujours en présence de ce silence strident. Quant à son ami Belaïd Bouimid, il précise : *«Ahmed était un loup solitaire qui parlait peu, dessinait beaucoup et était un inconditionnel de l'humour noir»*.

Son silence était déroutant car il pesait souvent sur l'assistance, et surtout pendant les débats. Mais il ne se taisait pas parce qu'il n'avait rien à dire, c'est un silence qui faisait partie intégrante de son écriture et de sa création artistique. C'est le silence qui se trouve entre les mots, les

© DR

Avec sa femme Naïma.

phrases et les syllabes de son écriture. Quand on regarde *"Mirages"*, son film fétiche, et quand on écoute les dialogues, on se rend compte du poids du silence. Quand les comédiens martèlent les mots, c'est surtout pour leur donner le poids d'immenses rochers. C'est le silence de celui qui ne se laisse pas influencer par les mots de ses interlocuteurs. Il faut une grande qualité d'écoute pour accéder à ce stade.

C'est le même silence qui s'impose aux lecteurs de ses textes. Dans *"Au pays de la mémoire"*, publié dans «*Souffles*», on lit ceci : «*La mort imaginée. La mort conçue. Cercle de fil de fer. Puis les sauterelles s'écrasèrent sur la ville. Si je pouvais me rappeler les jours. Me rappeler des jours. Le cercle de fer. S'agrandit. Losange. Triangle. Il faisait froid*». Une série d'images, que rien ne relie en apparence mais qui en fait laissent au lecteur la possibilité de créer son monde en participant à l'écriture de l'œuvre. Le silence de l'écrivain prend son sens le plus évident.

La posture du sage

Mon amie me présente, il me connaissait de nom à travers ce que j'écris. La discussion prend une autre tournure. On parla de philosophie et de philosophie de l'art. On oublia l'assistance pendant un moment. Lors des débats et à chaque fois qu'il voulait argumenter un propos, il grimpait sur le lit, fouillait dans une montagne de documents pour sortir le livre d'un philosophe ou un texte de lui-même qu'il avait déjà écrit sur la question. Son lit faisait fonction de bibliothèque ou plutôt de dépotoir de livres et de documents. Un spectacle que je n'ai connu que chez un autre personnage aussi insolite que Bouanani, Hassan Lemniï à Meknès. Je suivais ses gestes et regardais son visage.

© DR

Bouanani en plein tournage.

Il avait quelque chose de particulier. Une phrase de Gilles Deleuze effleura la surface imperceptible de ma conscience : *«Les artistes à ce propos sont comme les philosophes, ils ont vu quelques choses tellement grand pour eux qu'elle a laissé une touche de la mort sur leur âme»*. C'est peut-être cette marque de la mort que j'ai vu sur son visage et qui m'a intrigué. Un visage qui porte une tragédie tel un héros de la mythologie grecque. Ou plutôt un sage des profondeurs de l'Afrique. Il porte son destin tragique sur le dos mais l'assume fièrement. Ce même sort transparaît dans son écriture. Le premier personnage de son long métrage est un héros sans gloire. Il va jusqu'au bout de son destin pour ne récolter que du mirage. Quelque chose est survenue dans sa vie.

La tragédie, son sort

Sa vie ressemble plutôt à une fiction romanesque qu'une chose réelle. On dirait un film qui fut écrit et réalisé par lui-même en payant de sa chair. Il perd son père dans un attentat alors qu'il était encore adolescent. Son père, inspecteur de police du temps du Protectorat, fut assassiné. Malgré cela il réussit plus tard à intégrer l'une des écoles de cinéma les plus prestigieuses au monde : l'IDHEC à Paris, l'ancêtre de la FEMIS (École nationale supérieure des métiers de l'image et du son). De retour au Maroc, il travaillera au CCM (Centre Cinématographique Marocain) en tant que monteur et réalisateur. Mais comme tous les jeunes de sa génération, on le soupçonnait de communisme. L'était-il vraiment ? Bouimid livre cette phrase qui décrit bien le personnage : *«Adepte de Marx, il n'en reniait pas pour autant Hegel et les anarchistes. C'était un communiste inclassable, un utopiste qui détestait Staline et se mettait hors clocher. Ni dieu ni maître»*.

Ce n'est certainement pas pour le communisme qu'il avait intégré le groupe «*Souffles*», mais bien pour des raisons intellectuelles et philosophiques. On le comprendra bien quand on verra disparaître son nom de la revue à partir du 7ème numéro. N'empêche qu'il a vécu l'interdiction arbitraire de la revue comme un drame et cela a généré en lui un pessimisme qu'il ne surmontait qu'avec un humour noir dont il avait le secret. On le sentait retiré du monde, abandonné à ses pensées.

Mais quand la tragédie semble être un sort, elle vous suivra jusqu'à la fin de la vie. Ainsi en 2003, il perd sa fille et avant de reprendre ses souffles, en 2006, sa maison part en flammes dans un incendie que personne n'a pu expliquer à ce jour. Ses livres mais surtout ses textes partent en cendres. Il décide alors d'aller affronter son sort là où il le fallait, sur le lieu même où il se sen-

Elégance et raffinement.

tait avoir des racines : Aït Oumaghar, non loin de Demnate dans le Haut Atlas. C'est dans ce lieu qu'il mourra en 2011, seul avec son épouse qui allait le suivre en 2012.

Le secret sera-t-il dévoilé ?

La tragédie et toutes les difficultés que vécut Ahmed Bouanani resteront sans explication. Il ne dit rien sur la mort de son père. Faudrait-il analyser ses textes et ses films pour trouver une information enveloppée dans une métaphore ? Sur l'incendie de sa maison ? Mais pourquoi vouloir forcer des secrets que lui-même avait enveloppés de silence ?

Ahmed Bouanani n'était pas uniquement silencieux, il était aussi insaisissable tant au niveau de ses mots, qu'au niveau de son propre visage. Dans les photos on le voit le plus souvent de profil. Dans la réalité, il s'arrange toujours pour se trouver là où on ne peut le voir qu'ainsi. On ne voit que la partie éclairée de son visage. Cela lui donnait l'air d'un ermite en méditation ininterrompue.

Je l'ai rencontré seulement deux fois et par les deux fois ce fut le soir, dans l'obscurité. Dans les deux fois, il était vêtu de noir et Naïma Saoudi aussi avec quelques petites tâches de rouge ; je ne sais plus si c'était sur un bandeau sur sa tête ou sur sa robe.

La deuxième fois, je les rencontre chez un ami à Casablanca. Ils étaient tous les deux, Ahmed était joyeux, presque enfantin, mais Naïma avait un voile sombre sur le visage. Elle était brune certes, mais le voile qui tombait sur son visage avait la couleur de l'absence. Dans cette soirée, Bouanani a fait montre de sa parfaite connaissance de la culture populaire. La littérature orale aussi bien amazigh qu'arabe, les fêtes populaires, les musiques, les danses...

IL NE SE TAISAIT PAS PARCE QU'IL N'AVAIT RIEN À DIRE, CAR SON SILENCE FAISAIT PARTIE DE SON ÉCRITURE ET DE SA CRÉATION ARTISTIQUE

Le passeur de la culture

Il était certes marxiste mais il avait une autre idée du peuple. Pendant que ses camarades de *«Souffles»* avaient changé de direction, en optant pour le prolétariat comme proposition exclusive pour déterminer le peuple, Ahmed Bouanani restait attaché à la profondeur populaire, celle qui définit le peuple par sa production symbolique et non pas à partir d'un schème idéologique, ou uniquement comme force de travail. Il s'attachait à reprendre le patrimoine oral et à le traduire, le présenter et tenter l'effort de l'analyser. Dans le troisième numéro de *«Souffles»*, il publiait sa célèbre *«Introduction à la poésie populaire marocaine»*. En parlant de textes déjà consignés par écrit, puis traduits souvent par des anthropologues étrangers, il précisait : *«Toutefois, les récits qui nous sont rapportés dans ces recueils, le plus souvent dans des traductions qui laissent à désirer, sont incapables de rendre les nuances et la richesse des expressions et des images employées par le conteur, la délicatesse d'allusion et les tons spécifiquement marocains des contes et légendes populaires»*.

Le créateur inclassable

Bouanani a fait preuve de sa connaissance des secrets de la langue populaire en tant que scénariste ou réalisateur de films. Il était un communiste inclassable selon Belaïd Bouimid, mais cette inclassabilité va jusqu'à englober tout son travail. Était-il cinéaste, scénariste, poète, historien, anthropologue, romancier ou encore intellectuel ? Certes, tout son travail a pour thème la mémoire. La mémoire d'un peuple, mais aussi la mémoire personnelle du dénommé Ahmed Bouanani.

Depuis *«Mémoire 14»*, Bouanani n'a fait qu'interroger cette mémoire marocaine qui a résisté à l'effacement à travers les siècles. Chaque conquérant venait voiler la culture du pays et tenter de faire oublier la culture d'origine. Ahmed Bouanani semble avoir pris le parti de libérer la parole autour de cette mémoire. Mais il avait l'air d'avoir voulu batailler sur tous les fronts. En témoigne cette réponse qu'il donna à Abdellatif Laâbi dans un débat repris dans le numéro deux de *«Souffles»* : *«Pour que notre cinéma puisse être un instrument de culture, d'information, un miroir de la civilisation marocaine, il faudrait qu'il ait ses caractéristiques, il faudrait pour cela que ceux qui font le cinéma connaissent leur patrimoine, leurs traditions, leur civilisation en général. Donc c'est un premier travail qu'il faudrait qu'ils fassent avant de pratiquer le cinéma»*.

Cinéaste, poète, anthropologue, philosophe, mais surtout penseur postmoderne, il ne (re)connaît aucune frontière entre l'activité artistique et créative de l'humain. Tel est Ahmed Bouanani. ◗

Les entretiens ont débuté le 23 août 1955 à Aix-les-Bains en présence, de droite à gauche, d'Edgar Faure, Pierre July, et des El Mokri père et fils.

© AFP

Aix-les-Bains
Et l'indépendance dans l'interdépendance fut créée (1/2)

Il y a très exactement 65 ans, en août 1955, les «*entretiens*» franco-marocains d'Aix-les-Bains, préludes à l'indépendance, ont eu lieu, dans un climat étrange… Retour dans le détail sur un événement qui n'a pas cessé de marquer l'histoire du Maroc.

PAR ABDELFATTAH NAIMI*

L'été de cette année 1955 s'annonce chaud en France. L'instabilité gouvernementale, caractéristique de la IVème république, accroit la tension régnante. La situation dans les pays du Maghreb est préoccupante. Les informations en provenance du Maroc font craindre le pire à l'approche du 2ème anniversaire de la déposition de Mohammed V.

Le constat s'installe au sein de la classe politique française, y compris dans les rangs des ultras, que la déposition fut une mauvaise option. Le Sultan du Maroc n'est pas le Bey de Tunis. Pierre July, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes du gouvernement Edgar Faure, écrira à ce propos : «*Un résident dont l'intelligence n'était pas la qualité principale avait détrôné un sultan comme on décroche un tableau*». Il y a lieu par conséquent de trouver une sortie de crise.

Edgar Faure, cacique de la IVème république, est président du conseil. Aux commandes depuis le mois de février 1955, c'est sous son impulsion que fût signée le 29 mai de la même année la convention accordant l'autonomie à la Tunisie. Le 2 avril 1955, il fait adopter la loi sur l'état de siège en Algérie.

Au lendemain du coup de force du mois d'août 1953, Faure, alors ministre des Finances du gouvernement Joseph Laniel, adressera une lettre au président Vincent Auriol dans laquelle il prédit : «*La déposition du sultan constitue une lourde erreur dont les conséquences ne pourront être pleinement pesées qu'après un certain délai*».

©DR

Pierre Koenig, ministre de la défense et anti-indépendantiste.

Le président du conseil est convaincu que la situation au Maroc ne peut perdurer et qu'il y a lieu de s'entendre avec les meilleurs alliés marocains des intérêts de la France au Maroc. Sa formule : l'indépendance dans l'interdépendance. Il est conscient qu'il ne dispose pas de suffisamment de temps et d'appuis, et son cabinet comprend de farouches adversaires à la décolonisation. Il crée un outil dédié à la question marocaine, «*le Comité des cinq*», structure paragouvernementale dont il assure la présidence, et qui est une émanation restreinte du «*Comité de coordination pour l'Afrique du nord*». Edgar Faure, dans son rôle de promoteur de dialogue entre fractions franco-marocaines opposées (les Ultras et leurs alliés marocains d'une part,

La délégation du makhzen était conduite par le grand vizir El Mokri, âgé de 110 ans et véritable «attraction» de la conférence

© ROGER VIOLLET

Mohammed V et Vincent Auriol, président de la République.

les nationalistes d'autre part), jouait les équilibristes. L'instance est composé de deux *«arafistes»* (Antoine Pinay, ministre des Affaires étrangères, et le redoutable Pierre Koenig, ministre de la défense et anti-indépendantiste déclaré), et de deux *«youssefistes»* (Pierre July, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, et Robert Schumann Garde des sceaux). Abderrahim Bouabid écrira, dans ses *«Témoignages et réflexions»* : *«Edgar Faure dans son for intérieur considérait comme inéluctable la restauration de Mohammed V. Sa démarche tactique visait à rallier Pinay ministre des Affaires étrangères, et peut-être à neutraliser le général Koenig ministre de la Défense»*.

«Dans 10 ans toute l'Afrique du nord sera indépendante»

Comme Mendés France avant lui, Faure veut éviter à la France un enlisement aux conséquences non contrôlées en Afrique du nord. Il mettra un point d'honneur à montrer aux ultras anti-indépendantistes que les nationalistes et en particulier ceux de la délégation de l'Istiqlal, décriés et traités de tous les noms, sont *«fréquentables»*. En 1954 déjà, il confiait à Pierre July : *«Dans 10 ans toute l'Afrique du nord sera indépendante»*.

Atteinte dans sa fierté de puissance coloniale, la défaite de Dien Bien Phu étant encore vivace, la France et sa classe politique ne veulent pas se tromper de voie de traitement de la question marocaine. Edgar Faure en chef de file des partisans de la solution du compromis au Maroc, obtient l'adhésion des ministres récalcitrants au projet de l'organisation d'une rencontre *«pour faire le point»* sur la situation au Maroc. Les événements des derniers mois (assassinat à Casablanca le 12 juin 1955 de Jacques Lemaigre Dubreuil, attentats et répression coloniale) ont fini par dissiper les dernières velléités chez les partisans du statu quo.

Quoi de plus normal, dans ce contexte, que d'élargir le champ de

©DR

Pierre July et Edgar Faure.

la concertation ? C'est dans cet esprit que la *«rencontre»* d'Aix-les - Bains a été initialement conçue et organisée, sur initiative du gouvernement français. Faure voulait un cadre d'échanges direct, sans le canal de la résidence générale, et élargi à toutes les sensibilités *«représentatives de l'opinion marocaine»*. Le résident général Gilbert Grandval, nommé en juin 1955, qui préparait de son côté son plan d'action, se sentant désavoué, désapprouva l'initiative, présenta même sa démission qui fût refusée par Edgar Faure.
Le journal *«La Sentinelle»*, quotidien socialiste, écrit dans son édition du mardi 23 août 1955 : *«Le Comité des cinq (Faure, Pinay, Schumann, Koenig, July) ont décidé d'engager des conversations avec les représentants des différentes tendances de l'opinion marocaine»*.

©DR

La délégation de l'Istiqlal avec, au fond, Ben Barka et Boucetta.

Mokri, Glaoui et les autres

La liste protocolaire des personnalités marocaines participantes, établie par le gouvernement français, compte cinq délégations. Au total, 37 personnalités marocaines y ont pris part.
La délégation du makhzen était conduite par le grand vizir honoraire Mohamed El Mokri, âgé de 110 ans et véritable *«attraction»* de la conférence, comme le soulignera plus tard Bouabid. En plus de 18 traditionnalistes, agents marocains du protectorat, dont 10 de la tendance du pacha Thami El Glaoui. Le Pacha était, quant à lui, à la tête de sa propre délégation.
La délégation dite des *«nationalistes modérés»* comprenait : Fatmi Benslimane, Abbes Tazi (pacha de Rabat), El Mansouri (caïd des Rhamnas), Bekkai Ben Mbarek Lahbil (pacha de Sefrou démissionnaire suite à la déposition du Sultan).
L'Istiqlal était représenté par Mohamed El Yazidi, Abderrahim Bouabid, Mehdi Ben Barka, Omar Benabdeljlil et M'hamed Boucetta, le secrétaire général du parti Ahmed Balafrej se trouvant alors à Genève. Quant au PDI, il était conduit par Abdelhadi Boutaleb et Mohamed Cherkaoui.
Ces groupes étaient reçus par *«le Comité des cinq»* séparément. Les organisateurs donnèrent la préséance aux éléments *«alliés»* aux autorités du protectorat, au détriment des *«nationalistes modérés»* et des représentants de l'Istiqlal que les ultras qualifient *«d'assassins de l'Istiqlal»*.
La population de cette localité cossue, qui est Aix-les-Bains, vit une gente à laquelle elle est peu habituée, comme le décrira Pierre July : *«personnages enturbannés et en djellabas, les curistes regardaient avec étonnement ces berbères, ces arabes sortis d'un autre temps, drapés dans des vêtements qui ridiculisaient nos complets vestons, se saluer aimablement dans les couloirs de l'hôtel splendide-Excelsior, se complimenter dans leur langue rocailleuse, se saisir le bras et prendre le frais sous les arbres»*.
Pour sa part, le diplomate et militaire Pierre Ordioni consignera ceci : *«Curieusement, tous les hôtels d'Aix et des environs sont archicombles, envahis par des Marocains nullement invités à participer à cette conférence, mais dont le voyage à été payé par on ne sait qui. La nuit, règne un va et vient de journalistes, d'inconnus et de Marocains entre Aix et Genève ou séjournait Edgar Faure président du Conseil »*.

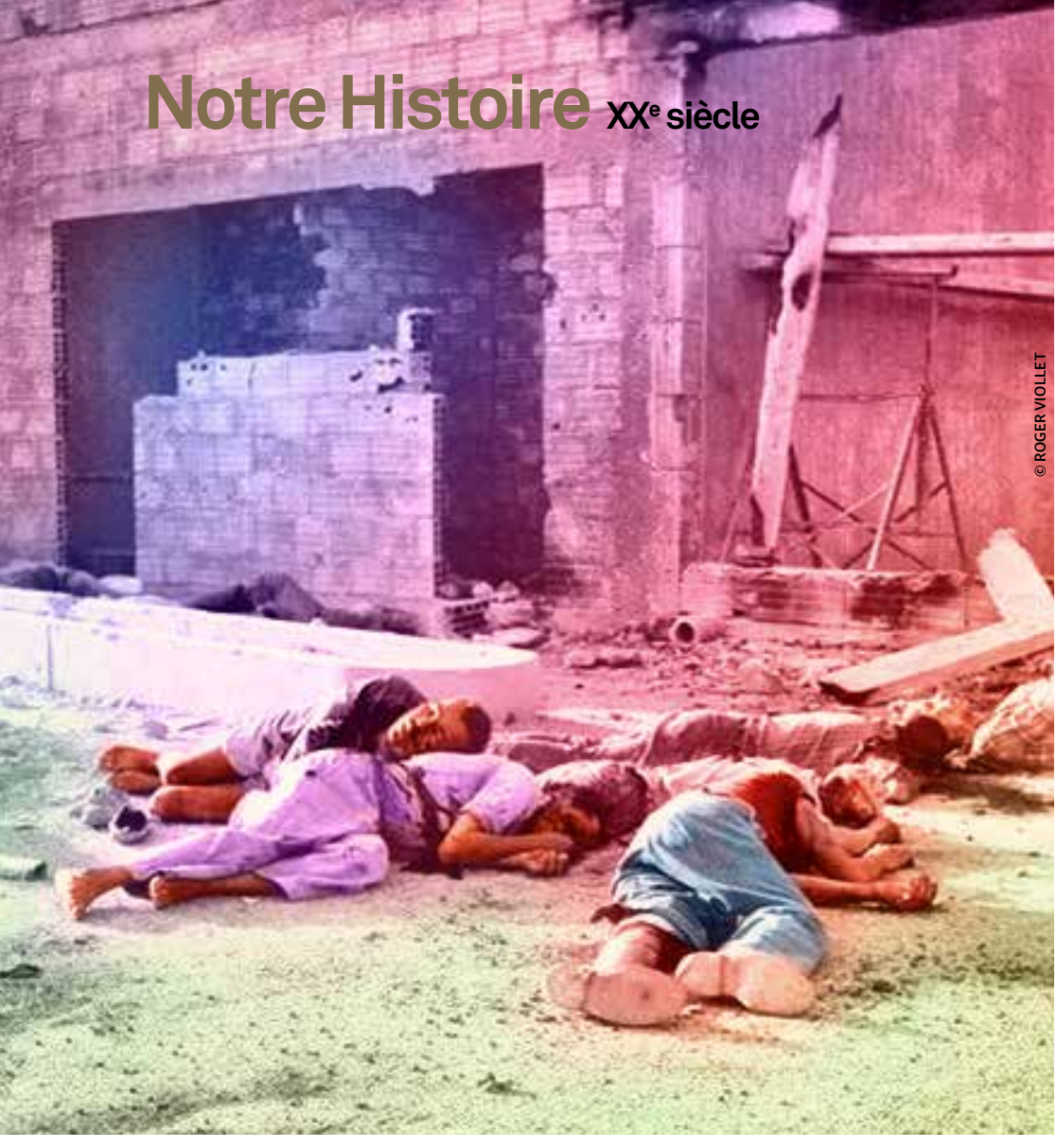
Les germes de la dissension au sein du parti de l'Istiqlal datent probablement de cette époque

©DR

Le Glaoui n'était pas favorable à l'indépendance.

Les Marocains en rangs dispersés

Les représentants de L'Istiqlal, du PDI et des *«nationalistes modérés»* se rendent en ordre dispersé à Aix, sans concertation ni coordination. Au sein de la direction de l'Istiqlal, la communication n'a pas fonctionné. Abdellah Ibrahim n'est pas au courant, il en gardera de l'amertume (lire *«Abdellah Ibrahim, l'histoire des rendez-vous manqués»* de Zakya Daoud). Allal El Fassi, en exil volontaire au Caire, ne


© ROGER VIOLLET

Pendant ce temps, Oued Zem était à feu et à sang...

montre aucun enthousiasme pour la rencontre. Les germes de la dissension au sein du parti datent probablement de cette époque... El Yazidi et Ben Barka qui sont allés se faire remettre à Rabat les «*invitations*» par le résident

participation de l'Istiqlal reste historiquement paradoxale. Le parti réclame officiellement l'indépendance, et ce depuis la présentation le 11 janvier 1944 aux autorités françaises du manifeste de l'indépendance. Le parti accepte

En revanche, le gouvernement français, bien renseigné et au fait des fragilités des «*délégations marocaines*», a mieux préparé son dossier. Pierre July a effectué deux déplacements au Maroc au mois d'avril 1955 pour voir et se rendre compte de la réalité sur le terrain. Voici ce qu'il en conclût : «*Le Maroc du protectorat avait vécu. Des structures périmées, un personnel essoufflé régnaient sur un pays bouleversé, à la recherche de lui-même, anachroniquement dominé par une minorité européenne jalouse de ses prérogatives*».

Pierre Ordioni note pour sa part : «*Le général Lecomte a mis en place un réseau dirigé par les colonels Mac Carthy et De Ganay accourus du Maroc et occupés à travailler au corps des caïds tenus pour acquis au maintien de la présence française, mais dont la détermination ne cesse de faiblir*».

Cependant, l'ambiance générale de la rencontre, les calculs plus ou moins tactiques des uns et des autres vont être profondément perturbés par un événement imprévu et incontrôlé aussi bien des autorités françaises que des membres de la délégation de l'Istiqlal, organiquement proches du mouvement de la résistance : la grande «*intifada*» du bled qui s'est déclenchée trois jours avant l'ouverture de la conférence. Au lendemain de ces événements, Edgar Faure pensa un moment renoncer à la conférence et convoquer en lieu et place le parlement en session extraordinaire...

On n'a pas connaissance à ce jour d'un mémorandum commun présenté par la partie marocaine

Gilbert Grandval, n'obtiendront aucune précision de sa part. Bouabid écrira ceci : «*Quel était le but de cette conférence ? Avait-elle un ordre du jour ? Le résident restait très évasif à ce sujet et ne put donner de réponse précise aux questions posées*».

On n'a pas connaissance à ce jour d'un mémorandum commun présenté à l'occasion à la partie française. Ce qui nous autorise à penser aujourd'hui, au regard de ce qui est disponible en termes documentaires, que chaque groupe marocain s'y est rendu d'abord pour ne pas être porté absent. La

néanmoins de prendre part à la rencontre d'Aix-les-Bains sans préalable, sans ordre du jour et sans la bénédiction d'un de ses leaders, Allal El Fassi. Ses représentants se voient même infliger l'humiliation d'être reçus en fin d'ordre de succession des auditions. Ils font savoir aux autorités françaises que le retour du Sultan est un préalable à toute concertation, mais prennent néanmoins part aux rencontres et échangent officiellement et en aparté avec les membres de la délégation française sur l'avenir des relations franco-marocaines.

©DR

Mbarek Bekkaï.

L'imprévisible intifada du mois d'août 1955

«*Je m'interroge encore sur les causes du déchaînement qui a saisi le Maroc les 20 et 21 août*», écrira Pierre July. Dans son télégramme adressé au gouvernement le 18 août 1955, le résident général Gilbert Grandval note : «*Les esprits sont surchauffés et on attend le départ du sultan Moulay Arafa pour le 19 août. Les Marocains considèrent que puisqu'il n'a pas fait son gouvernement dans les délais qui lui ont été impartis par le gouvernement français, celui-ci doit exiger son départ. Je regrette très vivement que*

Les Marocains manifestaient pour le retour de Mohammed V, comme préalable.

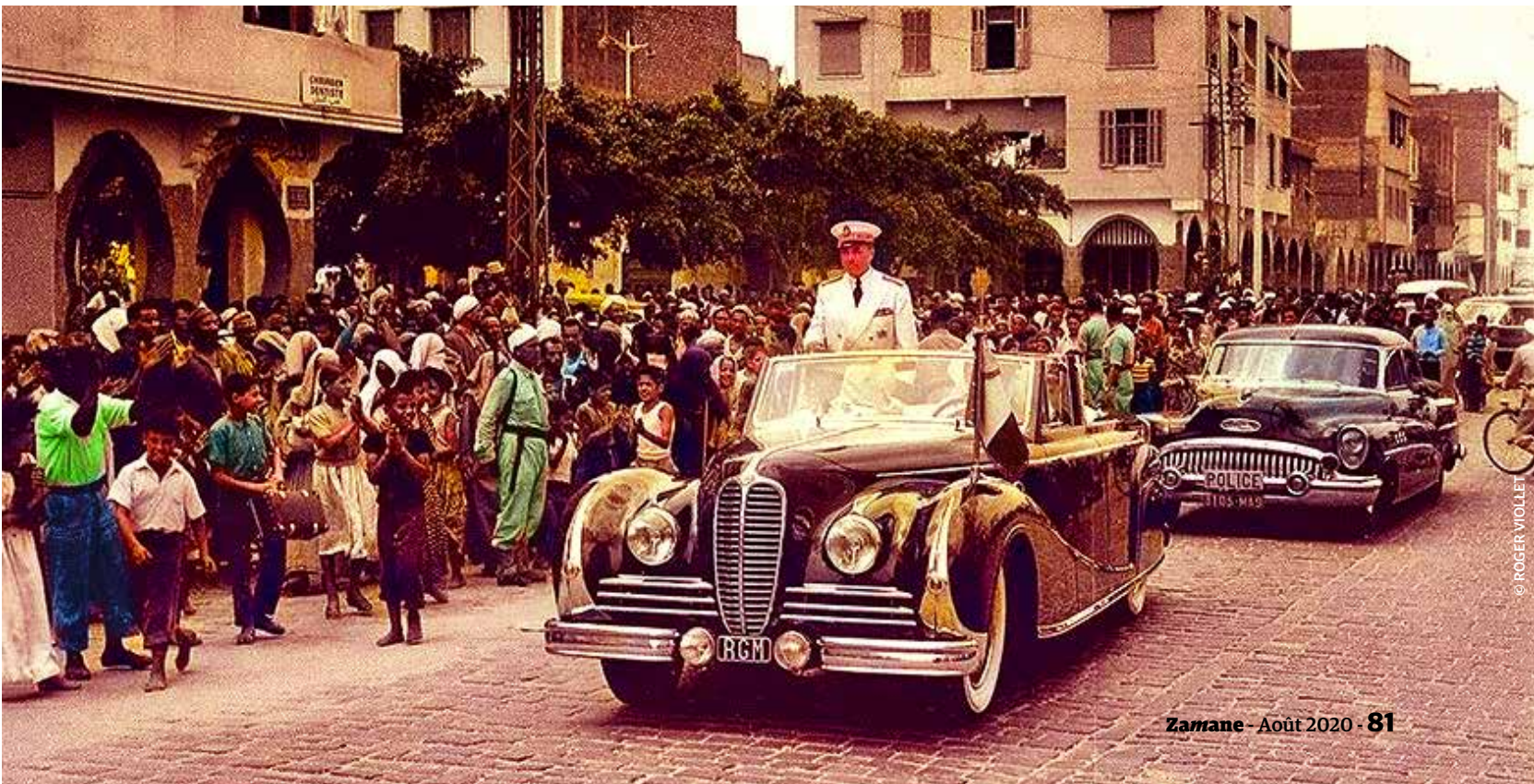
le gouvernement n'ait pas l'air de percevoir la gravité de la situation et la rapidité de sa détérioration». Ce même jour en soirée, des cavaliers sont signalés dans les pourtours de Khénifra. Le commandement militaire demande et obtient l'autorisation de faire intervenir l'aviation. Le 19 août éclatent des émeutes et des affrontements à Khénifra, Bejaâd, Oued Zem, Aitammar et Khouribga. La population, hommes et femmes, avancent en groupes brandissant drapeaux marocains et portraits de Mohammed V au cri *«Yahya Lmalik (Vive le roi)»*. C'est l'hécatombe. Pierres et bâtons d'un côté, balles réelles tirés à bout portant de l'autre. D'autres villes et localités connaissent aussi des manifestations et des affrontements: Safi, Ouezzane, Sidi Kacem, Rabat, Casablanca, El Jadida...

Que s'est-il réellement passé ? Cette insurrection des anonymes était-elle le fait d'un mouvement spontané d'une population en colère, exaspérée par les atermoiements d'une puissance coloniale coupable à ses yeux d'avoir exilé de force le sultan légitime ? Est-ce le résultat d'une opération conçue, planifiée et coordonnée par le mouvement de la résistance ? Comment se fait-il que le système de quadrillage de la population et du territoire mis en place par les autorités du protectorat n'ait rien vu venir ? L'hypothèse du *«mouvement spontané»* comme celle de *«l'organisation planifiée»* ne sont pas vérifiables à ce jour. La somme d'éléments d'informations disponibles plaide pour un mouvement de révolte, mené et encadré par des leaderships locaux, réclamant le retour du Sultan Mohammed Benyoussef ; mouvement que ni les chefs des régions militaires, ni les contrôleurs civils n'ont anticipé pour alerter les services de la résidence. Dans un rapport de la résidence sur les événements à Oued Zem, il était d'ailleurs affirmé : *«À Bejaâd et à Oued-zem, la surprise à été complète, les caïds n'ont rien su ou n'ont rien dit»*.

Gilbert Grandval, alors Résident Général.

«Le mythe du bled sain était réduit à néant»

En tout cas, les événements des 19, 20 et 21 août au Maroc constituent un cinglant démenti à la



théorie du bled sous contrôle, développée par les autorités du protectorat, et sans cesse ressassée dans les rapports sécuritaires adressés à Paris. *«Le mythe du bled sain était réduit à néant, écrit Bouabid. Il faut rappeler que les ultras du Maroc en relation avec le lobby marocain à Paris ont toujours caché la vérité à l'opinion française»*. July, pour sa part, consigne ceci : *«Nous avions jusque-là pensé qu'en dépit de l'extension dans le bled de la propagande youssefiste, celui-ci demeurait sûr. À telle enseigne que le résident général lui-même et le commandant en chef au Maroc avaient concentré l'essentiel de leurs moyens à l'intérieur et autour des agglomérations pour lutter contre le terrorisme, phénomène essentiellement urbain. Il n'en demeurait pas moins évident que ce fameux bled où l'on pouvait dormir sur ses deux oreilles, avait bougé et qu'enfin l'affirmation des nationalistes, selon laquelle Mohammed Ben Youssef était populaire dans l'ensemble de la population, se trouvait justifié»*.

Le gouvernement avait pourtant reçu toutes les assurances, poursuit July. *«Le général Duval, commandant supérieur, estimait lui-même à la fin du mois de juillet qu'il disposait de forces suffisantes. Toute assurance avait été donnée par les militaires et du coté des politiques, et l'ouverture à Aix-les-Bains le 20 août précisément des conversations sur l'avenir du Maroc étaient bien de nature à écarter l'hypothèse du pire. Dans les grandes villes, terrains d'élection des agitateurs extrémistes, un puissant quadrillage militaire montrait sa force et nous espérions bien qu'a l'instar de Lyautey il n'aurait pas à s'en servir»*.

Le général Duval, commandant supérieur des troupes au Maroc et partisan des coups de force, veille au grain. Il avait affirmé à Pierre July alors en visite au Maroc : *«Si la France ne montre pas sa force, on arrivera aux choses les plus graves... Je préfère en tuer mille tout de suite que d'être obligé de mener une guerre qui fasse trois cent mille morts !»*.

Le général Leblanc, directeur des affaires intérieures du protectorat, présenta le 20 août au soir sa démission. Aux yeux des Français du Maroc, le résident général Gilbert Grandval était responsable des événements, il demandera d'ailleurs le 27 août à être relevé de ses fonctions. C'est dans cette ambiance d'extrême tension que s'ouvrit la conférence d'Aix-les-Bains. Ce même jour, lundi 22 août 1955, le général Duval trouve la mort dans un accident d'avion alors qu'il survolait la zone de Kasba Tadla.

© ZAMANE

Ahmed Balafrej.

Quelle a été la teneur des échanges ?

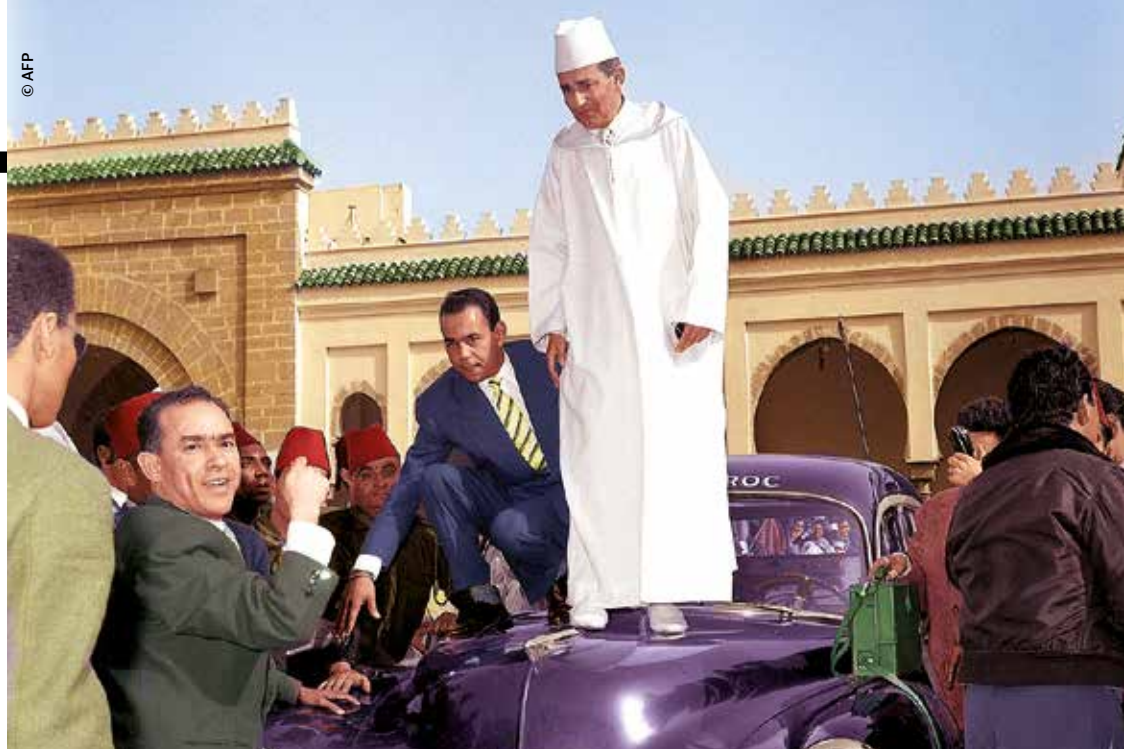
Le 22 août, la délégation du makhzen menée par El Mokri, assisté de son fils Thami, est reçue en premier par le Comité des cinq. *«Pour le père comme pour le fils, Ben Arafa, vieux laid prostatique, n'a jamais été l'homme de la situation»*, juge Pierre July. Thami El Mokri, délégué aux finances, premier bachelier marocain ingénieur agronome de Montpellier, personnalité mondaine et brillante du makhzen servira d'interprète. Il déclara devant le Comité : *«L'Istiqlal est un parti de gauche. Ben Barka flirte avec les communistes, responsables pour une grande part des événements actuels. Il faut traiter le Glaoui par la douceur, tenir compte de son entêtement berbère et de sa haine pour Ben Youssef...»*.

Dans son audition du mardi 23 août, le pacha El Glaoui déclare pour sa part : *«Si dès le départ de Ben Youssef on avait fait des réformes, la situation*

Le pacha d'Agadir dira que «le Maroc n'est pas mûr pour l'indépendance que réclamait l'Istiqlal»

©DR

Ben Arfa, sultan fantoche.


© AFP

ne serait pas ce qu'elle est... La France doit déclarer officiellement que ni Ben Youssef ni ses fils ne monteront jamais sur le trône...».

En fin de journée, le Comité reçut le secrétaire général du parti de la démocratie et de l'indépendance (PDI), Abdelkader Benjelloun. Il déclara : *«Ben Youssef est le symbole de la souveraineté marocaine, notre attachement à sa personne n'est qu'une protestation contre la violation de la souveraineté chérifienne. Le PDI se fait l'écho de la résistance marocaine qui lutte pour la souveraineté et l'indépendance du Maroc, le sultan dans cette perspective est le gardien fidèle et le symbole de l'Etat marocain».*

Le 24 août ce fût le tour des nationalistes modérés : Fatmi Benslimane ex-pacha de Fès, Haj Abbes Tazi pacha de Rabat, El Mansouri caïd des Rhamna. Fatmi Ben Slimane déclare, comme le rapporte Pierre July : *«Il nous faut un gouvernement national avec l'accord préalable de Ben Youssef, qui n'a aucune intention de remonter sur le trône».*

Le 25 août, le Comité passa en audition les pachas de Casablanca, Azemmour, Meknès, Agadir, etc. Le pacha d'Agadir, El Madani, dira que *«le Maroc n'est pas mûr pour l'indépendance que réclamait l'Istiqlal»* et qu'il appartenait *«à la France d'imposer Ben Arafa, de le soutenir et de le protéger».*

C'est durant cette journée du 25 août que Abderrahim Bouabid, désigné en comité restreint, porte-parole de l'Istiqlal présenta son exposé au nom du parti. Il expliquera plus tard dans ses mémoires : *«De toutes les personnalités marocaines appelées à Aix-les- Bains, notre délégation a été la dernière reçue. Ce retard nous a permis de nous informer sur les dispositions de nos interlocuteurs français».*

L'indépendance est devenue effective avec le retour de Mohammed V.

Il fût décidé par les membres de la délégation de l'Istiqlal de ne pas présenter de mémoire écrit au Comité, expliquera Bouabid, *«dans le but de ne pas nous trouver prisonniers de certaines formules qui pourraient donner lieu à des interprétations contraires à notre pensée».*

(Consultant en gouvernance territoriale, auteur de plusieurs travaux sur la politique et l'administration au Maroc).*

Le grand oral de Abderrahim Bouabid

Pierre July rapporte ainsi les propos de feu Abderrahim Bouabid : *«Aux yeux des jeunes et des femmes, Benyoussef incarne le Maroc et vous n'y pouvez rien. L'Istiqlal n'acceptera le principe d'un conseil du trône que s'il est assorti de l'accord de Ben Youssef. Mais le problème, messieurs, n'est pas là. Le problème essentiel, ce sont les rapports franco-marocains. Le protectorat français nous a mis en rapport avec le monde après quatorze siècles d'isolationnisme farouche même vis-à-vis de l'islam. Grâce à la France, notre personnalité s'est affermie. Elle ne demande toujours grâce â la France qu'à s'épanouir. Avec l'aide de la France, nous voulons devenir un Etat libre et souverain, mais nous sommes prêts à respecter les étapes que nécessiteront les circonstances. L'indépendance n'est sans doute pas pour aujourd'hui ni même pour demain. Le but ultime de notre combat est l'indépendance, mais s'il n'est pas possible de nous l'accorder, qu'au moins la France reconnaisse officiellement la vocation du Maroc à cette indépendance».*

Ce langage mesuré, écrit July, *«toucha les fibres d'Antoine Pinay».*

Rapportant lui-même le contenu des grandes lignes de son exposé, Bouabid, après avoir brossé l'historique des rapports franco-marocains, déclina les points saillants suivants : *«Ni pour ni contre l'institution du Conseil du trône... Le retour de Mohammed V sur son trône est pour notre parti comme pour l'ensemble du peuple marocain le préalable inéluctable à la restauration de la confiance dans les rapports futurs entre le Maroc et la France. Si une formule transitoire était retenue, elle ne pourrait être que temporaire, c'est-à-dire conduisant à la restauration du monarque légitime. L'abrogation du traité de Fès permettrait seule l'ouverture d'une ère nouvelle des rapports franco-marocains... Nous envisageons l'avenir avec confiance parce que notre nationalisme n'est inspiré par aucun fanatisme, aucun ressentiment. Nous croyons que la conciliation et la réconciliation sont possibles entre une France qui a toujours été pour les Marocains une terre d'accueil, et un Maroc qui restera toujours pour les Français une seconde patrie».*

© ZAMANE

LES «IMMIGRÉS» DANS LES MÉDIAS

EN FRANCE, L'IMMIGRATION MAGHRÉBINE A DÉMARRÉ DÈS LE DÉBUT DU XXÈME SIÈCLE, AVANT D'AUGMENTER CONSIDÉRABLEMENT À PARTIR DES ANNÉES 1960/1970. SON TRAITEMENT MÉDIATIQUE A ACCOMPAGNÉ LE FLUX DE CETTE IMMIGRATION, OÙ LE MAGHRÉBIN EST TOUR À TOUR PASSÉ DU RÔLE DE BOLCHÉVIQUE, TRAVAILLEUR PRÉCAIRE, À CELUI DE DANGEREUX ISLAMISTE...

PAR YOUNES MESSOUDI

En France, l'immigration maghrébine, bien qu'assez réduite, a démarré dès le début du XXème siècle. Principalement du fait de la colonisation de l'Algérie, et plus tard de la Tunisie et du Maroc. À l'époque, et jusqu'à la fin des années 1940, cette immigration est majoritairement le fait d'hommes seuls, mais non isolés : une *«immigration solidaire»*, en somme. *«Envoyés à titre temporaire pour deux ou trois ans au maximum par le groupe familial, ils savaient qu'ils seraient bientôt relayés par des frères ou des cousins»*, souligne Charles-Robert Ageron, historien français spécialiste de la colonisation. En parallèle, même si elle est plus minoritaire, se développe une *«immigration solitaire»*, où l'immigré, qui évolue en marge de son groupe d'origine, finit par perdre contact avec son pays. Au cours de la Première guerre mondiale, l'immigration, qui n'est pas encore un sujet majeur dans la presse française, est relativement bien acceptée. En 1914, *«Le Petit Marseillais»*, un quotidien régional, écrivait: *«Des travailleurs et des soldats pour la France, du bien-être pour les indigènes, voilà plus qu'il n'en faut pour approuver avec joie une immigration aussi sympathique»*. Les Maghrébins sont considérés comme des indigènes, mais puisqu'ils se battent et travaillent pour la patrie bleu-blanc-rouge, les voilà tolérés, voire appréciés. D'autant qu'ils forment désormais une partie *« constituante »* de *«l'Empire français»*.

LA PRESSE DE DROITE S'INQUIÈTE DE VOIR LES ALGÉRIENS TOMBER SOUS LA COUPE DES COMMUNISTES

Le spectre bolchévique

Tout cela tourne court dès la fin de la guerre. Dès 1918, les Français s'alarment de leur afflux, du nombre de leurs chômeurs et de leur politisation révolutionnaire. La presse de droite s'inquiète de voir les Algériens tomber sous la coupe des communistes. À propos d'immigrés algériens syndiqués à la CGTU (Confédération générale du travail unitaire), un journaliste écrit : *«Voici la garde berbère des futures armées rouges, qui s'avance portant les oriflammes de Lénine et qui s'offre comme un bouclier protecteur aux entrepreneurs du Grand Soir»*. Un siècle plus tard, on parlera d'*«islamo-gauchisme»*.

En parallèle, la presse grand public souligne et grossit déjà les méfaits commis par quelques immigrés, ce qui déclenche un climat d'insécurité à Paris et dans les grandes villes de France. Surtout, cela amène à l'organisation d'un contrôle policier et crée un réflexe d'hostilité entre les deux communautés. *« La grande peur des Parisiens face aux Sidis devint un thème familier de la presse populaire»*,

© DR

C'est par bateaux entiers que les immigrés nord-africains débarquaient en France.

La communauté marocaine en Italie est récente, massive et (relativement) mal connue.

poursuit Charles-Robert Ageron. L'opinion et le gouvernement français subissent aussi des pressions venues d'outre-Méditerranée. En Algérie notamment, les colons s'estimant *«dépossédés de leurs travailleurs»* exigent qu'on mette fin *«à l'exode des indigènes»* en métropole. Selon eux, les Algériens de retour au pays *«revenaient avec un moral détraqué de véritables bolchevistes»*. Résultat, l'immigration baisse drastiquement, et la xénophobie aussi. Les travailleurs jouissent alors d'une meilleure image, particulièrement entre 1939 et 1945, au cours de la Seconde guerre mondiale. La presse maghrébine d'expression française quant à elle, notamment les journaux nationalistes, s'insurge contre les conditions socio-économiques des ouvriers maghrébins, victimes du racisme, de lourdes discriminations (sécurité sociale, logements...) et d'une *«exploitation éhontée de la part d'un patronat avide et rapace »*. Dans le même temps, ces mêmes nationalistes s'indignent de voir que *« la France permette l'accès de son territoire*

© AFP

Les boulots les plus durs étaient pour eux, sans qu'ils bénéficient des mêmes droits.

aux travailleurs étrangers et particulièrement aux Espagnols alors qu'elle le défend aux musulmans. L'indigène est Français plus que les Français lorsqu'il s'agit des charges, mais il n'a pas les avantages des Français». Conséquence, une partie des travailleurs maghrébins opère un réflexe de défense, une forme de repli sur eux-mêmes; qui perdureront après les indépendances. Au Maroc, un article de la revue «*Lamalif*», dédié aux travailleurs maghrébins en Europe, estimait que ces derniers étaient responsables du «*quart de la croissance économique française*», laissant ainsi penser que la prospérité de la société occidentale «*n'a été assurée qu'au prix de la servitude d'une partie de ceux qui la font, les Maghrébins*», estime Charles-Robert Ageron.

Dès les premières années de l'après-guerre, la France jouit d'une bonne croissance économique; c'est le début des «*Trente Glorieuses*». L'immigration est donc plus tolérée, même si la Guerre d'Algérie augmente les actes à caractère raciste, notamment dans les milieux populaires.

L'immigré, un acteur de la lutte des classes ?

Si l'immigration maghrébine est déjà évoquée dans les médias depuis la Première guerre mondiale, elle n'est pas un sujet central. D'ailleurs, lorsqu'en 1955, Driss Chraïbi publie «*Les Boucs*», un roman sur le destin d'un jeune immigré algérien en France, l'écrivain fait office de pionnier. Idem, au cours des années 1970, quand Tahar Ben Jelloun, étudiant en psychologie à Paris, consacre sa thèse au sort des travailleurs maghrébins.

Car en réalité, jusqu'à la fin des années 1960, le fait migratoire interpelle les médias certes, mais il est incorporé dans la «*lutte des classes*». «*À cette époque où les idées du Parti communiste sont encore très influentes, 'l'immigré' fait partie d'un sous-prolétariat urbain sans distinction de ses origines et habitudes culturelles*», analyse Blaz, essayiste agrégé en sciences sociales.

Il faudra attendre les années 1970, et l'augmentation du flux migratoire, pour que la problématique migratoire émerge en tant que telle. C'est un drame -la mort par asphyxie de cinq ouvriers africains, dans la nuit du 1er au 2 janvier 1970, dans un foyer d'Aubervilliers (Seine Saint-Denis)- qui marque le premier contact direct des Français avec les réalités sociales de l'immigration, la presse et la radio-télévision nationale «*très discrètes sur les travailleurs immigrés durant la décennie précédente, consacrèrent plusieurs articles ou reportages à ce sujet*».

Dans «*Le Figaro*» du 3 et 4 janvier 1970, le journaliste s'interroge : «*Qui veille à la santé de ces infortunés transplantés ? Ils balaient les rues lorsque les caniveaux sont gelés, puis ils tentent de triompher de la tuberculose qui les mine ou de l'oxyde de carbone ! Voilà le sort de ces déshérités*». Un sondage d'opinion, réalisé par l'Ifop la même année, demande quant à lui : «*D'après ce que vous voyez autour de vous, les conditions de venue en France des travailleurs étrangers sont-elles dans l'ensemble satisfaisantes ou pas ?*». L'immigré demeure avant tout un travailleur.

Même au cinéma et dans la littérature, où les travailleurs immigrés, auparavant relégués à des rôles mineurs, occupent désormais une place importante à l'écran. «*Dans Elise ou la vraie vie (1970) de Michel Drach, adapté du roman de Claire Etcherelli (prix Femina*

Les secondes générations d'émigrés sont encore plus distanciées du pays d'origine que les premières.

© AFP

1967), de nombreuses scènes sont filmées à l'usine. Ce film est l'un des premiers, dans le champ du cinéma français, à mettre en scène un ouvrier algérien comme personnage principal masculin. L'œuvre narre les tribulations d'Elise, jeune provinciale «montée à Paris» qui s'éprend d'Arezki, travailleur algérien qu'elle rencontre à l'usine», explique Emna Mrabet, auteur d'une thèse intitulée *«Contexte et développement du cinéma franco-maghrébin (1969-2013) : l'exemple d'Abdellatif Kechiche»* (2015). La même année sort également «*Mektoub*», d'Ali Ghalem, l'histoire d'Ahmed, un jeune père algérien qui quitte son pays afin de trouver un travail en France.

Gérard Noiriel, dans son ouvrage *«Gens d'ici venus d'ailleurs»*, décrit de son côté les bidonvilles, concentrés autour des grandes agglomérations; comme *«une sorte d'enclave du Tiers-monde à l'intérieur d'un pays développé»*.

Un bon immigré est un immigré qui n'a pas de revendications.

Du statut de victime à celui de bourreau

C'est au début des années 1980 que la rhétorique médiatique bascule. Choc pétrolier, récession économique, réduction des flux migratoires, polémiques autour du regroupement familial... sont autant de facteurs qui poussent les médias et une partie de l'opinion publique à diaboliser «*l'immigré*». Ce sont les grèves ouvrières du secteur automobile, qui concentre une grande partie de travailleurs originaires du Maghreb, qui cristallisent ce changement brutal. À Aulnay-sous-Bois, les ouvriers spécialisés (OS) immigrés et la CGT manifestent pour l'amélioration de leurs droits et de leurs conditions de travail.

UN ARTICLE DE *«LAMALIF»* ESTIMAIT QUE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS ÉTAIENT RESPONSABLES DU *«QUART DE LA CROISSANCE FRANÇAISE»*

Cependant, ils défendent également des revendications spécifiques aux travailleurs immigrés : la possibilité d'accoler la cinquième semaine de congés aux quatre autres pour prolonger un séjour dans le pays d'origine, le libre choix de son interprète dans l'usine ou encore la demande d'ouverture de lieux de prière…

Dès lors, le logiciel assimilationniste d'une partie de la France s'emballe. Trois ministres (socialistes), repris allégrement par la presse, traitent ces ouvriers d'origine immigrée *«d'islamistes intégristes»*. L'immigré était à peu près toléré tant qu'il restait cantonné à son rôle d'immigré ou de victime, mais il ne l'est plus lorsqu'il devient un citoyen à même d'émettre des revendications et de mettre en avant ses *«spécificités»*. Les Maghrébins sont sommés de *«s'assimiler», de «s'intégrer»*, sous peine de déclencher une vague de rejet et d'hostilité. Sous-entendu : si la France connaissait une montée de xénophobie, les immigrés l'auraient bien cherché… D'ailleurs, dans les années 1980, le Front National, parti d'extrême droite, monte petit à petit…

Les premières vagues ont contribué largement au développement de la France.

Les médias développent un sentiment d'insécuirité en évoquant «l'intégrisme islamiste».

La décennie est ainsi marquée par de nombreuses polémiques, notamment celle du *«foulard islamique à l'école»*, en 1989, où deux jeunes élèves de confession musulmane sont exclues d'un collège de l'Oise, qui marque l'intérêt croissant de la classe médiatique et politique pour le sort de la *« femme maghrébine»*.

Dans le même temps, au cinéma, à la télévision, dans la presse ou dans les livres, émerge une nouvelle figure à la place du travailleur : *«le jeune»*, Français d'origine maghrébine, qui n'est donc plus tout à fait étranger. À travers lui, c'est aussi la banlieue, ses conditions de vie et ses questionnements identitaires qui se dévoilent…

La France découvre la musique raï, les *«Beurs»* font une marche nationale contre le racisme récupérée par le gouvernement socialiste qui crée dans la foulée SOS Racisme. En parallèle, les médias développent un sentiment d'insécurité en France en mettant l'accent sur la délinquance, mais aussi sur l'intégrisme islamiste. On impute encore le passage au second tour de la présidentielle de Jean-Marie Le Pen (FN), en 2002, à la diffusion en boucle sur TF1 et LCI (et ce pendant deux jours avant le vote du premier tour) de l'Affaire Paul Voise, un retraité quasiment battu à mort par deux jeunes. L'un deux étant d'origine maghrébine (la précision des origines étant quasi systématique de la part des médias), et déjà condamné pour une sombre affaire de viol collectif… Victime ou bourreau, une dualité encore à l'œuvre aujourd'hui. ■

FADOUL LE JAMES BROWN MAROCAIN

DE TOUS LES ARTISTES QUI ONT ÉGAYÉ LES ANNÉES 1970, COMME VIGON, GOLDEN HANDS ET BIEN D'AUTRES, FADOUL RESTE LE PLUS MYSTÉRIEUX ET SANS DOUTE LE PLUS ATTACHANT. RETOUR SUR LE PARCOURS D'UN CHANTEUR AU CŒUR (ET À LA VOIX) EN OR. PAR MYRIAM ALILA

Ce n'est pas un conte de fée mais une histoire à la fois belle et triste, car tout est véridique dans l'incroyable destin de Fadoul, chanteur marocain des années 1970. Il a publié son premier album de funk marocain, il y a 49 ans. Ses disques ont été miraculeusement réédités, par un dénicheur de disques rares au nom de Jannis Stürtz, fondateur du label allemand Jakarta Records et du projet Habibi Funk. Il découvre cet ovni dans une échoppe de vieux appareils électroménagers à Casablanca. Tout au fond de la boutique, une pile de 45 tours intrigue le jeune homme, qui écume les disques jusqu'à tomber sur le 45 tours d'un groupe nommé Fadoul et les Privilèges. Au dos de la pochette, à sa grande surprise, Jannis voit le nom de James Brown en guise de crédit pour le titre de «*Sid Redad*». Une version audacieuse et atypique du premier tube funk, «*Papa's Got À Brand New Bag*» du Godfather of Soul. Malgré les évidentes connexions entre les deux musiciens, Fadoul ne connaîtra jamais le succès, qu'il semble pourtant largement mériter. Il fallait attendre près d'un demi-siècle, pour qu'un mélomane avisé tende une oreille attentive à l'une de ses productions, pour que cette musique traverse le temps pour nous parvenir aujourd'hui, comme par magie. Et dire qu'il s'en est fallu de peu pour que nous passions à côté de cet authentique maître de funk arabe...

Bref, la musique de Fadoul laissait une question en suspens : à qui était destinée cette collection de rythmiques funky? Aux fans de James Brown, pourrait-on répondre aujourd'hui, tant l'esprit de Mister Sex Machine habite la discographie de cet artiste atypique, qui incarne parfaitement les frénétiques, créatives et contestataires années 1970.

IL A REVISITÉ LES THÈMES DU BLUES ET S'EST AVENTURÉ HARDIMENT À GLORIFIER L'ALCOOL ET LA FÊTE

Maroc 'N' Roll

Le Maroc des sixties - seventies fourmillait de groupes rock, funk, soul et garage. C'est un véritable âge d'or que connaît alors la musique marocaine. Des artistes comme Vigon et les Lemons étaient programmés en première partie de stars internationales comme les Rolling Stones, Otis Redding ou Stevie Wonder. La mode yéyé envahit aussi le royaume durant les sixties, avec l'icône de cette ère, la chanteuse Tina qui fréquentait toute une génération de «*Salut les copains*». Sans oublier d'autres artistes et d'autres styles de musique, comme Les Frères Megri ou Jalil Bennis et les Golden Hands, avec leur fameuse reprise en arabe de la chanson «*Mirza*» de Nino Ferrer. Cette parenthèse musicale fêlée prend brutalement fin en 1973, avec la politique de «*marocanisation*» du pays, obligeant les labels européens à trousser bagage. Les disques deviennent excessivement chers pour les acheteurs marocains, qui s'orientent vers les cassettes, après la fermeture de toutes les usines de pressage de vinyle. Fadoul, lui, a participé activement au renouveau musical, dans un Maroc

Un artiste rare, qui gagne à être (re)connu.

© ADNANE JABIR

© DR

Les Privilèges, qui accompagnaient Fadoul live et en studio.

indépendant, connecté au monde qui voit arriver les vagues rock'n'roll et yéyé. Il a évolué dans la ville de Casablanca, fer de lance de la contemporanéité au Maroc, terrain de jeu des architectes et des artistes. Il est aussi marqué par la situation sociale oppressée de son époque, ces années plomb qui s'annoncent avec emprisonnement et torture des opposants. *«Les temps sont durs»*, comme l'annonce le titre de son album réédité en 2015, *«Al Zman Saïb»*, un album rageur et protestataire, avec un subtil mélange de la musique imprégnée de funk, de blues, de rock, de musique Gnaoua et de groove oriental.

Disparu sans laisser de traces... ou presque

C'est aussi le titre de son morceau sorti en 1971, qui est une reprise de la chanson *«All Right Now»* du groupe de rock britannique Free. Fadoul a choisi ce titre pour chanter son isolement, son incompréhension et sa douleur d'être en marge de la société marocaine. Ainsi, il a porté la scène funk et garage dans un Maroc peu habitué à ces sons. Et au lieu de chanter qu'*«Allah Sauve le Roi»*, comme les Sex Pistols le feront six ans plus tard avec *«God Save The Queen»*, il a revisité les thèmes du blues et s'est aventuré hardiment à glorifier les bienfaits de l'alcool et de la fête, comme lorsque Sam Cooke chantait l'amour plutôt que la religion. Un vrai révolutionnaire. On est alors en 2012, Jannis Stürtz se rend au Maroc pour la première fois, avec le groupe du rappeur américano-ghanéen Blitz The Ambassador, en tournée au Festival Mawazine à Rabat. Jannis prolonge le séjour à Casablanca. Au hasard de sa découverte de la ville, il tombe sur une minuscule boutique dans les petites ruelles de la médina, renfermant des milliers d'appareils électroniques cassés. C'est lui qui nous raconte la suite : *«J'allais passer mon chemin au moment où je remarque des piles de vinyles abandonnés. Fouiller dans ces disques, essentiellement des 45 tours, m'a pris la journée et un disque en particulier attira mon attention. C'était celui du groupe Fadoul et les Privilèges, lequel mentionnait au dos du disque les crédits de James Brown concernant la chanson Sid Redad»*.

Au bon vieux temps du vinyle...

C'était la bonne pioche ! Une reprise de *«Papa got a brand new bag»* chantée en arabe et *«backée»* en live par un trio (basse, batterie, guitare), le riff de guitare en intro et le groove qui suit, valent tous les tests ADN. Difficile de décrire la musique de Fadoul sans l'écouter au préalable. Très vite, Jannis est devenu accro au disque, mais personne n'était en mesure de lui fournir des informations quant à l'origine de ce groupe et de ces vinyles oubliés. Même Internet ne livrait aucun secret sur le mystérieux Fadoul. Une sorte de parenthèse oubliée dans l'histoire de la musique.

Jannis poursuit ses recherches et découvre de nouveaux disques de l'artiste, deux à Casablanca, et deux autres à Rabat et Agadir. Un total de 4 albums signés Fadoul. Tous ces albums avaient le son *«rough»* du morceau Sid Redad. Des versions déterminées et puissantes, une voix énergique et une ambiance live palpable, irrésistible ! Avec aussi un côté minimaliste qui frôle la naïveté, chose qui a fasciné le jeune producteur alle-

C'est au théâtre municipal de Casablanca que Fadoul et son groupe ont joué leur premier concer.

© DR

mand : *«Il n'avait pas beaucoup de moyens, donc il se débrouillait pour enregistrer avec le minimum et sans grand savoir-faire en production. Dans un de ses morceaux, ça commence avec un son de basse très forte. Quand il s'en rend compte, il coupe carrément le son de la basse et enregistre la piste telle quelle !»*. En exhumant ce trésor caché, Jannis Stürtz a voulu également en savoir plus sur le mystérieux Fadoul. Ce n'est qu'en 2014 qu'il a trouvé des informations dignes de ce nom, grâce à sa rencontre avec le groupe marocain Golden Hands. Ils l'ont informé que Fadoul était décédé il y a longtemps. Cette triste nouvelle n'a pas accablé Jannis, bien au contraire elle a marqué le début d'une vraie enquête, qui l'amène devant la maison de famille de Fadoul à Casablanca. L'idée donc de compiler un album posthume devient évidente pour le producteur qui réussit à rassembler huit chansons, remasterisées dans son studio Jakarta Records et sorti sous le label Habibi Funk. Une musique de niche qui a fait un tabac, et s'est vendue en milliers d'exemplaires.

Mais qui est donc Fadoul ?

Comme pour Jannis Stürtz, ce fut un long périple pour nous aussi, avant de retrouver des éléments sur la vie de Fadoul. C'est grâce à sa nièce Doha et à deux membres du groupe *«Les privilèges»* que le tableau a été complété. Fadoul, donc, de son nom complet M'faddel Fadoul, est né en mars 1942 à Casablanca. Il a grandi dans le quartier Derb Sultan. En 1960, à l'âge de 18 ans, il est employé dans une firme pharmaceutique. Deux ans plus tard, il part en France pour étudier les arts dramatiques. Fadoul était un artiste pluridisciplinaire. Il s'est essayé à la peinture puis au théâtre, avant de se consacrer à la musique. De ses séjours à Paris et des concerts auxquels il a pu assister, il ramène avec lui une vraie passion pour la musique américaine de l'époque, et particulièrement pour James Brown. De retour au Maroc, aux débuts des années 70, Il fait la rencontre d'un trio musical nommé *«Les Privilèges»* composé de François Aboura à la guitare, Mustapha Haidi à la basse et Mustapha El Mardi à la batterie. Quand les circonstances l'exigent, le groupe incorpore un organiste, un accordéoniste et même des cuivres. Fadoul et *«Les Privilèges»* jouaient dans un endroit culte, appelée *«La Maison Basque»*, un cabanon magnifiquement décoré au bord de la mer à Ain Sebâa, dédié au rock et au twist. Son premier tube *«Sid Reddad»* a été enregistré au cinéma Beaulieu, qui a longtemps donné son surnom au quartier (*«Aïn Sebaâ le beau lieu»*). Pour la petite histoire, les musiciens

© DR

répétaient le morceau pour faire uniquement des essais. Ils n'imaginaient pas que Fadoul avait déjà mis en boîte l'enregistrement final. Le guitariste François Aboura nous décrit la scène : *«On a répété le morceau Sid Reddad et il a sorti le disque tel quel. On n'était pas au courant, on pensait que c'était un essai. On l'a enregistré au cinéma Beaulieu... Il nous avait dit que c'était juste une répétition pour faire un test. On l'a fait en deux prises seulement ! Ça a été rapide... Mais bon ça va, c'est bien sorti quand même !»*.

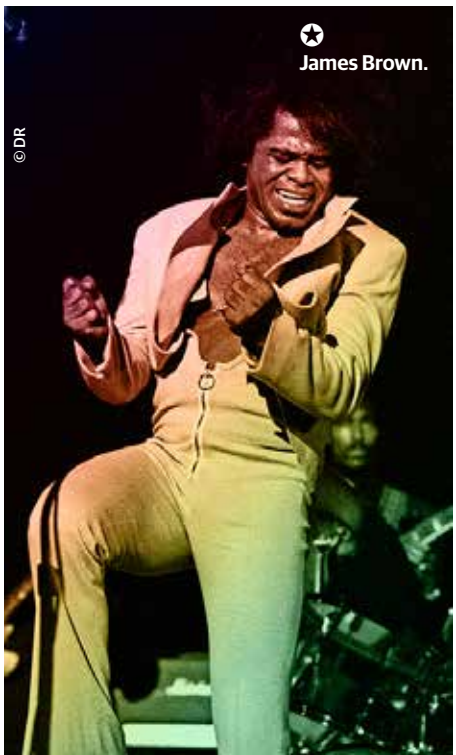
En effet, cet enregistrement a donné naissance au premier 45 tours de Fadoul. La face B comportait une autre chanson intitulée *«Tayeh»*. Dans la version originale, James Brown énonce les danses de l'époque: le Jerk, le Jump, le Twist ou le Mashed potatoes. Fadoul, lui, énonce des prénoms arabes : Abbas, Kabbour et Moha, ils dansent tous dans sa chanson, même Fatima ou encore Khadija.

Fadoul aimait chanter et faire la fête, c'était lui d'ailleurs qui mettait de l'ambiance. Il s'inspirait des fêtes pour écrire les paroles de ses chansons, les prénoms mentionnés sont en réalité ceux des membres de sa famille et de ses amis présents lors des soirées dansantes.

C'est à l'ancien théâtre municipal de Casablanca que Fadoul et son groupe ont joué leur premier concert, en première partie

✪ **«Papa's Got A Brand New Bag», version marocaine.**

de Volker Kriegel, un guitariste de jazz allemand. Le concert a fait la une des journaux, et la prestation de Fadoul a été fort remarquée. De grandes figures sont passées par ce théâtre municipal, comme



✪ James Brown.

Jacques Brel, Joséphine Baker, Jacques Dutronc, The Monkees, sans oublier, côté marocain, les Tagadda, Lemchaheb, Jil Jilala et Nass El Ghiwane.

Zmane saïb (les temps sont durs)... pour de bon

Malgré les difficultés, Fadoul a su rester fidèle à son idée et à son style. Il avait déjà un disque en boîte, d'autres en préparation et mille projets en tête. Sa percée, il la doit d'abord à son travail, mais également aux Privilèges, qui étaient plus connus que lui à l'époque. Ils ont joué avec de grands artistes comme Betty Mars, Bob Destiny et plein d'autres. Après leur premier disque, ils ont publié l'adaptation d'une chanson de Little Richard, qui sert de thème au film américain *«Dollars»*, et qu'ils ont transformé en *«Derham»*. Ils ont également animé des soirées à l'occasion de la 25ème Foire Internationale, et à l'occasion des journées nationales de certains pays. Ils se sont produits aussi au parc de la Ligue Arabe et dans les endroits huppés du Casablanca d'antan, comme les grands hôtels, les clubs privés et les boîtes de nuit. En dehors de Casablanca, Fadoul et Les Privilèges ont tourné à Mohammedia, Agadir, Fès, Béni Mellal...

Fadoul avait séduit le public avec cette collision musicale entre ce funk enragé, ces paroles âpres, sombres et ces dépres-

sives tranches de vie. Jannis Stürtz qualifie d'ailleurs sa musique de *«funk arabe joué avec une énergie, une attitude punk et un goût prononcé pour l'anachronisme»*. Pourvu qu'il y ait le funk ! Ainsi était le credo de Fadoul. Ses morceaux se mettaient en marche comme une locomotive. Possédé par le cri primal de James Brown, il a crié sa rage avec sa voix bourrée d'énergie, habillé d'un pantalon *«patte d'eph»* et les cheveux coiffés en choucroute. Chacun de ses morceaux manifestait ses pensées, ses émotions, sa souffrance et celle des autres artistes de l'époque... Dans la chanson *«Zmane Saib»*, il s'exprimait avec ces paroles : *«Les temps sont durs et mes mots ne sont pas acceptés. Le temps est perfide et la honte est douloureuse, je sombre dans la tristesse, je me sens oppressé dans ce monde là, j'ai pleuré nuit et jour»*. Fadoul n'a pas eu une vie facile, il avait quelque chose dans le ventre. Il était d'une extrême gentillesse avec un coeur en or, beaucoup de culture et de créativité. Lors d'une interview publiée dans les années 70, il a exprimé son opinion sur différents sujets, notamment la participation de la femme marocaine dans le domaine de la chanson, ou encore le côté tartuffe qui se développait de plus en plus chez les émules de Nass El Ghiwane, et des tas d'autres. En dehors de son séjour en France, il a vécu aussi aux Pays-Bas, où il a réussi à intégrer un cirque en tant que clown. Il a passé plusieurs années en Europe, où il s'est brièvement marié. Il s'est remarié plus tard au Maroc, et eut deux enfants. Au début des années 80, Fadoul a pris cette fois la direction... de l'Algérie où il continuera d'écrire et d'explorer de nouveaux possibles musicaux. Il était devenu Bob Fadoul, enregistrant quelques morceaux de reggae, deep dub et rap dans un studio à Alger. Une musique dont l'unique trace est une cassette... Artiste aux dons multiples, Fadoul est même allé jusqu'à composer la musique d'une publicité pour une grande marque de jus d'orange marocain. Il nous a quittés le 14 Août 1991 à Casablanca, à l'âge de 49 ans.

De lui, il nous reste aujourd'hui, surtout, la réédition-compilation *«Zmane Saïb»*, un album de huit morceaux passant du funk orthodoxe (Sid Redad, Laylat Al Jadba et Kalam Al Nass) aux mélopées mystiques orientales revisitées à l'aune du psychédélisme (Maktoub Allah), en plus des titres aux guitares tranchantes (Tayeh et La Tiq Tiq Latiq) ou encore une percutante démonstration gnaoui-rock (Taarida). Une palette riche et magnifique pour un artiste unique en son genre. ◗

IL A VÉCU AUSSI AUX PAYS-BAS, OÙ IL A RÉUSSI À INTÉGRER UN CIRQUE EN TANT QUE CLOWN...

VERSION NUMÉRIQUE GRATUITE DU MAGAZINE "ZAMANE"

EXCEPTIONNELLEMENT, et dans le cadre de la lutte que le Maroc entier mène contre la propagation du coronavirus, cette édition de *Zamane* parait exclusivement en format numérique.
À nos annonceurs, à nos fidèles lecteurs et amis, à nos chers abonnés, nous vous souhaitons un confinement agréable et vous donnons rendez-vous, le mois prochain, avec de nouvelles publications de *Zamane*.
Merci de votre soutien.

Pour vos annonces publicitaires, prière de nous contacter à ***courrier@zamane.ma***
et / ou nous appeler au numéros +212 (0)5 22 45 15 12 / +212 (0)6 61 43 73 54

Une richesse insoupçonnée

Sel, sucre, or, argent...
CES RICHESSES QUI ONT FAIT L'HISTOIRE DU MAROC

J'ai lu avec attention votre dernier dossier sur les richesses qui ont fait l'histoire du Maroc (numéro 116). J'ai toujours pensé que notre pays était surtout un territoire de transit des richesses, comme l'or et l'ivoire par exemple venus du sud du Sahara. Mais je constate que nous avions et avons toujours des richesses non négligeables. Je suis étonné de constater que nous avions été parmi les plus importants producteurs de sucre il y'a quelques siècles. Au final, il est triste de constater que le pays est riche, mais que ses habitants le sont pas forcément.

Sofia Dary - Rabat

Moulay Hafid, loin des clichés

Affaire d'État
MOULAY HAFID SECRETS DE LA VIE D'APRÈS

Depuis longtemps déjà, le nom de Moulay Hafid n'évoque seulement que le sultan qui a *«vendu le Maroc»* à la colonisation. Depuis la lecture de votre article *«Moulay Hafid, secrets de la vie d'après»* (numéro 116), je revois mon jugement. Non pas que le personnage attire ma sympathie, mais je comprends que l'histoire et les hommes qui la font sont complexes. Nous ne pouvons pas réduire un personnage à un seul cliché. En tout cas, merci de nous raconter des épisodes que nous n'avons pas eu la chance d'apprendre à l'école par exemple.

Réda Tajedine - Salé

© ZAMANE

À PROPOS D'EL HAJOUI

Bonjour, l'article sur Abderrahmane El Hajoui publié dans votre revue est certes complet sur l'itinéraire et le profil de *«si»* Abderrahmane. Cependant, je dois signaler une petite erreur historique sur la relation entre El Hajoui et le journal *«Al widad»*. El Hajoui n'a pas créé *«al widad»* en 1952, comme mentionné dans l'article mentionné, mais il en est devenu le directeur en cette date après que Mohamed Chemaou de Salé en a assuré la direction depuis le 24 juin 1937, date de parution du premier numéro. Avec mes salutations cordiales.

Dr Jamal Hossaini-Hilali

Une photo bien marocaine

Notre Histoire
L'arabisation, plus victime que coupable

Je voudrais savoir si vous aviez plus d'informations concernant cette photo (date, auteur, lieu exact ?), celle-ci apparaît dans votre article *«L'arabisation, et après ?»*. Êtes-vous sûr que c'est au Maroc ? Je ne trouve pas d'informations dessus, sur les moteurs de recherche celle-ci apparaît souvent comme étant en Égypte, parfois au Maroc... Un fervent lecteur.

Awatif Mafhoum

Cher lecteur, nous vous confirmons que cette photo a bien été prise au Maroc, au milieu des années 1950. Merci pour votre fidélité à Zamane.

ABONNEZ-VOUS À Zamane

Le Maroc d'hier & d'aujourd'hui

LE PREMIER MAGAZINE D'HISTOIRE EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE ARABE

Et retrouvez le regard des meilleurs spécialistes de l'Histoire

☐ Oui, je m'abonne à **Zamane**

▼ Bulletin d'abonnement / À retourner à TWO MÉDIAS MAROC, Tour des Habous, 9ème étage, Avenue des FAR, 20000 Casablanca

MAROC

☐ Je choisis l'Offre - **1 an / 12 numéros**

400 DH — ☐ Chèque bancaire ☐ Espèces

☐ Je choisis l'Offre **étudiant** - **1 an / 12 numéros**
Joignez un justificatif

250 DH — ☐ Chèque bancaire ☐ Espèces

Règlement par chèque à l'ordre de **Two Médias Maroc**
Virement sur le compte : **N°011 780 0000 48 210 00 09391 73**
BMCE BANK / Agence : ZERKTOUNI, ANGLES BD ZERKTOUNI 6 CASABLANCA
Swift : BMCEMAMC

EUROPE

☐ Je choisis l'Offre - **1 an / 12 numéros**

650 DH — ☐ Chèque bancaire ☐ Virement

AMÉRIQUE

☐ Je choisis l'Offre - **1 an / 12 numéros**

1000 DH — ☐ Chèque bancaire ☐ Virement

AFRIQUE

☐ Je choisis l'Offre - **1 an / 12 numéros**

800 DH — ☐ Chèque bancaire ☐ Virement

MOYEN-ORIENT

☐ Je choisis l'Offre - **1 an / 12 numéros**

1000 DH — ☐ Chèque bancaire ☐ Virement

▼ J'indique ci-dessous mes coordonnées

Nom ..... Prénom ..... Adresse .....

Fonction ..... Code Postal |_|_|_|_|_| Ville ..... Pays .....

Lieu dépôt ..... Tél. ..... Email .....

À retourner à TWO MÉDIAS MAROC, Tour des Habous, 9ème étage, avenue des FAR, 20000 Casablanca

LA VIRALITÉ DE LA BÊTISE

© DR

PAR MOULIM EL AROUSSI, CONSEILLER SCIENTIFIQUE DE *ZAMANE*

Avec la pandémie, on a repris l'utilisation d'un certain nombre de mots que nous avions presque oubliés. Nous n'avons jamais autant utilisé les mots virus, épidémie, pandémie, au point où tout le monde était devenu spécialiste. L'internet aidant, les citoyens du globe se sont documenté sur la vie des virus et leur mode de propagation ; la viralité. Mais si cette connaissance du sens commun et qu'on pourrait qualifier d'ascientifique était quotidiennement démontée par des spécialistes qui s'adressaient en direct à l'opinion publique pour resituer les problèmes et les informations, elle demeure toujours vivace et prête à resurgir.

L'ignorance est coriace, elle trouve le moyen de se propager et interpelle les esprits plus facilement que la complexité de la connaissance. Nombreux sont qui se sont mis à divulguer des *«fake news»*, ou à renier complètement l'existence de la maladie. Là aussi, l'alliance de la science (la médecine) et de ce qu'on appelle la force légitime de l'État ont eu à travailler dur pour faire taire ces voix discordantes.

L'IGNORANCE EST CORIACE, ELLE TROUVE LE MOYEN DE SE PROPAGER ET INTERPELLE LES ESPRITS PLUS FACILEMENT QUE LA COMPLEXITÉ DE LA CONNAISSANCE

Du coup, nous avons remarqué l'absence subite d'une autre forme de viralité dans la toile ; celle de la bêtise. C'est peut-être juste un répit. Avant la pandémie, beaucoup de youtubers (utilisateurs de youtube) occupaient la scène médiatique en publiant souvent des contenus déplorables. La viralité de la bêtise va vite et se déploie à une vitesse vertigineuse. Le simplisme passe mieux. La pensée complexe fatigue. Les destinataires de ces contenus sont souvent d'un niveau intellectuel modeste voire très bas, mais les youtubers récoltent grâce à cela plusieurs millions de *«like»*. C'est à cet endroit précis que se place le marketing.

Le marketing viral qui utilise cette foule informe que Edward Bernays avait déjà qualifié d'ignorante. Le marketing viral est une forme de promotion d'une offre commerciale où ce sont les destinataires de l'offre qui font la recommandation de la marque, du produit ou bien du service à leur entourage et qui permettent ainsi la diffusion du message. De nos jours, le marketing viral utilise les réseaux sociaux en incitant les clients à donner leurs avis sur les entreprises, leur communication, leurs produits et à partager ces informations avec leurs amis, collègues ou membres de leur famille.

C'est parmi la population adepte de ces youtubers de la bêtise que le marketing viral constitue sa foule de promoteurs. Dans la foulée de ces contenus simplistes, le marketing viral place ses produits et les laisse se déployer comme un virus. La spécificité de ce type de marketing est que les consommateurs deviennent les principaux vecteurs de la communication de la marque. Ainsi, le marketing viral pourrait être considéré comme une manifestation de cette prise de pouvoir des foules. Les internautes et les blogueurs organisés, sans en être conscients, en réseau, étant susceptibles de faire et de défaire les marques et les produits en un rien de temps. La campagne du boycott au Maroc pourrait à ce titre être analysée dans ce sens.

Les producteurs de ces contenus déplorables se sont vus attribuer un qualificatif très noble ; encore un des tours du marketing viral. On les appelle désormais des *«influenceurs»*. Désormais, c'est le marketing politique qui s'intéresse à eux. Ils font des présidents, Donald Trump en est l'exemple le plus éclatant. On les utilise, souvent à leur insu, pour les diffamations, le lynchage médiatique des personnalités politiques, médiatiques, intellectuelles, artistiques ou autres.

C'est un danger pour la civilisation. C'est une démarche qui fonctionne comme du totalitarisme ; c'est un totalitarisme sans visage. C'est là où fleurit le populisme. La pensée simplifiée n'est pas nécessairement celle qui prend le risque d'inventer, mais celle qui répète et réédite le même. L'opinion se lit facilement et s'envole dans le système viral.

La foule manipulée par la viralité est aveugle: elle se croit libre de juger, de choisir alors qu'elle présente tous les symptômes de l'esclave. ◗